


TR: Révision générale du PLU de La Crau - Observations écrites au commissaire-enquêteur

 1 pièce jointe (732 Ko)

Observations au commissaire enquêteur .pdf;

De : Manon Chevalier <manonchevalier.avocat@gmail.com>

Envoyé : jeudi 18 septembre 2025 15:08

À : PLU MTPM <mtpm.plu@metropoletpm.fr>

Objet : Révision générale du PLU de La Crau - Observations écrites au commissaire-enquêteur


Chère Madame, Cher Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joints les observations écrites et pièces afférentes, établies dans les intérêts des consorts GAGLIANO à l'occasion de la procédure de révision du PLU de la commune de LA CRAU.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre celle-ci à Monsieur Bernard MUNDET, désigné dans ce cadre par la juridiction administrative pour assurer les fonctions de Commissaire-Enquêteur.


Dans l'attente, je vous prie de croire en l'assurance de ma considération distinguée.

 [1. PV CONSTAT GAGLIANO - 21.12.2022.pdf](#)


 [2. PV CONSTAT GAGLIANO - 22.02.2023.pdf](#)

 [3. PV CONSTAT GAGLIANO - 11.07.2024.pdf](#)


 [4. PV CONSTAT GAGLIANO - 11.12.2024.pdf](#)


 [5 Email du 9 novembre 2022 à la mairie.pdf](#)

 [6. Mail 2022-11-09 Courrier Leclerc Troubles anormal.pdf](#)

 [7. Mail 2022-12-18 Main courante pour troubles du voisinage – lionel gagliano – Outlook.pdf](#)


 [8 Email du 16 février 2023 Dde d'entretien avec le maire.pdf](#)

 [9. Mail 2024-12-06 Courrier Mr le Maire conteneur frigorifique.pdf](#)

 [10 Email du 14 décembre 2024 à la mairie.pdf](#)

 [11. Courrier_2025-09-10_AS_La_Maire_de_La_Crau.pdf](#)

 [12. Main courante - 07.12.2022.pdf](#)

 [13. Plainte - 28.12.2022.pdf](#)

 [14. Dossier de permis de construire - tableau des surfaces.pdf](#)


 [15. Main courante - 03.12.2024.pdf](#)

 [16. PC_Note décrivant le terrain et présentant le projet.pdf](#)

 [17. Plan de masse VRD et tableau des surfaces-1.pdf](#)


 [18. Courrier SODICRAU à l'ASL_Presse à carton-livraison samedi.pdf](#)

 [19. Arrêté municipal n°2022-0889 - aménagements et conformité.pdf](#)

 [20. Arrêté municipal n°2023-0790 - livraison.pdf](#)

 [21. Photos_Stockage extérieur.pdf](#)

 [22. Presse à carton et conteneur frigorifique.pdf](#)

 [23. Compte-rendu d'accès n° 3.pdf](#)

Manon Chevalier, Avocate au Barreau de Toulon

78 Avenue Maréchal Foch - 83 000 TOULON

Tel : 07.83.99.36.43

Mail : manonchevalier.avocat@gmail.com

Ce courrier électronique et ses pièces jointes sont soumis aux règles de la profession d'Avocat, protégeant pénalement et civilement le secret des correspondances.

Si vous êtes destinataire de ce message par erreur, il convient d'informer son émetteur et de détruire sans délai le courrier électronique ainsi que ses pièces jointes.

RGPD - Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement destiné à Maître Manon CHEVALIER pour le suivi de votre dossier, ainsi que pour toute action judiciaire ou extra-judiciaire. Le destinataire de ces données est Maître Manon CHEVALIER. La durée de conservation des données est de 5 ans à compter de l'archivage de votre dossier. Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement de celles-ci ou une limitation du traitement. Vous pouvez vous opposer au traitement des

données vous concernant et disposez du droit de retirer votre consentement à tout moment en vous adressant à Maître Manon CHEVALIER. Vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

Avant d'imprimer cet e-mail, pensez à son impact sur l'environnement, merci.



78 Avenue Maréchal Foch - 83 000 TOULON



Hôtel de Ville de LA CRAU
Boulevard de la République
83 260 LA CRAU

A l'attention de :

Monsieur Bernard MUNDET
Commissaire-Enquêteur

Par courriel : mtpm.plu@metropoletpm.fr

A Toulon, le 18 septembre 2025

Objet : Révision générale du PLU de La Crau
Observations au Commissaire-Enquêteur

Monsieur le Commissaire enquêteur,

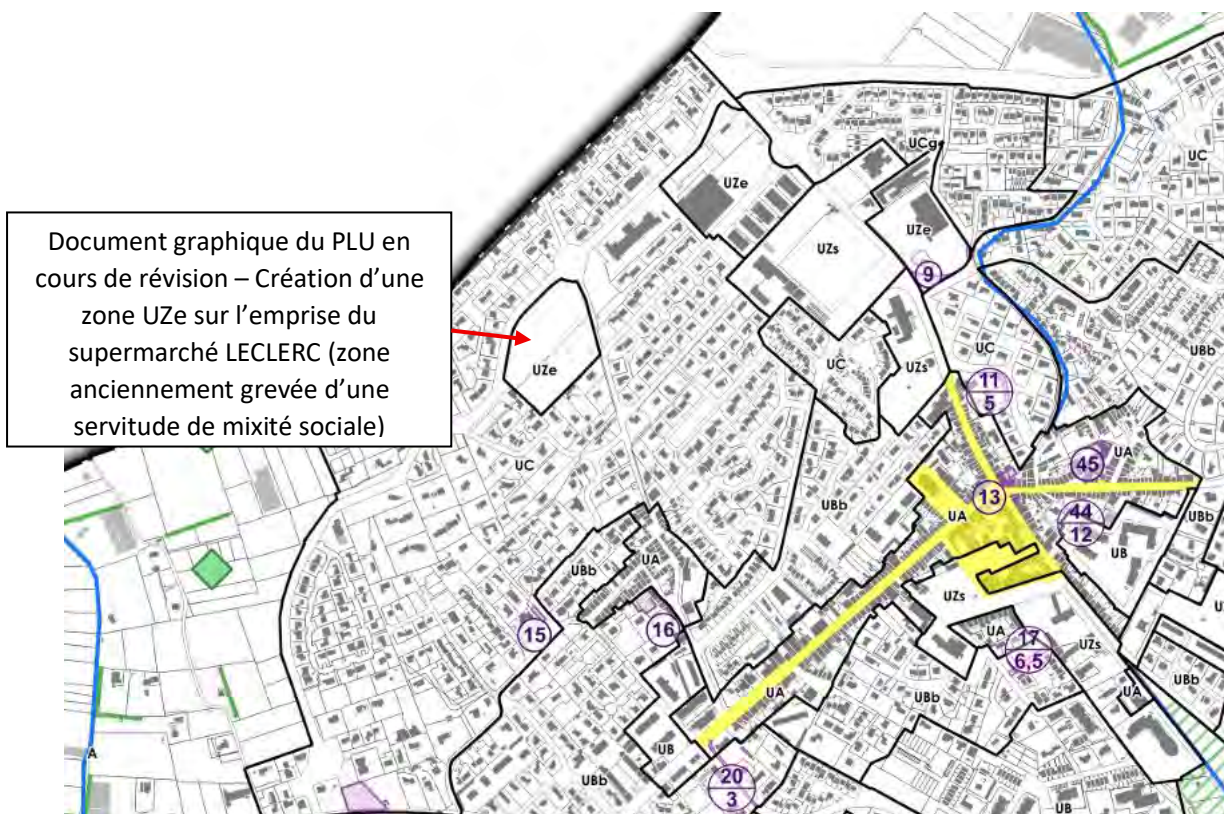
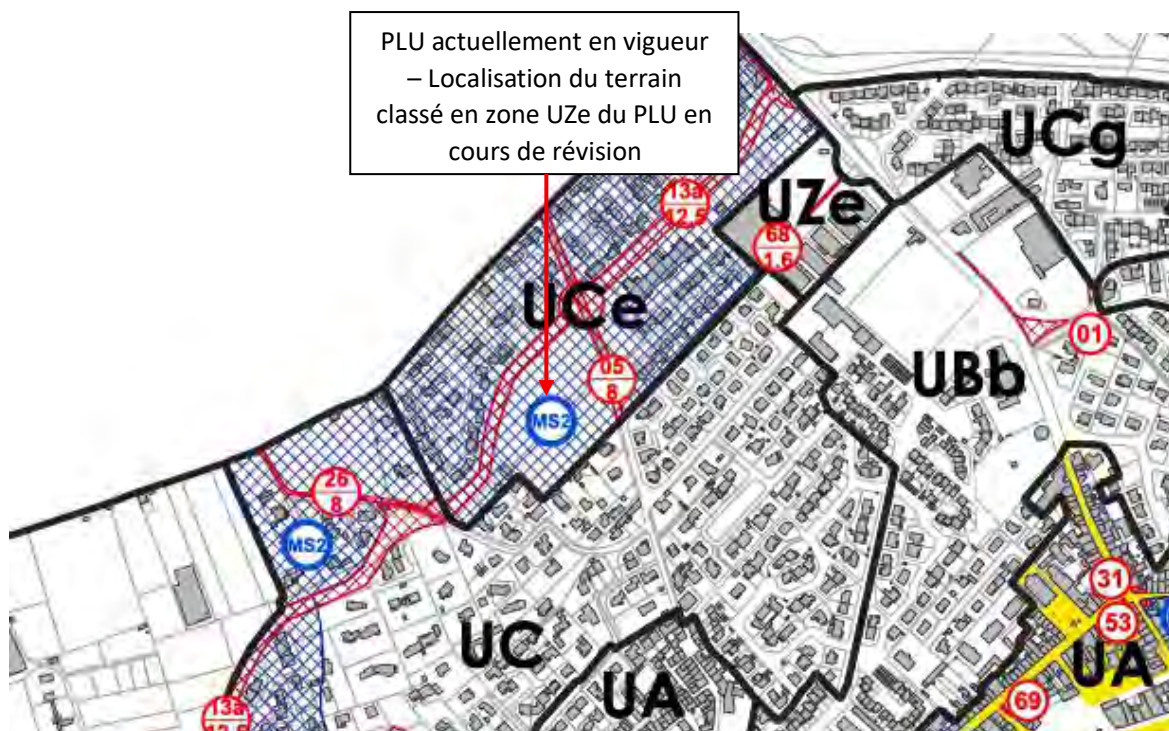
J'ai l'honneur, en ma qualité de conseil de Monsieur Lionel GAGLIANO, demeurant 346 Impasse de la Frégate à LA CRAU (parcelle cadastrée section AB n° 506), de vous soumettre les présentes observations, établies dans le cadre de l'enquête publique relative à la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de LA CRAU.

Ces observations visent à contester **le projet de classement en zone « UZe » du secteur correspondant à l'assiette foncière du supermarché E.Leclerc, réalisé en 2021 et mis en fonctionnement dès 2022, au sein d'une zone jusqu'alors exclusivement dédiée à l'habitat individuel et pavillonnaire.**

L'analyse du PLU actuellement en vigueur révèle en effet que le secteur en cause était initialement affecté à une vocation résidentielle claire et sans équivoque.

L'instauration d'une servitude de mixité sociale traduisait d'ailleurs la volonté des auteurs du PLU d'en faire un espace destiné à l'habitat, garantissant un équilibre urbain et une cohésion sociale.

Or, le projet de PLU révisé opère un revirement radical : la création d'un sous-secteur « UZe », précisément localisé à l'emplacement du supermarché E.Leclerc récemment édifié, en méconnaissance de la servitude de mixité sociale évoquée, et qui a d'ailleurs donné lieu à l'ouverture d'une instance pour trouble anormal de voisinage, actuellement pendante devant le tribunal judiciaire de TOULON.



L'évolution du zonage ainsi consacrée par la révision en cours n'est donc pas neutre : elle traduit la volonté de régulariser a posteriori une opération commerciale privée, manifestement incompatible avec la vocation résidentielle initiale du quartier, et générant de lourdes nuisances pour les riverains.

C'est dans ce contexte que Monsieur Lionel GAGLIANO entend formuler certaines observations, lesquelles consisteront à démontrer que ce nouveau zonage procède d'un détournement de pouvoir (1) et révèle, en tout état de cause, une erreur manifeste d'appréciation (2).

1. Sur le détournement de pouvoir

Par principe, les documents d'urbanisme doivent être élaborés dans un but d'intérêt général.

Dans cette logique, il est donc acquis que, lorsqu'une révision poursuit un objectif étranger à l'urbanisme, celle-ci est entachée de détournement de pouvoir (*CE, 29 décembre 1995, Commune de Peynier, n° 156101 ; CE, 4 mai 1998, Commune de Saint-Sauveur-sur-École, n° 151749*).

Le détournement de pouvoir doit ressortir des pièces du dossier.

Or, tel est précisément le cas en l'espèce.

En effet, depuis l'ouverture du centre E.Leclerc le 6 octobre 2022, les riverains n'ont cessé d'alerter la mairie sur les troubles anormaux de voisinage.

À cet égard, il a été constaté que les nuisances principales résultent d'activités non couvertes par le permis initial, lequel autorisait uniquement l'exploitation d'un supermarché de 2 480 m², sans stockage extérieur, sans presse à carton extérieure ni conteneur frigorifique, alors même que le PLU applicable (zone UCe) prohibe expressément les dépôts et activités logistiques.

De nombreuses correspondantes ont sur ce point été adressées à l'autorité municipale, et, notamment :

- Un courriel du 16 février 2023, faisant suite à une première correspondance en date du 9 novembre 2022, sollicitait expressément au Maire un entretien, afin d'évoquer les nuisances excessives générées par le supermarché E.Leclerc et l'impossibilité de vivre sereinement dans une maison devenue inhabitable,
- De même, en décembre 2024 et jusqu'à ce jour, plusieurs courriers réitérés ont alerté la municipalité sur la présence illégale et persistante d'un conteneur frigorifique, source de nuisances sonores constantes, faisant remarquer que celui-ci, implanté sans autorisation, fonctionne nuit et jour, générant un ronflement continu audible dans toutes les pièces de la maison malgré le double vitrage.

Pièces n°s 5 à 11

Pour asseoir leurs revendications, les riverains du supermarché ont constitué des éléments de preuve, tous portés à la connaissance de l'administration qui, pour autant et malgré la gravité des nuisances déplorées, n'a pris aucune mesure corrective.

Parmi ces éléments, les procès-verbaux dressés par huissier de justice établissent de manière récurrente la permanence des nuisances :

- Le 21 décembre 2022, un constat relève que la chambre à coucher du couple a dû être transformée en bureau, tant le bruit du compacteur à cartons et les vibrations rendent impossible tout repos.

Il est également fait état, entre autres, d'un « *bruit de ronronnement continu ainsi que des bruits de claquements métalliques* » ;

- Le 22 février 2023, des bruits de circulation et divers claquements métalliques sont constatés aux alentours de 5h du matin, outre le klaxon des camions qui se croisent et les vibrations générées par le stationnement statique et le déchargement des marchandises par transpalettes,
- Le 11 juillet 2024, l'huissier constate encore l'impossibilité d'utiliser la pergola située dans le jardin, compte tenu du passage incessant des transpalettes sur le quai et le bruit sourd du compacteur,
- Le 11 décembre 2024, un nouveau constat révèle un niveau sonore intérieur de 59 dB malgré la fermeture des fenêtres, attestant que l'ensemble des pièces de la maison, y compris les chambres, est affecté par un bruit constant.

Pièces n°s 1 à 4

Ces constats, joints aux photographies du stockage sauvage pratiqué à titre permanent, ainsi qu'aux clichés de la presse à carton et du conteneur frigorifique, démontrent que les activités pratiquées sont contraires au permis de construire délivré et aux dispositions du plan local d'urbanisme en vigueur.

Pièces n° 21 et 22

Or, plutôt que de faire cesser des pratiques dont elle ne pouvait ignorer l'irrégularité – stockage extérieur, presse à carton surdimensionnée, conteneur frigorifique récurrent –, la commune projette aujourd'hui de les valider rétroactivement à travers un reclassement en zone UZe, correspondant « à une dominante économique et tertiaire ».

En tentant de régulariser a posteriori des activités irrégulières, ne pouvant être autorisées en l'état des dispositions en vigueur, celle-ci détourne ainsi la procédure de révision de son objet.

Le projet de reclassement en UZe apparaît, dès lors, entaché d'un détournement de pouvoir.

2. Sur l'erreur manifeste d'appréciation

Le projet de reclassement en zone UZe se heurte, en outre, à un vice substantiel tenant à l'erreur manifeste d'appréciation dont il est entaché.

En effet, la vocation résidentielle du secteur, jusque-là protégée par le classement en zone UCe et par une servitude de mixité sociale, se trouve purement et simplement sacrifiée au profit d'une activité commerciale dont l'incompatibilité avec le voisinage pavillonnaire est pourtant objectivement démontrée.

En l'état des nuisances connues et attestées par expert, un tel classement contrevient tout à la fois :

- A l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme, qui interdit **les occupations ou utilisations du sol susceptibles de compromettre la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publiques**,
- A l'article R. 161-5 du même code, qui précise pour sa part que **certains secteurs doivent être réservés aux activités incompatibles avec l'habitat, lesquelles doivent donc être implantées à l'écart des zones résidentielles**.

En décidant d'instituer un sous-secteur UZe à proximité immédiate de nombreuses habitations, alors que les expertises judiciaires ont établi l'existence de nuisances graves, récurrentes et persistantes, la commune procède ainsi à un classement manifestement erroné.

Les rapports d'accédit réalisés dans le cadre de la procédure actuellement pendante devant le tribunal judiciaire sont, à cet égard, particulièrement éclairants.

Ainsi, l'expert désigné par la juridiction a procédé à une série de mesurages acoustiques en saison estivale, un jour de semaine, en périodes nocturne puis diurne (peu avant 5h jusqu'à environ 10h), depuis le lieu de vie des conjoints GAGLIANO, et spécifiquement depuis la chambre située à l'étage.

D'autres mesurages ont également été effectués depuis l'habitation d'autres riverains, également impactés par les nuisances récurrentes et, de fait, parties à la procédure.

Les mesurages opérés ont porté sur le conteneur frigorifique « le Petit Forestier » et différentes installations techniques et activités diverses, à savoir :

Dans l'analyse qui suit, les bruits suivants sont examinés :

- bruit général de l'**activité** : ensemble des bruits ci-dessus avec les livraisons ;
- bruit du **Petit Forestier** : particulièrement gênant pour la maison GAGLIANO, avec des cycles de marche/arrêt de 5 mn environ, incessants ;
- bruit des **Machines (autres)** : celles qui ont été arrêtées momentanément avant le début de l'activité de livraisons ;
- Bruit des **Transpalettes** (Transpalette électrique en particulier – TPE – au passage sur le pont métallique) : même si la maison GAGLIANO est partiellement protégée par l'angle du bâtiment, ce bruit particulier est très présent et gênant (toujours brutal, comme cela avait été observé lors de l'intervention précédente dans la maison SEN-CAGLAR) ;
- bruit du **Chargement des ballots de cartons compactés** : bruit dont il n'avait pas été particulièrement question dans les discussions précédentes, mais apparu ce jour comme bien présent et gênant.

Les premiers résultats recueillis permettent d'établir, sans aucune équivoque, que les émergences liées à l'activité du supermarché dépassent très largement les limites réglementaires et s'avèrent particulièrement gênantes, de jour comme de nuit :

TABLEAU DE SYNTHESE DES PREMIERS RESULTATS D'ANALYSE :

Ci-dessous analyse en période nocturne ou diurne.

Code de couleur :

En rouge : supérieur à la limite réglementaire.

En jaune : juste à la limite réglementaire.

Point de réception et <i>Source de bruit</i>	Emergence globale dB(A)		Emergence spectrale (bandes d'octave) dB											
			125 Hz		250 Hz		500 Hz		1000 Hz		2000Hz		4000 Hz	
	Mes.	Limite regl. *	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.
Chambre Etage (nuit) Bruit <i>Petit Forestier</i>	13,5	4	9,5	7	12,5	7	13,5	5	12,5	5	14,5	5	13,5	5
Chambre Etage (nuit) <i>Bruit Machines (autres)</i>	5,5	3	5,5	7	5,5	7	7,0	5	4,5	5	3,5	5	3,0	5
Chambre Etage Bruit <i>Activité (jour)</i>	8,0	4	3,0	7	7,0	7	7,0	5	8,0	5	11,0	5	10,5	5
Chambre Etage Bruit <i>Camion ballots cartons</i>	9,5	8	5,0	7	7,5	7	8,0	5	10,0	5	13,0	5	13,5	5
Chambre Etage Bruit <i>Transpalette (quai métal)</i>	9,5	6	2,5	7	6,0	7	8,5	5	10,0	5	10,0	5	3,5	5
Terrasse (nuit) Bruit <i>Petit Forestier</i>	7,0	4	10,0	7	6,5	7	7,5	5	5,0	5	6,0	5	4,5	5
Terrasse (nuit) Bruit <i>Machines (autres)</i>	2,5	3	1,5	7	3,5	7	2,5	5	2,0	5	1,5	5	0,5	5

Pièce n° 23

Ces comptes-rendus d'expertise sont corroborés par les procès-verbaux d'huissier déjà mentionnés : bruit permanent, audible y compris lorsque les fenêtres sont closes, impossibilité d'utiliser les espaces extérieurs, troubles du sommeil d'un enfant ...

Pièces n°s 1 à 4

Loin d'être ponctuelles, ces nuisances sont donc quotidiennes et structurelles.

Par conséquent, il est évident que l'activité en cause compromet non seulement la tranquillité mais aussi la salubrité publiques, et qu'elle s'avère totalement inconciliable avec un environnement pavillonnaire.

À cette incompatibilité intrinsèque s'ajoute l'irrégularité persistante des pratiques constatées.

Alors que le permis de construire initial avait fixé un cadre strict – surface limitée à 2 480 m², absence de stockage extérieur, absence de conteneur frigorifique et de presse à carton en façade – ces prescriptions ont été ignorées dès l'ouverture du site.

La presse à carton surdimensionnée, installée le long du quai, fonctionne quotidiennement et jusque les week-ends, les places de parking ont été transformées en zones de stockage permanentes, et le conteneur frigorifique, censé n'être qu'une installation temporaire, a été maintenu durant plus de 435 jours.

Au lieu de faire respecter le permis initial et le règlement de la zone UCe, la commune a laissé perdurer ces dérives et s'apprête désormais à les valider rétroactivement par un reclassement opportuniste.

Il importe à ce propos de souligner que les arrêtés municipaux adoptés pour encadrer l'exploitation de l'enseigne n'ont en aucune manière permis de contenir les nuisances générées.

Leur imprécision et leur absence de suivi effectif les rendent parfaitement inopérants, et démontrent à quel point la réglementation locale est inadaptée à une activité de cette nature au sein d'un quartier résidentiel :

- D'une part, l'arrêté du 21 décembre 2022, qui conditionnait l'ouverture du supermarché au respect de règles de sécurité, a été vidé de toute portée : la presse à carton, surdimensionnée et installée en extérieur, réduit considérablement la desserte des quais de livraison ; le stockage permanent de palettes et de déchets encombre les issues de secours ; certaines voies d'évacuation sont régulièrement obstruées, compromettant ainsi la sécurité des personnes et l'accès des services d'intervention.

Pièce n° 19

- D'autre part, l'arrêté du 3 juillet 2023, fixant des horaires de livraison censés protéger la tranquillité des riverains, s'avère tout aussi illusoire : les expertises et constats d'huissier établissent que les livraisons débutent quotidiennement avant six heures du matin, se poursuivent tout au long de la journée et se tiennent même certains dimanches et jours fériés, en violation manifeste de l'objectif affiché.

Pièce n° 20

Ces textes, qui n'ont jamais véritablement contrôlés ni sanctionnés, n'ont ainsi fait que **donner l'illusion d'un encadrement juridique**, alors que la réalité démontre au contraire une aggravation constante des nuisances.

L'expérience tirée de ces trois années d'exploitation est, de ce point de vue, sans appel : aucune mesure municipale ne suffit à endiguer les troubles générés par cette activité, **laquelle, par sa nature et son intensité, demeure foncièrement et définitivement incompatible avec le voisinage d'une zone habitée.**

Enfin, la révision projetée demeure critiquable en ce que, si une évaluation environnementale a bien été réalisée, celle-ci n'aborde nullement l'impact sonore ni les nuisances générées par le voisinage du centre commercial, ce alors même que les dispositions combinées des articles R. 104-11 et L. 153-31 du code de l'urbanisme imposent d'apprécier les incidences des projets susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement ou sur la santé humaine.

Ainsi, **le classement en zone UZe ne résulte pas d'une appréciation raisonnée et objective des réalités locales, mais d'une volonté de régulariser une situation qui persiste en méconnaissance des prescriptions légales.**

L'erreur manifeste d'appréciation est donc patente : l'activité commerciale, génératrice de nuisances incompatibles avec le voisinage habité, aurait dû être implantée dans une zone à vocation économique et éloignée des habitations.

Raison pour laquelle nous vous demandons de rendre un avis défavorable à la création de cette zone.

En tous les cas, et à supposer que le reclassement soit maintenu, **il apparaît impératif d'apporter certaines modifications au projet de règlement de la zone concernée** et, plus spécifiquement :

- D'une part, d'insérer des prescriptions strictes excluant toute possibilité de dépôts, de stockage extérieur et d'installations temporaires ou permanentes sources de nuisances.

En effet, ces prescriptions se justifient pleinement au regard des articles R. 151-31 et R. 151-33 du code de l'urbanisme, lesquels imposent aux auteurs du règlement de PLU de prévoir, en fonction des nécessités, l'interdiction de certaines installations lorsque celles-ci sont de nature à compromettre l'hygiène, la sécurité ou la protection du voisinage.

L'article R. 151-31 rappelle ainsi que les documents graphiques doivent, en pareille circonstance, identifier les secteurs où doivent être proscrits les dépôts, précisément en raison des nuisances qu'ils génèrent.

L'article R. 151-33 prévoit, quant à lui, que le règlement peut soumettre certaines activités à des conditions particulières, ou les interdire lorsque leur nature les rend incompatibles avec l'environnement immédiat.

Or, il ressort des comptes-rendus d'accès et constats d'huissier que **les dépôts, qu'il s'agisse du stockage extérieur de palettes, de déchets ou de cartons compactés, constituent l'une des principales sources des nuisances dénoncées** : bruits secs et répétés, pollution visuelle permanente, envols de détritiques sur les propriétés voisines, obstruction des voies d'évacuation et aggravation des risques pour la sécurité publique.

Dans ces conditions, et même si le reclassement en zone UZe devait être entériné, il ne saurait, en aucun cas, être conçu comme une autorisation implicite de telles pratiques, mais devrait au contraire comporter des **prescriptions strictes interdisant tout dépôt ou stockage extérieur**, faute de quoi le règlement méconnaîtrait directement les articles précités du code de l'urbanisme et laisserait perdurer les troubles qui justifient précisément la contestation du projet.

- D'autre part, de revenir sur les dispositions du règlement relatives aux clôtures.

L'article 5.4 du projet de règlement indique en effet que « **En zone UZ uniquement (hors zones UZa, UZe, UZg, UZv et UZs), des écrans ou murs anti-bruit d'une hauteur maximale de douze mètres sont admis...** ».

Les protections indiquées ne sont donc admises qu'en zone UZ, à l'exclusion de tous les sous-secteurs et, spécifiquement, du secteur UZe, dans lequel la hauteur maximale des clôtures est fixée à 2 mètres.

Or, dans le cas spécifique du couloir de livraison du centre E.Leclerc, une telle limitation est totalement inadaptée.

Les semi-remorques qui assurent quotidiennement les livraisons atteignent près de quatre mètres de hauteur, de sorte que les nuisances sonores liées aux moteurs, aux groupes frigorifiques, aux freinages, aux claquements de portières et aux manutentions se propagent largement au-dessus d'une clôture de deux mètres.

Cette insuffisance est encore aggravée par la configuration particulière des lieux : le quai de livraison est en surplomb et le couloir en pente, générant des phénomènes de réverbération et des vibrations solidiennes que l'expert acoustique a lui-même relevés.

Dans ces conditions, **la construction d'un mur acoustique d'au moins cinq mètres de hauteur constitue le strict minimum pour constituer une barrière efficace contre les nuisances sonores et vibratoires.**

Une telle solution n'a rien d'exceptionnel, puisqu'elle correspond aux standards retenus pour les protections acoustiques implantées le long des infrastructures routières, dont la hauteur varie couramment entre quatre et sept mètres selon les sites.

Il importe par ailleurs de relever que, si un tel mur était édifié uniquement du côté du supermarché, il entraînerait un phénomène de réverbération des bruits de circulation de la rocade de l'Europe vers les habitations du lotissement « Patrimoine B ».

Pour prévenir une telle aggravation, il conviendrait donc de prévoir, en complément, l'édification d'un écran acoustique de quatre mètres côté lotissement, conçu selon les normes acoustiques en vigueur.

Une telle installation devrait naturellement être mise en œuvre et financée par l'exploitant, à l'origine des nuisances, et non par les colotis, déjà victimes de ce trouble manifeste.



Il résulte de l'ensemble des éléments qui précèdent que :

- Le reclassement en zone UZe est vicié par un **détournement de pouvoir**, visant à régulariser des activités incompatibles avec le caractère jusqu'alors résidentiel de la zone.

En effet, le projet de reclassement en zone UZe ne répond à aucun objectif d'intérêt général et ne fait que consacrer, par le biais d'une modification opportuniste du PLU, une situation illégitime et préjudiciable aux riverains.

- Il est en outre entaché d'une **erreur manifeste d'appréciation**, les nuisances établies par expertise démontrant l'incompatibilité avec l'habitat voisin.

Les expertises judiciaires, les constats d'huissier et les multiples témoignages démontrent que l'activité exercée sur ce site génère des nuisances sonores, vibratoires, visuelles et logistiques d'une ampleur telle qu'elles ne sauraient coexister avec le voisinage d'un quartier pavillonnaire.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir tenir compte des éléments exposés ci-dessus afin d'émettre un **avis défavorable au classement des parcelles cadastrées section AB n°s 514 et 515 en zone « UZe »**.

À tout le moins, si ce reclassement devait être maintenu, **il est impératif que les dispositions applicables à cette zone excluent expressément toute possibilité de dépôts, de stockages extérieurs ou d'installations similaires**, dont chacun sait qu'ils constituent la source principale des troubles constatés.

Il convient également que le règlement de la zone prévoie la **possibilité d'ériger des clôtures et écrans anti-bruit d'une hauteur supérieure à deux mètres**, afin de permettre la mise en place de protections réellement efficaces contre les nuisances sonores et vibratoires générées par l'exploitation du site.

Il importe à ce titre de préciser que, dans l'hypothèse où ses observations resteraient sans effet, Monsieur Lionel GAGLIANO n'aurait d'autre alternative que de contester le PLU révisé devant le Tribunal administratif de TOULON.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à la présente et vous prie de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, en l'assurance de ma respectueuse considération.

Manon Chevalier
Avocat au Barreau de Toulon



Pièces jointes :

1. Procès-verbal du 21 décembre 2022
2. Procès-verbal du 22 février 2023
3. Procès-verbal du 11 juillet 2024
4. Procès-verbal du 11 décembre 2024
5. Email du 9 novembre 2022 à la mairie
6. Courrier du 9 novembre 2022 au centre E.Leclerc
7. Email du 18 décembre 2022 à la mairie
8. Email du 16 février 2023 à la mairie
9. Courrier du 6 décembre 2024 à l'attention du maire
10. Email du 14 décembre 2024 à la mairie
11. Email du 10 septembre 2025 à la mairie
12. Main courante du 7 décembre 2022

13. Plainte du 28 décembre 2022
14. Dossier de permis de construire - tableau des surfaces
15. Main courante du 3 décembre 2024
16. PC4 du dossier de permis de construire - notice décrivant le terrain
17. Dossier de permis de construire - plan de masse VRD et tableau des surfaces
18. Email du 15 février 2023 émanant du gérant du centre E.Leclerc
19. Arrêté municipal N° 2022-0889
20. Arrêté municipal n° 2023-0790
21. Photographies du stockage extérieur
22. Photographies de la presse à carton et du conteneur frigorifique
23. Compte-rendu d'accédit n° 3

PROCEVERBA VIVIT OMNIBUS HOMINIBUS

Me Manon Chevalier
Pièce n°
2
Avocate au Barreau de Toulon

Me Arnaud ALA VOINE
Huissier-Justice Indépendant
OFFICE : ALA VOINE

10 rue Pasteur 83000 Toulon

04.94.18.50.00

Tel : 04.94.18.50.00

arnaud.alavoine@huissier-justice.fr

04.94.18.50.00

04.94.18.50.00



Requérants : Madame et Monsieur GAGLIANO

2010 2010

**LE MERCREDI VINGT DEUX FÉVRIER
DEUX MILLE VINGT TROIS
à 05 heures 00.**

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur Lionel Dominique GAGLIANO, né le 26/12/1975 à TOULON, de nationalité française, Ouvrier apiculteur. Et de **Madame Perrine GAGLIANO**, née le 06/07/1980 à LILLES, de nationalité française, ingénieur qualité, demeurant et domiciliés tous deux 346 Impasse de la Frégate, 83260 LA CRAU.

LESQUELS M'ONT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

« Nous sommes propriétaires d'une maison d'habitation située au 346 impasse de la Frégate à LA CRAU depuis 2019.

En face de notre maison, la société SODICRAU exploite un supermarché portant l'enseigne CENTRE LECLERC.

L'emplacement des places de parkings est en réalité une zone de circulation pour les livraisons et stockages ce qui génère du bruit à partir de 5 heures du matin.

Nous vous requérons aux fins de procéder à toutes constatations, au regard de ces déclarations d'en prendre photographies et du tout en dresser un procès-verbal de constat ».

DÉFÉRANT À CETTE RÉQUISITION :

**Je, Arnaud ALAVOINE, Commissaire de Justice Associé de la SELARL HUISSIERS MED
- OFFICE ALAVOINE, demeurant 2 rue Ferdinand Pelloutier - BP 5085 à TOULON (83), soussigné.**

JE ME SUIS RENDU CE JOUR :

346 Impasse de la Frégate

83260 LA CRAU

OÙ ÉTANT J'AI PROCÉDÉ AUX CONSTATATIONS SUIVANTES :

Je me situe à l'étage de la maison des requérants. Je constate la présence d'un supermarché portant l'enseigne LECLERC situé en face de la propriété des requérants. Les lumières à l'étage sont allumées.



1. (22/02/2023 05:07:03)

Le parking est également allumé. Des véhicules sont stationnés.



2. (22/02/2023 05:07:12)

À 5h09, un camion de livraison se dirige en direction du supermarché.



3. (22/02/2023 05:09:27)

Le camion se dirige en marche arrière vers la zone de déstockage située en contrebas et en face du logement des requérants.

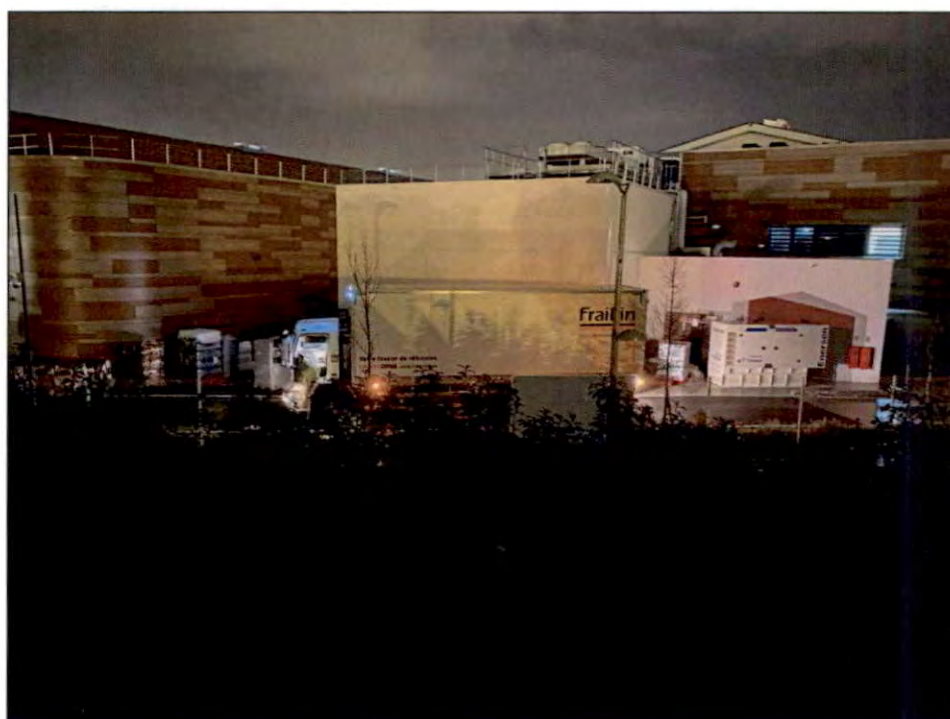


4. (22/02/2023)



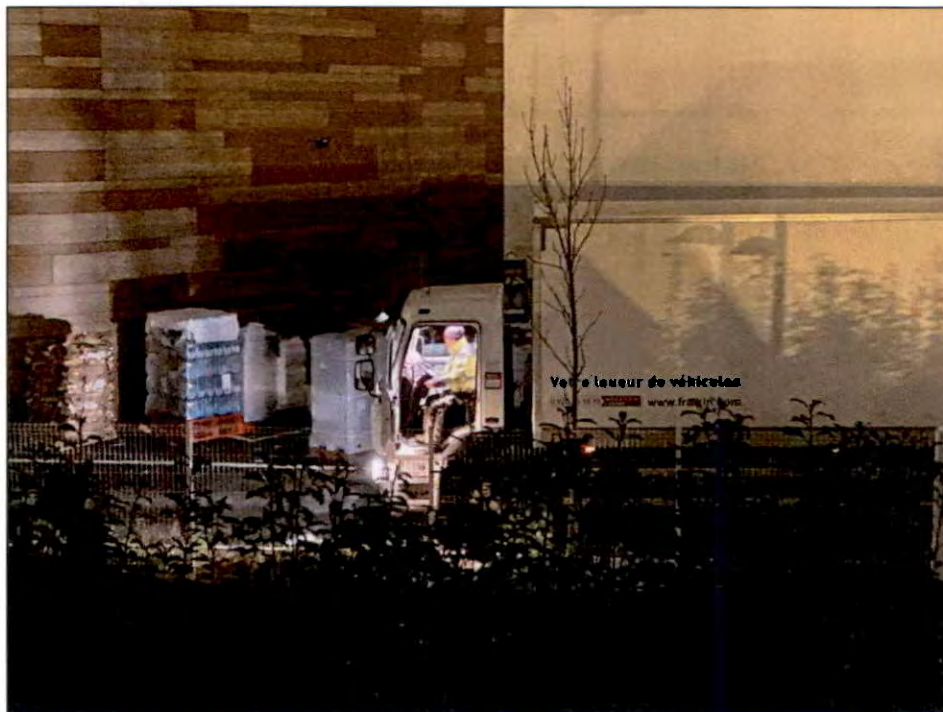
5. (22/02/2023)

Je mesure une distance de 20 mètres depuis l'endroit où je me situe et le zone de stationnement du camion.



6. (22/02/2023)

Le chauffeur livreur se rend à l'arrière du véhicule et manipule les portes ce qui génère des bruit de claquement.



7. (22/02/2023)



8. (22/02/2023)

Les livraisons sont faites au moyen d'un transpalette dont la manipulation génère un bruit considérable temps à l'intérieur du camion que sur le revêtement au sol.



9. (22/02/2023)



10. (22/02/2023)

Il est également possible d'entendre le chauffeur livreur siffler.



11. (22/02/2023)

Par la suite, un deuxième camion se dirige en direction du supermarché.



12. (22/02/2023)

Celui-ci manœuvre en marche arrière et vient se stationner derrière le premier camion toujours en place.



13. (22/02/2023)



14. (22/02/2023)



15. (22/02/2023)

Le chauffeur livreur manipule les portes du camion et procède au déchargement, ce qui a pour effet de provoquer des bruits des claquements frottements et roulements.



16. (22/02/2023)

Un troisième camion se présente à 5h50. Le camion en place préalablement lui fait des appels de phares et klaxonne pour lui signaler qu'il quitte les lieux. Des manœuvres sont réalisées par les camions.



17. (22/02/2023)



18. (22/02/2023)



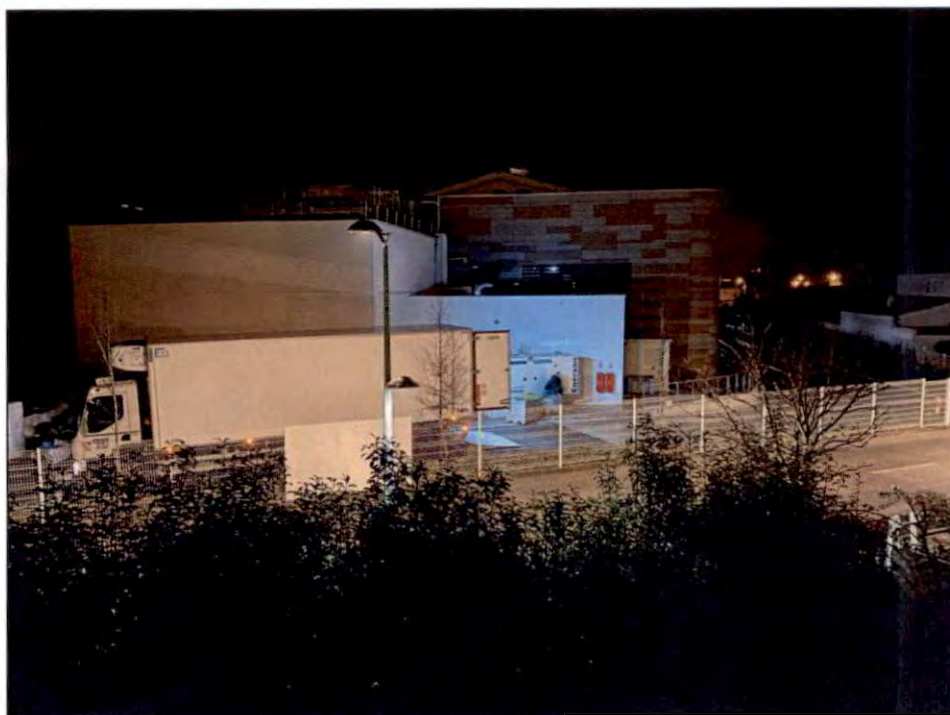
19. (22/02/2023)

Ce troisième camion stationne à nouveau au droit de la maison des requérants.



20. (22/02/2023)

A nouveau, le chauffeur livreur décharge au moyen d'un transpalette et dont l'action génère les mêmes bruits.



21. (22/02/2023)

A 6h07 un camion de type semi-remorque se présente et dont le moteur est maintenu allumé.



22. (22/02/2023)

Un deuxième semi-remorque se présente à 6h08 et manœuvre à proximité du premier camion.



23. (22/02/2023)

Les moteurs des deux camions sont allumés ce qui provoque des vibrations au niveau des menuiseries de la maison des requérants tant à l'étage qu'en rez-de-chaussée du fait du bourdonnement moteurs allumés.



24. (22/02/2023)

Remarques générales :

Tout au long de mes constatations il a été possible d'entendre très distinctement les bruits également lorsque les menuiseries en double vitrage sont fermées.

Peu avant 6 heures la fille des requérants s'est réveillée du fait du bruit tel qu'elle a pu me le déclarer.

De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat au cours duquel j'ai pris 24 photos, pour servir et valoir ce que de droit.



Arnaud ALAVOINE
Commissaire de Justice

PROCES VERBAL DE CONSTAT



HUISSIERS MED
Commissaires de Justice Associés
OFFICE ALAVOINE

2 rue Ferdinand Pelloutier - BP 5085
83000 - TOULON

Tel : 04.94.18.50.00

arnaud.alavoine@huissier-justice.fr

Fax : 04.94.18.50.01

huissier-justice-toulon.com



Requérants : Madame et Monsieur GAGLIANO

Date : 21/12/2022

LE MERCREDI VINGT ET UN DÉCEMBRE
DEUX MILLE VINGT DEUX
à 06 heures 50.

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur Lionel Dominique GAGLIANO, né le 26/12/1975 à TOULON, de nationalité française, Ouvrier apiculteur. Et de Madame Perrine GAGLIANO, née le 21/12/2022 à LILLES, de nationalité française, ingénieur qualité, demeurant et domiciliés tous deux 346 Impasse de la Frégate, 83260 LA CRAU.

LESQUELS M'ONT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

« Nous sommes propriétaires d'une maison d'habitation située au 346 impasse de la Frégate à LA CRAU depuis 2019.

En face de notre maison, la société SODICRAU exploite un supermarché portant l'enseigne CENTRE LECLERC.

L'emplacement des places de parkings est en réalité une zone de circulation pour les livraisons et stockages ce qui génère du bruit à partir de 5 heures du matin.

*Nous vous requérons aux fins de procéder à toutes constatations, **au regard de ces déclarations d'en prendre** photographies et du tout en dresser un procès-verbal de constat ».*

DÉFÉRANT À CETTE RÉQUISITION :

Je, Arnaud ALAVOINE, Commissaire de Justice Associé de la SELARL HUISSIERS MED - OFFICE ALAVOINE, demeurant 2 rue Ferdinand Pelloutier - BP 5085 à TOULON (83), soussigné.

JE ME SUIS RENDU CE JOUR :

346 Impasse de la Frégate

83260 LA CRAU

OÙ ÉTANT J'AI PROCÉDÉ AUX CONSTATATIONS SUIVANTES :

Je constate qu'une route sépare la parcelle des requérants (1^{ère} maison sur la droite sur la photo), du centre commercial.



1. (21/12/2022)

Je me situe à l'étage côté Est de la maison. La chambre située à proximité de la zone concernée constitue la chambre à coucher du couple. Ces derniers me déclarent avoir été contraints de la modifier en bureau car il est impossible de dormir dans cette pièce. Je constate en effet la présence d'un bureau et l'absence de lit.



2. (21/12/2022)



3. (21/12/2022)

Je constate, en contrebas, le complexe de supermarché LECLERC. Des camions de type semi-rigide circulent et restent stationnés, le moteur allumé, ce qui génère un bruit parfaitement audible, même fenêtre fermée. Cela à proximité immédiate et en contre bas de la maison des requérants.



4. (21/12/2022)



5. (21/12/2022)

Le camion de type semi-rigide circule sur les emplacements de parking sous les fenêtres des requérants.



6. (21/12/2022)



7. (21/12/2022)



8. (21/12/2022)



9. (21/12/2022)

Un second camion se présente au même endroit après que le premier soit parti. Celui-ci **manceuvre ce qui** génère du bruit et le moteur reste allumé.



10. (21/12/2022)



11. (21/12/2022)



12. (21/12/2022)

Une fois son moteur éteint, il est **possible d'entendre le bruit d'un groupe froid** portant l'enseigne PETIT FORESTIER situé en face et en contrebas des fenêtres de la chambre des requérants exposée à l'**Est**. Celui-ci génère un bruit de ronronnement continu ainsi que des bruits de claquements métalliques.



13. (21/12/2022)

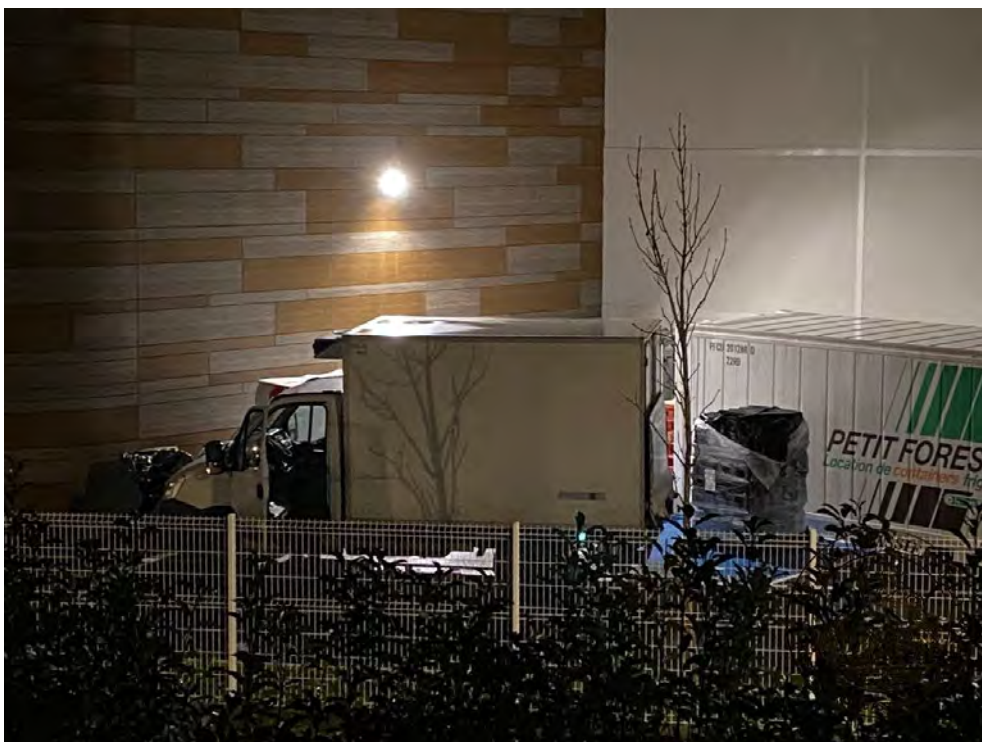


14. (21/12/2022)

Du personnel circule à pied en poussant des chariots métalliques, remplissent des fourgonnettes et circulent à l'endroit des emplacements de parking.

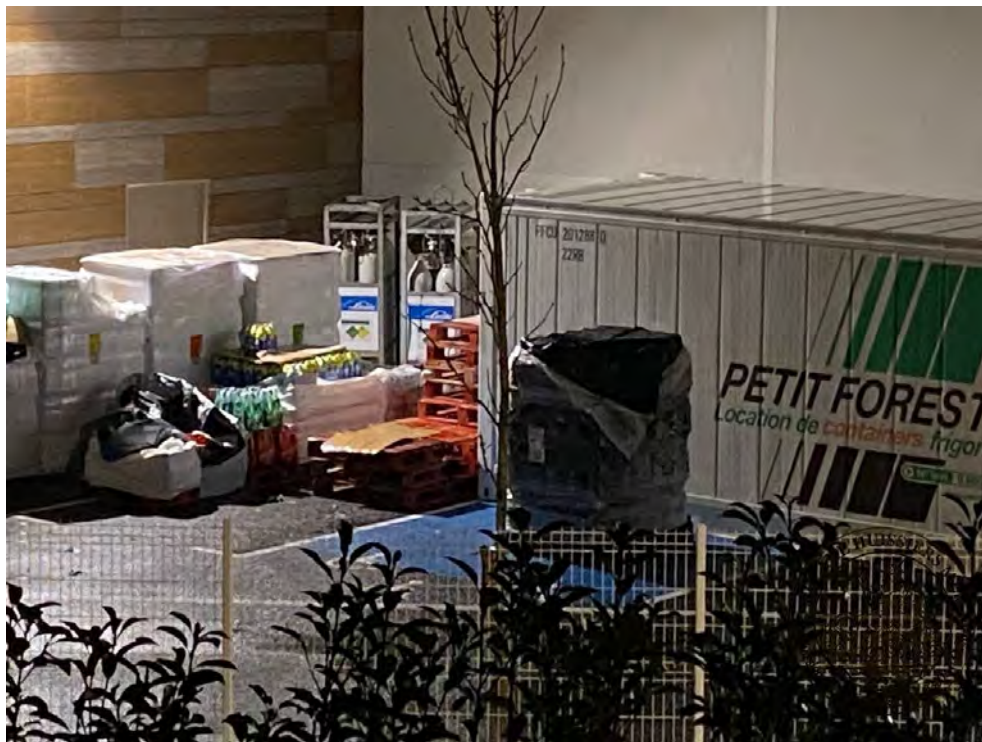


15. (21/12/2022)



16. (21/12/2022)

Je constate qu'à l'endroit où sont générés les bruits par le groupe froid, la circulation des véhicules et des personnes correspond à des places de parking dessinées au sol. Il existe notamment la place d'une zone réservée aux personnes handicapées.



17. (21/12/2022)



18. (21/12/2022)

De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat au cours duquel j'ai pris 18 photos, pour servir et valoir ce que de droit.



Arnaud ALAVOINE
Commissaire de Justice

PROCES VERBAL DE CONSTAT



SELARL HUISSIERS MED
Commissaires de Justice Associés
OFFICE ALAVOINE

2 rue Ferdinand Pelloutier - BP 5085
83000 - TOULON

Tel : 04.94.18.50.00

arnaud.alavoine@huissier-justice.fr

Fax : 04.94.18.50.01

huissier-justice-toulon.com



LE JEUDI ONZE JUILLET
DEUX MILLE VINGT-QUATRE
à 07 heures 40.

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur Lionel Dominique GAGLIANO, né le 26/12/1975 à TOULON, de nationalité française, Ouvrier apiculteur. Et de Madame Perrine GAGLIANO, née le 06/07/1980 à LILLES, de nationalité française, ingénieur qualité, demeurant et domiciliés tous deux 346 Impasse de la Frégate, 83260 LA CRAU.

LESQUELS M'ONT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

« Nous sommes propriétaires d'une maison d'habitation située au 346 impasse de la Frégate à LA CRAU depuis 2019.

En face de notre maison, la société SODICRAU exploite un supermarché portant l'enseigne CENTRE LECLERC.

Un container frigorifique est positionné en extérieur sur l'arrière du magasin et génère un bruit de moteur important, largement audible depuis les pièces de la maison, constituant de par sa permanence, un trouble anormal du voisinage.

Nous vous requérons aux fins de procéder à toutes constatations, au regard de ces déclarations d'en prendre photographies et du tout en dresser un procès-verbal de constat ».

DÉFÉRANT À CETTE RÉQUISITION :

Je, Arnaud ALAVOINE, Commissaire de Justice, membre de la SELARL HUISSIERS MED - OFFICE ALAVOINE, demeurant 2 rue Ferdinand Pelloutier à TOULON (83), par l'un d'eux soussigné,

JE ME SUIS RENDU CE JOUR :

346 Impasse de la Frégate
83260 LA CRAU

OÙ ÉTANT J'AI PROCÉDÉ AUX CONSTATATIONS SUIVANTES :

Référence : PV CONSTAT GAGLIANO 11-07-2024

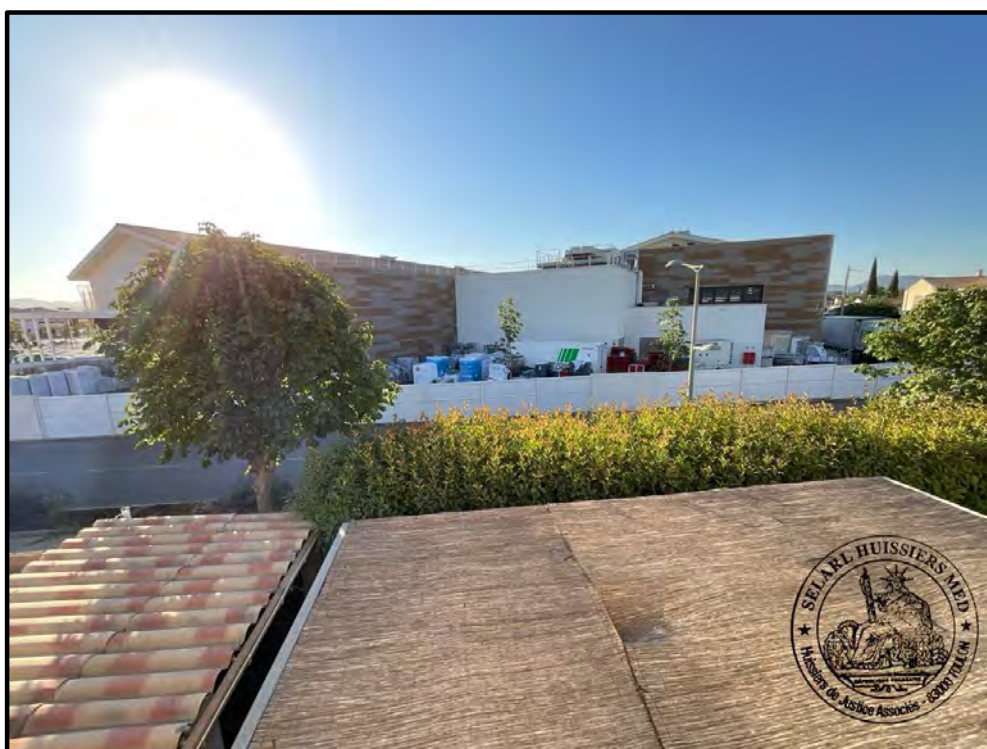
Je me situe à l'étage de la maison des requérants, dans la salle d'eau.

Il existe une ouverture qui donne sur le magasin voisin portant l'enseigne LECLERC.



1. (11/07/2024)

L'environnement visuel est composé de palettes mais également de divers déchets d'emballages et de détritrus.



2. (11/07/2024)

Référence : PV CONSTAT GAGLIANO 11-07-2024

Un container frigorifique est installé sur la partie arrière du magasin, en extérieur. Celui-ci est pourvu de bandes de couleur verte. Il est possible d'entendre très distinctement un bruit continu de type vibration de moteur ainsi qu'une soufflerie. J'entends également des bruits intempestifs de type claquement à plusieurs reprises.



3. (11/07/2024)

Les bruits générés par le container frigorifique perdurent lorsque la fenêtre de la pièce est fermée. Les mêmes constatations sont à réaliser dans les autres pièces de l'étage.



4. (11/07/2024)

La propriété des requérants est pourvue, au Sud, d'un espace de vie avec une pergola. Ces derniers ne peuvent l'utiliser à cette fin à cause du bruit persistant provoqué par le fonctionnement du container frigorifique.



5. (11/07/2024)

De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat au cours duquel j'ai pris 5 photos, pour servir et valoir ce que de droit.



Arnaud ALAVOINE
Commissaire de Justice

PROCES VERBAL DE CONSTAT



SELARL HUISSIERS MED
Commissaires de Justice Associés
OFFICE ALAVOINE

2 rue Ferdinand Pelloutier - BP 5085

83000 - TOULON

Tel : 04.94.18.50.00

arnaud.alavoine@huissier-justice.fr

Fax : 04.94.18.50.01

huissier-justice-toulon.com



LE MERCREDI ONZE DÉCEMBRE
DEUX MILLE VINGT-QUATRE
à 20 heures 00.

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur Lionel Dominique GAGLIANO, né le 26/12/1975 à TOULON, de nationalité française, Ouvrier apiculteur et de Madame Perrine GAGLIANO, née le 06/07/1980 à LILLE, de nationalité française, ingénieur qualité, demeurant et domiciliés tous deux 346 Impasse de la Frégate, 83260 LA CRAU.

LESQUELS M'ONT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

« Nous sommes **propriétaires d'une maison d'habitation située au 346 impasse de la Frégate à LA CRAU** depuis 2019.

En face de notre maison, la société SODICRAU exploite un supermarché portant l'enseigne CENTRE LECLERC.

Un container frigorifique est positionné en extérieur sur l'arrière du magasin et génère un bruit de moteur important, largement audible depuis les pièces de la maison, constituant du fait de sa permanence, un trouble anormal du voisinage. Vous avez procédé à plusieurs constatations en ce sens. Le trouble persiste.

Nous vous requérons aux fins de procéder à toutes constatations, au regard de ces déclarations d'en prendre photographies et du tout en dresser un procès-verbal de constat ».

DÉFÉRANT À CETTE RÉQUISITION :

Je, Arnaud ALAVOINE, Commissaire de Justice, Associé de la SELARL HUISSIERS MED - OFFICE ALAVOINE, demeurant 2 rue Ferdinand Pelloutier à TOULON (83), par l'un d'eux soussigné,

JE ME SUIS RENDU CE JOUR :

346 Impasse de la Frégate- 83260 LA CRAU

OÙ ÉTANT J'AI PROCÉDÉ AUX CONSTATATIONS SUIVANTES :

Référence : PV CONSTAT GAGLIANO 11-12-2024

Depuis la chambre située à l'étage, je constate la présence d'un container frigorifique situé à l'extérieur et préalablement constaté. Celui-ci génère un bruit de moteur en marche de façon continue avec une intensité sonore variable. Celui-ci s'arrête de façon intempestive et repart avec un bruit de claquement.



1. (11/12/2024)



2. (11/12/2024)

Je constate que les lieux sont largement encombrés de diverses palettes protégées par des plastiques qui **s'étendent sur une large surface. Il s'agit désormais de la vue offerte au requérant depuis la maison.** La zone de stockage a manifestement augmenté depuis les précédentes constatations et s'étendent désormais sur toute la largeur du bâtiment.



3. (11/12/2024)



4. (11/12/2024)



5. (11/12/2024)



6. (11/12/2024)



7. (11/12/2024)



8. (11/12/2024)



9. (11/12/2024)

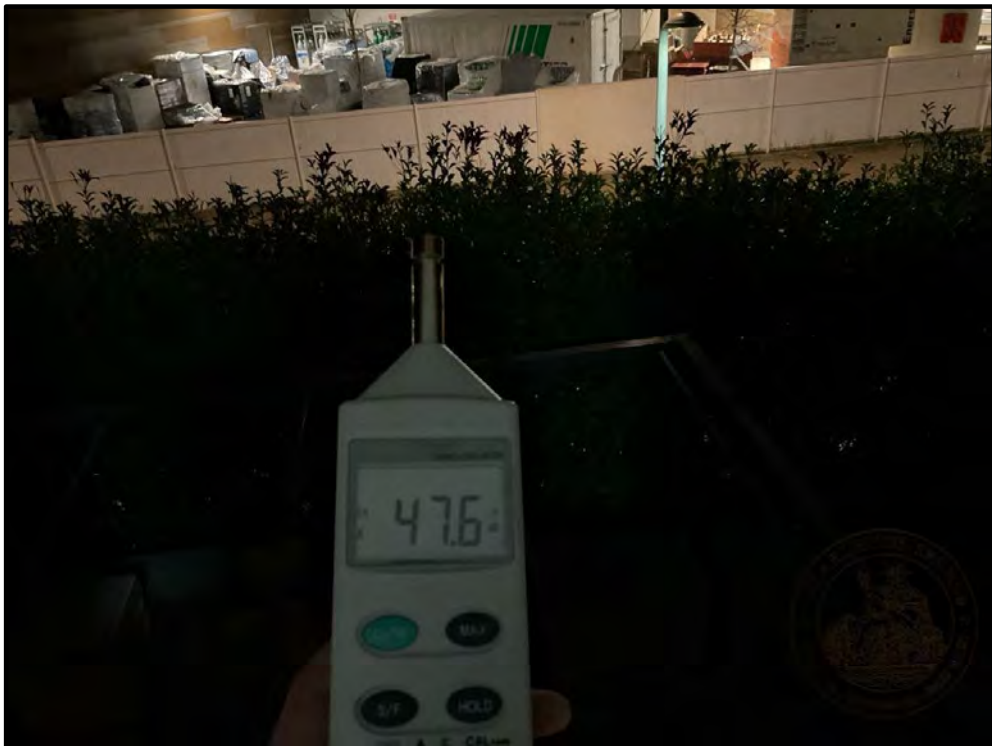
Je procède à diverses mesures sonores et constate jusqu'à 59 dB.



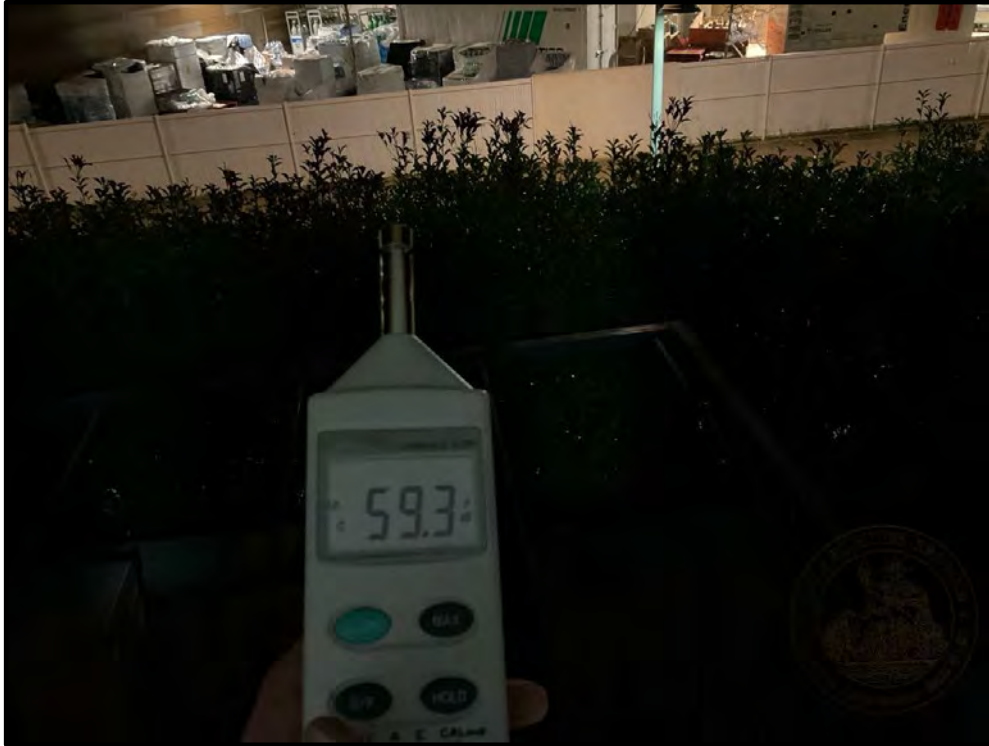
10. (11/12/2024)



11. (11/12/2024)



12. (11/12/2024)



13. (11/12/2024)

La pièce depuis laquelle je procède aux constatations est située à l'étage, côté Ouest, et en face du magasin exploitant. Celle-ci est pourvue de menuiseries de type encadrement PVC avec double vitrage. En position fermée, le bruit demeure **parfaitement audible**, notamment le bourdonnement. Il m'est indiqué par mon requérant que cette pièce a dû être convertie de chambre en bureau, ne pouvant dormir à l'intérieur.



14. (11/12/2024)

Je me situe dans la chambre de la fille du couple âgé de huit ans. De cet endroit, malgré la porte fermée, il est **toujours possible d'entendre le ronronnement et le bruit provoqué par le fonctionnement du container frigorifique**, notamment par le conduit de **cheminée**. Le requérant m'informe et me déclare que son épouse dort dans ce lit de grande taille avec sa fille pour la rassurer, car le bruit répété et continu depuis de nombreux mois provoque chez elle des troubles du sommeil.



15. (11/12/2024)



16. (11/12/2024)

Je me situe dans la chambre occupée par le requérant. Depuis cet endroit il est toujours possible d'entendre le bruit généré par le container frigorifique. Il en est de même dans les autres pièces de l'étage.



17. (11/12/2024)

Je me situe dans le séjour où il est possible d'entendre à nouveau et toujours le bourdonnement provoqué par le container frigorifique, lequel est atténué lorsque les portes sont fermées mais reste parfaitement audible.



18. (11/12/2024)

Le requérant me précise que la famille ne dîne plus à table à cause du bruit. Je constate que la **table n'est pas dressée**.



19. (11/12/2024)

Le requérant me présente des vidéos qu'il a pu réaliser des personnes qui se déplacent le matin vers 5h avec des chariots provoquant un bruit considérable. A l'écoute de la vidéo présentée il est effectivement possible d'entendre distinctement le roulement des chariots.



20. (11/12/2024)



21. (11/12/2024)



22. (11/12/2024)



23. (11/12/2024)

De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat au cours duquel j'ai pris 23 photos, pour servir et valoir ce que de droit.




Arnaud ALAVOINE
Commissaire de Justice

Mr et Mme Gagliano / Leclerc / Troubles anormaux de voisinage

À partir de Lionel Gagliano <lioga83@hotmail.com>

Date Mer 09/11/2022 15:15

À mairie@villedelacrau.fr <mairie@villedelacrau.fr>

 1 pièce jointe (74 Ko)

Courrier Leclerc Troubles anormal.pdf;

Bonjour,
Je me permets de vous faire suivre notre courrier A/R envoyé ce jour au Leclerc de La Crau pour troubles anormaux de voisinage.
Bien Cordialement,
Mr et Mme Gagliano



Mr Lionel Gagliano
346 Impasse de La Frégate
83260 La Crau

Mr Provost Romain
219 RUE MARCEL MATTEUCCI
83260 La Crau

Tél : 06 11 243 245
Mail : lioga83@hotmail.com

Objet : Résolution amiable / Troubles de voisinage



La Crau, le 9 novembre 2022

Monsieur,

Par cette présente lettre, nous tenons à officialiser les divers échanges récents que nous avons eus. Nous vous demandons un entretien pour entamer une résolution amiable, avec comme objectif de trouver une solution pour faire cesser tous les troubles de voisinage que nous subissons et qui sont inhérents à votre activité.

Comme nous avons pu vous l'expliquer lors de nos différents entretiens, l'implantation de votre supermarché ne nous pose aucun problème, bien au contraire. En tant que Craurois nous sommes conscients des plus-values pour notre commune, tant sur un plan financier (TaSCom), que sur le nombre d'emplois que vous avez créés. En tant que consommateur, nous sommes satisfaits de la large gamme de produits que vous proposez et des prix concurrentiels que vous pratiquez.

Mais...

Notre relation de voisinage a commencé il y a un an, fin 2021 lors du commencement de votre maîtrise d'ouvrage. De cette période, jusqu'à l'inauguration le 06/10/22, nous avons dû supporter toutes sortes de dommages et de nuisances.

- **Dommages matériels causés aux avoisinants**
- **Nuisances sensorielles** (nuisances sonores, bruits, vibrations, émission de poussières, boue)
- **Nuisances d'accessibilité** (passages de camions, transports de matériaux, déchargements nocturne)
- **Nuisances d'hygiène et sécurité** (pollutions visuelle, déchets, pollution ponctuelle)

En tant que riverains en lien direct avec la maîtrise d'ouvrage, nous déplorons que vous n'ayez déployé aucune communication et aucun moyen d'échanges concernant le déroulement de vos travaux. La bonne pratique aura été de donner aux riverains la possibilité de vous contacter afin de pouvoir échanger en cas d'éléments qui auraient pu nuire à leur qualité de la vie.

À notre initiative et afin de privilégier le dialogue, nous avons eu dès le 11/10/22 plusieurs entretiens en présentiel dans votre établissement. Lors de notre premier entretien, nous nous sommes présentés et nous vous avons indiqué où se situer notre maison et nous vous avons décrit les troubles anormaux de voisinage que nous subissions au quotidien afin que vous y remédiiez.

Nous nous sommes redonné rendez-vous quinze jours plus tard, le 25/10/22. Nous vous avons indiqué de nouveaux les troubles anormaux de voisinage que nous subissions. A la fin de cet entretien, nous en avons profité pour échanger nos numéros de téléphone.

Nous devions nous revoir une nouvelle fois quinze jours plus tard, le 08/11/22, mais nous n'avons pas honoré ce rendez-vous. La fatigue accumulée depuis plusieurs semaines par le manque de sommeil, a déclenché dans notre foyer des troubles thymiques. Il est important pour nous, que nos échanges soient positifs et constructifs. Or, la gestion de nos émotions nous paraît difficile dans de telles circonstances et nous avons pu vous l'écrire lors de notre échange par la messagerie instantanée WhatsApp le 07/11/22, **"ma limite est atteinte"**.

Nous devons reconnaître que lors de nos différentes rencontres et échanges votre attitude a toujours été très cordiale, voir empathique et que vous vous êtes constamment engagé à l'oral à trouver des solutions à certains troubles de voisinage.

Pourtant, les troubles de voisinage et qui sont inhérents à votre activité perdurent, voire s'amplifient. Nous constatons même une dégradation (gestions des déchets, livraisons à partir de 05h00), ce qui pourrait nous laisser croire à une attitude sans aucun complexe de votre part et celle de vos préposés délégués.

Les réglementations juridiques en vigueur, relative à nos droits et à vos obligations, vous seront rappelées par nos conseils.

Nuisances (sonores, vibrations, olfactives, visuelles, d'hygiène et de sécurité)

Nous allons vous établir une liste non-exhaustive des troubles de voisinage que nous subissons dans notre quotidien. Comme nous avons pu vous l'indiquer lors de nos échanges, nous avons acquis au fil des semaines des éléments factuels.

Nous nous permettons aussi de vous proposer des idées et des réflexions, ce qui nous l'espérons pourra déboucher sur des solutions et ce dans nos intérêts communs.

- **Livraisons fourgons et petits camions** : celles-ci commencent en moyenne tous les jours à partir de 05h00. Portières qui claquent, déchargements intempestifs hors zone de déchargement, ce qui a pour conséquence des mouvements de transpalette (manuel / électrique) et de chariot danois qui se déplacent sur quarante mètres.

Solutions : attendre l'heure diurne ou passer par l'avant de votre supermarché.

- **Livraisons semi-remorques** : ceux-ci se mettent sur la zone de déchargement en moyenne à 06h00. Selon les jours, deux, trois, voire quatre camions s'accumulent. Cela a pour conséquence une vibration mécanique qui démultiplie le rayonnement acoustique aérien et solide.

Lors de notre entretien du mardi 11/10/22, vous nous avez argumenté que les livraisons commençaient avant 07h00, car elles devaient être finies avant l'arrivée des clients, étant donné que les sens de "circulation imposée par la mairie étaient accidentogènes". Or, nous constatons que vos livraisons se pratiquent aléatoirement dans la journée, et ce, à toute heure.

Solutions : attendre l'heure diurne, tout comme vos concurrents dans la commune qui commencent à 07h00 (après renseignement). Le bon sens au vu de l'implantation de votre supermarché serait d'adapter et de gérer scrupuleusement vos horaires d'approvisionnements.

- **Ventilation** : nous entendons un souffle constant de votre ventilation.

Solutions : mettre en place des panneaux antibruit / mur isolant.

- **Traitements des déchets (poubelle, conteneur et benne DIB)** : lors de notre entretien du 11/10/22 nous avons pu nous apercevoir de l'état insalubre de vos déchets et nous avons pu prendre conscience des sources de nuisances présentes et à venir. Nous avons plusieurs éléments factuels ou vos salariés jettent dans la benne réservée aux déchets industriels des déchets alimentaires. Ce qui explique entre autres la présence de grande quantité de mouches, de frelons, de goélands et de chats. Il ne manque plus que les rats et les cafards.

De notre fenêtre, nous constatons et subissons une **nuisance et insalubrité visuelle et olfactive**. Celles-ci se caractérisent au quotidien par une déchetterie qui nous est imposée par vos emballages carton et denrées alimentaires périssables.

Solutions : sur les plans fournis par l'urbanisme, vos poubelles se situent sur des places de parking. Il est donc impossible d'effectuer une quelconque action.

Les boutiques de votre supermarché n'ayant pas vu le jour, vous pouvez vous en servir pour faire de ces espaces un local poubelle et ainsi ne plus faire subir de nuisances à vos riverains.

- **Éclairage** (sur le côté du magasin) : votre éclairage est positionné de telle manière que vous éclairez autant le voisinage que vos accès. A 05h00 du matin nous avons l'impression d'être en plein jour.

Solutions : la lumière devrait être positionnée de votre clôture vers vos murs.

- **Vibrations** : comme expliqué dans "Livraisons semi-remorques", nous nous demandons si votre sol est adapté pour recevoir plusieurs semi-remorques. Des vibrations solidiennes (des bruits) sont émises par des vibrations mécaniques liées à la motorisation des camions, aux chocs et des déplacements lors de vos déchargements.

En ce qui nous concerne, nous avons d'ores et déjà pris des rendez-vous pour effectuer des devis avec des artisans locaux pour être mieux isolé de vos troubles anormaux de voisinage (huisseries, toit et murs) et des frigoristes experts en climatisation pour essayer d'avoir une vie normale lors des fortes chaleurs.

Suite à une estimation de notre bien immobilier, nous avons pris conscience de la perte financière que nous imposent vos troubles anormaux de voisinage. Sans compter la perte de jouissance d'une partie de notre bien immobilier.

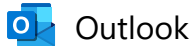
Concernant notre famille, vous vous êtes imposé dans nos murs par des troubles thymiques apparus suite au manque de sommeil et au stress imposé par vos troubles anormaux de voisinage. Un courrier sera envoyé au Directeur d'école de ma fille de 6 ans, pour lui demander de nous signaler tous changements dans sa progression pédagogique et dans son comportement.

Au vu de la situation, nous nous réservons le droit d'alerter, de sensibiliser et de mobiliser l'opinion publique par voie de presse pour démontrer les troubles de voisinage que vous nous imposez au quotidien.

Veillez agréer, Monsieur, nos cordiales et sincères salutations.

Mr et Mme Gagliano

PS : une copie sera adressée par courriel à la Mairie de La Crau pour alerter de la situation.



Main courante pour troubles du voisinage

À partir de lionel gagliano <lioga83@hotmail.com>

Date Dim 18/12/2022 21:42

À mhhazemann@villedelacrau.fr <mhhazemann@villedelacrau.fr>

Bonjour Madame,

Je vous informe avoir déposé une main courante à la police municipale de La Crau ce samedi 17 décembre en fin de matinée pour de nouveaux troubles du voisinage.

Ce matin, dimanche 18 décembre à 07h17 j'ai téléphoné à la police municipale de La Crau pour leur demander de venir constater le bruit du moteur du container frigorifique installer juste devant mon domicile.

Celui-ci tourne en continu, avec des cycles de puissance beaucoup plus élevés aussi bien le jour que la nuit. J'ai rencontré la Direction du Leclerc ce jeudi 15 et 17 décembre pour les informer de ce nouveau trouble du voisinage.

Je tiens à rappeler à la Mairie, que son service d'urbanisme a délivré un permis de construire avec des places de parking sur lesquelles la Direction du Leclerc s'octroie le droit d'entreposer ses déchets, son container frigorifique et son stockage de boisson. Cet espace sert aussi à pratiquer une grosse partie de leurs livraisons, or sur le permis de construire la zone de livraison se situe à l'arrière du magasin.

J'ai toujours maintenu que lors de nos multiples entretiens (qui ont toujours été à mon initiative), la Direction du Leclerc avait une attitude courtoise, correcte et emphatique.

Or je déchanté et je constate par du factuel, que celle-ci se met dans une posture d'un pseudo dialogue, mais que la finalité de leur action n'a que d'intérêt pour leur logique cupide.

Ma femme, notre fille de 6 ans et moi-même, sommes fatigués et épuisés de cette situation et des troubles thymiques sont visibles dans notre foyer...

Pourtant nous pensons être des administrés modèles, tant par notre investissement pour la commune que par notre loyauté.

Avez-vous arrêté une date concernant la réunion avec la mairie, concernant les troubles du voisinage inhérents au Leclerc ?

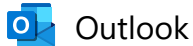
Je vais voir avec mon avocat pour déposer une éventuelle plainte et je téléphone à mon contact à Var Matin dès demain.

Je me permets aussi de vous préciser que j'ai signifié à la Direction du Leclerc qu'elle pouvait racheter mon bien immobilier afin de trouver une porte de sortie à cette situation et ce dans un intérêt commun.

Je vous laisse imaginer les vacances de Noël que ma famille et moi-même allons passer.

Bien Cordialement,

Mr Lionel Gagliano



Demande d'entretien avec Monsieur le Maire suite aux troubles de voisinage excessif du supermarché E.Leclerc.

À partir de Lionel Gagliano <lioga83@hotmail.com>

Date Mar 14/02/2023 10:43

À mairie@villedelacrau.fr <mairie@villedelacrau.fr>

Cc mhhazemann@villedelacrau.fr <mhhazemann@villedelacrau.fr>; clescure@villedelacrau.fr <clescure@villedelacrau.fr>

Cci Perrine Cornu <perrine.cornu@icloud.com>

Bonjour Monsieur le Maire,

Suite à des échanges avec certains de vos représentants, nous avons été informés de votre rencontre avec la Direction du E.Leclerc entre autres pour échanger sur les troubles de voisinages qui sont inhérents à son activité.

Je souhaiterais si vous l'acceptez, avoir le même privilège et m'entretenir avec vous pour vous démontrer les nuisances quotidiennes que nous subissons suite aux troubles excessifs de voisinage.

Dès le mois de novembre nous avons écrit un courrier AR avec comme objet "*Résolution amiable/Trouble de voisinage*", courrier qui a été transmis à la mairie. A ce jour nous n'avons eu aucune réponse de la part de la Direction du E.Leclerc.

Nous avons déposé 4 mains courantes, trois à la police municipale, une à la gendarmerie et nous avons aussi déposé une plainte.

Une mise en demeure a été envoyée par notre avocat et une procédure est en cours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre considération distinguée.

Monsieur et Madame Gagliano

Mr et Mme GAGLIANO
346 impasses de la Frégate
83260 La Crau

Monsieur Le Maire
15 Bd de la République
83260 La Crau

@ : lioga83@hotmail.com
Tel : 06.11.24.32.45



Objet : Troubles excessif du voisinage
lié à un conteneur frigorifique

La Crau, le 6 décembre 2024

Monsieur le Maire,

Nous vous informons que la société SODICRAU nous impose un conteneur frigorifique depuis le 1er juillet 2024, celui-ci est implanté juste devant notre maison. Cette situation nous contraint à un trouble excessif de voisinage nocturne et diurne.

Nous endurons cette nuisance depuis plus de cinq mois, cependant cette nuisance pourrait être évitable.

Nous vous avons déjà alerté pour une situation identique par courriel le 18 décembre 2022 "Main courante pour troubles du voisinage". Nous en avons aussi parlé en présentiel, dans votre bureau, suite à ma demande d'entretien par courriel le 14 février 2023 "Demande d'entretien avec Monsieur le Maire suite aux troubles de voisinage excessif du supermarché E.Leclerc".

Historique du conteneur frigorifique

En 2022 et 2023, celui-ci a été implanté pour le mois de décembre sur l'emplacement des places de parking réservées au personnel, qui se situe juste devant notre maison.

En 2024, il a été implanté de nouveau au 1er juillet sur le même emplacement.

Le lundi 02 décembre 2024 matin, toute la marchandise entreposée dans le conteneur frigorifique est déplacée, car celui-ci ne fonctionne plus. Un salarié de la société Petit Forestier est venu faire une intervention technique sur le moteur du conteneur frigorifique dans l'après-midi.

Suite à cette intervention, l'émergence sonore du moteur s'est amplifiée et cette situation était invivable en l'état. Pour signaler cette nuisance sonore qui s'est amplifiée, nous sommes allés faire un signalement en début de soirée à la police municipale. Malgré un accueil cordial et une écoute chaleureuse de la part des agents, ceux-ci nous ont expliqué qu'ils ne pouvaient pas intervenir pour constater le trouble excessif du voisinage.

Le mardi 03 décembre 2024 nous avons déposé une main courante à la gendarmerie de Hyères (N°04558/02289/2024) concernant le trouble de voisinage lié à ce conteneur frigorifique, qui pour rappel est installé depuis plus de cinq mois devant notre maison.

Le mercredi 04 décembre 2024 matin, nous constatons une nouvelle fois que le conteneur frigorifique ne fonctionnait plus. Un salarié de la société Petit Forestier a fait une nouvelle intervention technique sur le moteur dans l'après-midi.

Ces circonstances de panne, ont empêché la société SODICRAU de stocker sa marchandise dans le conteneur frigorifique pendant plusieurs jours et elle a dû trouver des solutions alternatives. Cela révèle que la société SODICRAU sait trouver des solutions quand ses intérêts financiers sont impactés.

Comme nous avons pu le signifier à plusieurs de vos élus et vos conseillers, un expert a été désigné par ordonnance du Tribunal judiciaire de Toulon pour apporter son expertise sur le litige que nous avons avec la société SODICRAU et les nuisances liées à l'activité de leur supermarché Leclerc.

L'expertise étant en cours, nous ne pouvons pas extraire des éléments et vous les fournir. Cependant, au mois de septembre 2024, l'expert a remis à toutes les parties, son compte-rendu contenant l'analyse des mesurages acoustiques d'un accedit technique tenu à notre domicile le 11 juillet 2024. **Il en ressort que l'émergence globale émise par le moteur du conteneur frigorifique peut dépasser jusqu'à trois fois les limites réglementaires.**

Pourquoi la société SODICRAU laisse-t-elle cette nuisance perdurer ? Applique-t-elle une stratégie mercantile du quoi qu'il en coûte ?

Plusieurs mois après, celui-ci est toujours implanté devant notre maison et en fonctionnement !

Les nuisances liées au fonctionnement du conteneur Petit Forestier ne s'arrêtent pas au bruit du moteur frigorifique, les entrées, les sorties des transpalettes du conteneur et la mise en place de la rampe d'accès sont aussi source d'importantes nuisances.

En l'état, notre maison est invendable. Les agents immobiliers sont unanimes, la nuisance sonore du conteneur frigorifique est rédhibitoire pour la vente de notre bien immobilier.

Nous vous demandons en tant que garant de la tranquillité publique, d'intervenir s'il vous plaît auprès de la société SODICRAU pour la ramener à la raison et au bon sens et lui faire cesser ce trouble excessif du voisinage en enlevant le conteneur frigorifique « Petit Forestier ».

Solution : que la société SODICRAU enlève le conteneur frigorifique !

Nuisances et autorisations

Il est de notre responsabilité, de prouver l'existence des troubles anormaux de voisinage et d'en démontrer la responsabilité. C'est en ce sens que nous nous devons de rapporter les preuves des troubles et des dommages qui en découlent, en garantissant l'exactitude des nuisances par des photos, vidéos, expertises, constats et attestations.

Nous tenons donc à profiter de ce courrier, pour vous partager une partie de nos éléments de preuves sur la gestion du supermarché Leclerc par la société SODICRAU.

Livraison :

Malgré votre arrêté communal du 12 septembre 2023 "réglementation des livraisons de marchandises", qui interdit les livraisons entre 22h et 6h dans la zone d'activités du Patrimoine, la société SODICRAU continue de réceptionner de la marchandise bien avant 6h du matin.

Certains déchargements de marchandise s'effectuent directement sur le parking clientèle, cette marchandise est ensuite transportée sur une centaine de mètres dans un tapage tumultueux.

Solution : que la société SODICRAU respecte la réglementation !

Stockage :

La société SODICRAU entrepose une partie de sa marchandise tout le long de la rocade de l'Europe. Pour autant, au regard du permis de construire, deux réserves (sèche et non-alimentaire) sont prévues pour stocker la marchandise. Il est aussi possible de constater, car visible par le public, que les surfaces de la brasserie et du pressing prévues initialement servent également de réserve. Au total, les zones de stockage supplémentaires représentent environ 400m², soit une augmentation de 86% des réserves prévues.

Nous nous sommes donc posé la question de savoir pourquoi les réserves prévues à cet effet ne se suffisaient-elles pas à elles-mêmes. Nous avons peut-être trouvé une réponse, nous constatons que la surface de vente utile du supermarché Leclerc s'était étendue, jusqu'à dépasser nettement les 2 500m². La société SODICRAU en fait elle-même la propagande sur ses réseaux sociaux.

De facto, la société SODICRAU exploite un hypermarché !

Cela engendre naturellement plus de livraison, plus de stockage, plus de manipulation et produit donc plus de nuisances.

Solution : que la société SODICRAU installe des palletiers supplémentaires pour maximiser sa capacité de stockage dans les zones prévues à cet effet et qu'elle revienne à la surface de vente prévue sur le permis de construire !

Transpalette :

Nous subissons quotidiennement, environ 30 à 40 allers-retours de transpalette. Ces manipulations n'ont lieu d'être que par la zone de stockage extérieure que la société SODICRAU c'est alloué, au détriment des nuisances sonores et visuelles qu'elle nous impose.

Certains salariés utilisent même les transpalettes électriques comme moyens de locomotion, ceux qui amplifient amplement les nuisances déjà produites par leur manipulation d'origine.

Solution : que la société SODICRAU arrête le stockage extérieur !

Déchets :

Nous avons devant notre maison une véritable déchetterie !

Il y a des dizaines de palettes d'eau au film plastique éventré, des cartons et des plastiques à même le sol ou au mieux entreposés dans des caddies. Au moindre coup de vent, tous ces déchets s'envolent et se retrouvent sur la rocade de l'Europe quand ils ne se sont pas faits piégés par des végétaux. Et que dire du son tumultueux des plastiques virevoltants dans la prise au vent...

Il y a aussi la benne dans laquelle les salariés de la société SODICRAU jettent des palettes, qu'importe l'heure, même le week-end. Les palettes qui s'accumulent et se vident aux rythmes des livraisons et des multiples déplacements de transpalettes...

Solution : que la société SODICRAU arrête le stockage extérieur et devienne éco-responsable dans la gestion des déchets quelle produit !

Famille GAGLIANO :

Dès notre arrivée dans la commune en 2019, nous avons participé à notre niveau à la vie communale... Nous nous sommes rencontrés pour vous exposer notre projet d'exploitation apicole sur la commune, nous nous sommes investis en tant que parents d'élèves, nous avons participé à la Commission de la Caisse des Ecoles et nous nous sommes investis en tant qu'assesseur à toutes les élections qui se présentaient. Du temps passé bénévolement pour essayer d'aider à la qualité de vie de la commune...

Cependant, à ce jour, nous n'avons plus de force physique, notre santé et notre psychisme est atteint. Notre esprit, notre intelligence, notre affectivité et notre volonté sont affectés par la violence des nuisances intrusives que nous subissons au quotidien.

Nos relations sociales sont bouleversées, nos vies professionnelles sont à l'arrêt et notre santé est impactée par le manque de sommeil (insomnies, acouphènes, état dépressif, prise de poids).

Cependant, notre fille de 8 ans reste notre priorité ! Malgré le chamboulement de nos vies par les nuisances imposées par la société SODICRAU, nous restons concentrés sur le bon développement de notre fille et nous défendrons le patrimoine, que nous nous efforçons de construire pour son avenir.

Enseigne E.LECLERC ou Société SODICRAU

Comme nous l'avons spécifié à plusieurs reprises, le problème n'est pas l'enseigne Leclerc, mais plutôt l'attitude désinvolte de la société SODICRAU envers son voisinage et la non-application *stricto sensu* des réglementations !

Stratégie mercantile qui vise à maximiser les profits ? Où réussir l'implantation, l'intégration et le développement de leur société dans l'environnement local ? Les nuisances engendrées par la société SODICRAU parlent d'elles-mêmes...

Conclusions

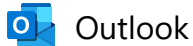
Nous tenons à rester positifs malgré les difficultés qui nous sont imposées et nous restons en attente de jours meilleurs.

Nous vous redemandons en tant que garant de la tranquillité publique, d'intervenir s'il vous plaît auprès de la société SODICRAU pour enlever le conteneur frigorifique « Petit Forestier ».

Nous vous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos considérations distinguées.

Mr et Mme GAGLIANO



Courrier à Mr le Maire - Troubles excessif du voisinage lié à un conteneur frigorifique

À partir de Lionel Gagliano <lioga83@hotmail.com>

Date Sam 14/12/2024 18:36

À ammetal@villedelacrau.fr <ammetal@villedelacrau.fr>

 1 pièce jointe (3 Mo)

Courrier Mr le Maire_conteneur frigorifique_06-12-2024.pdf;

Bonjour Mme METAL,

C'est en tant qu' élu de proximité du quartier "Le Patrimoine", que je me permets de vous adresser par courriel une copie du courrier A/R envoyé ce jour à Monsieur le Maire.

Je vous joins aussi 3 liens pour vous donner quelques éléments visuels et sonores des nuisances que nous subissons avec ma famille.

Je vous souhaite, à vous, ainsi qu'à vos proches de belles fêtes de fin d'année.

Bien cordialement,

Mr Lionel GAGLIANO

Lien 1 : [Conteneur frigorifique](#)

Lien 2 : [Livraison fleurs 5h23 et conteneur frigorifique](#)

Lien 3 : [Plastiques virevoltent au vent](#)

Nuisances rapportées par les colotis concernées et demande de mise en conformité

À partir de asl fregate <aslimpassedelafregate@gmail.com>

Date Mer 10/09/2025 17:32

À romain.provost@homail.com <romain.provost@homail.com>; MAIRIE <mairie@villede lacrau.fr>

Cc 17 GAGLIANO Lionel Perrine <lioga83@hotmail.com>; 26-MAHE NAPOLETANO Yvan et Sandrine <yvandrinemahe@gmail.com>; Jagu ju <julien.hyerres@gmail.com>; 15-BERLOT Stephen Et Audrey <audreyberlot@yahoo.fr>; 19-DOUMA Hicham <Hichamdouma@icloud.com>; 7-GAMEL Brice Et Emmanuelle <gamel.brice@orange.fr>; 11-JORGE Christian - Régine <j.christian260954@gmail.com>; 16 LETOURNEUX - CORDEAU OLIVIER - CAROLINE <ideletox@live.fr>; 14-MEYTRE Christian <kikoumeytre@hotmail.fr>; 9-PARET Bastien <bastien.paret@yahoo.fr>; 20-ROCCA Nicolas gilbert <nicolas.rocca.ceas@gmail.com>; 18-TAZI Younes Et Nessrine <nessrine83@hotmail.fr>

1 pièce jointe (513 Ko)

courrier SODICRAU MAIRIE.pdf;

ASL Patrimoine B
260 Impasse de la Frégate
83260 La Crau

Monsieur le Maire
15 Bd de la république
83260 La Crau

La Crau, le 10 septembre 2025

Objet : Transmission d'un courrier adressé à la société SODICRAU

– nuisances subies par les colotis du lotissement Patrimoine B

Monsieur le Maire,

Nous vous adressons, pour information, copie du courrier que nous avons transmis ce jour à la société **SAS SODICRAU**, exploitant le supermarché **E.Leclerc de La Crau**.

Ce courrier présente les **nuisances récurrentes** auxquelles **un nombre significatif de colotis** du lotissement *Patrimoine B* **sont confrontés quotidiennement**, constituant de véritables **troubles anormaux de voisinage**. Certaines de ces nuisances s'avèrent en contradiction avec les prescriptions prévues par les **arrêtés municipaux applicables** et le **Code de la santé publique** :

- **Arrêté municipal n°2023-0790** du 12 septembre 2023, réglementant les horaires de livraison et imposant le respect de la tranquillité publique ;
- **Arrêté municipal n°2022-0889** du 6 octobre 2022, autorisant l'ouverture de l'établissement sous réserve du respect strict des conditions de sécurité, d'accessibilité et du maintien en conformité des installations techniques ainsi que des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement ;
- **Code de la santé publique, article R.1336-5**, interdisant les bruits de nature à troubler la tranquillité du voisinage ou la santé de l'homme.

Il nous paraît essentiel que vous soyez destinataire de ce document, afin que la commune, sous votre autorité, soit pleinement informée de la situation et des démarches engagées.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce signalement et restons à votre disposition pour tout échange.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour le Bureau de l'ASL Patrimoine B

JM DESCHAMPS PRÉSIDENT





Déclaration effectuée le mercredi 07 décembre 2022 à 14 heure(s) 08 minute(s)

MAIN COURANTE GENDARMERIE

IDENTITE DU DÉCLARANT			
Sexe	Nom	Prénom	
M	GAGLIANO	Lionel	
Situation de famille	Epoux	Validité état-civil	
Marié(e)		Identité confirmée	
Date naissance	Commune naissance et Code Postal	Pays	INSEE
26/12/1975	TOULON 83000	France	83137
Adresse	346 Impasse de la Fregate		
Commune résidence et Code Postal	Pays	INSEE	
LA CRAU 83260	France	83047	
N° de téléphone	N° tph portable	Profession	Nationalité
	06.11.24.32.45	ELECTRICIEN	Française
e-m@il	lioga83@hotmail.com		Fax
Consentement Portalis <input type="checkbox"/> non			

M Lionel GAGLIANO dont l'identité a été vérifiée et authentifiée, souhaite signaler que :
 « Je suis voisin au supermarché LECLERC à LA CRAU 83260. Depuis la création du supermarché, je suis victime de nuisance sonore et de trouble du voisinage de la part de mon voisin. En effet, ce matin à partir de 06 heures il y a eu des livraisons et le bruit des transpalettes. Le bruit ne me dérangerait pas si les horaires étaient respectés comme le fait majoritairement le voisinage. Le directeur du magasin et la mairie sont au courant des troubles engendrés.
 Je n'ai rien à ajouter »

M Lionel GAGLIANO est informé que les déclarations contenues dans ce document ne sont pas considérées comme un dépôt de plainte.

Lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

A LA FARLEDE 83210, le 07 décembre 2022 à 14 heures 20 minutes.

La personne entendue

L'Agent de Police Judiciaire Adjoint

Signé électroniquement par PACUTA Léa

GENDARMERIE NATIONALE

Compagnie de Hyeres

ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

PROCÈS-VERBAL D'AUDITION

BTA HYERES

Code unité	Nmr P.V.	Année	Nmr dossier justice
04558	02158	2022	

VICTIME

Nmr pièce

N° feuillet

1 / 3

Le mercredi 28 décembre 2022 à 16 heures 25 minutes.

Nous soussigné Gendarme Léa PACUTA, Agent de Police Judiciaire en résidence à HYERES 83400

Assisté du Gendarme adjoint volontaire Adrien PIQUION, Agent de Police Judiciaire Adjoint en résidence à HYERES

Sous le contrôle de l'Adjudant-chef Marc GAUPILLAT, Officier de Police Judiciaire en résidence à HYERES 83400

Vu les articles 20, 21-1, 21 1° bis, 21-1 et 75 à 78 du Code de Procédure Pénale.

Vu les articles 10-2 à 10-6 du Code de Procédure Pénale.

Nous trouvant au bureau de notre unité à HYERES 83400, rapportons les opérations suivantes :

IDENTITE DE LA PERSONNE VICTIME

Sexe	Nom	Prénom
M	GAGLIANO	Lionel
Situation de famille	Epoux	Validité état-civil
Marié(e)		Identité confirmée
Date naissance	Commune naissance et Code Postal	Pays
26/12/1975	TOULON 83000	France
Adresse	346 Impasse de la Fregate	INSEE
Commune résidence et Code Postal	LA CRAU 83260	83047
N° de téléphone	N° tph portable	Profession
	06.11.24.32.45	ELECTRICIEN
		Nationalité
		Française
e-mail	lioga83@hotmail.com	Fax
Consentement Portalis	non	

COMMUNICATION PAR VOIE ELECTRONIQUE AU COURS DE LA PROCEDURE

La personne dénommée ci-dessus accepte de recevoir communication des avis, convocations et documents intéressant la procédure par voie électronique.

Cette communication pourra se faire par e-mail à l'adresse suivante : lioga83@hotmail.com et par SMS au numéro de téléphone suivant : 06.11.24.32.45

La personne est informée qu'elle peut se désister de ce consentement à tout moment de la procédure ou signaler tout changement concernant le mode de communication choisi ou les coordonnées fournies.

Durant l'enquête de gendarmerie, cette démarche devra s'effectuer directement dans les locaux de l'unité en charge de la procédure. A l'issue de cette phase d'enquête, la personne entendue devra s'adresser au greffe de la juridiction saisie de son dossier.

ENREGISTREMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Information à l'intéressé :

La personne entendue est informée que conformément à la loi du 6 janvier 1978, ses données à caractère personnel collectées dans le présent procès-verbal sont enregistrées et utilisées par la gendarmerie nationale dans le traitement LRPGN autorisé par décret n° 2011-111 en date du 27 janvier 2011 modifié et destiné à faciliter le traitement de la procédure.

Elle est également informée :

- que le délégué à la protection des données du ministère de l'intérieur sis Place Beauvau, 75008 Paris Cedex contrôle ce traitement.

- que pour exercer ses droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation, elle doit adresser directement auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale sise au 4 rue Claude Bernard, 92130 Issy-les-Moulineaux.

- qu'elle peut également adresser une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) sise au 3 place de Fontenoy, TSA 80715 75334 PARIS Cedex 7

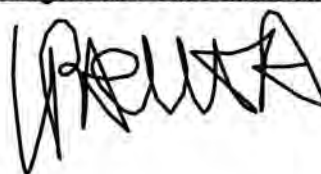
ÉVALUATION PERSONNALISÉE

Au regard de l'évaluation personnalisée de la victime réalisée par nous, Gendarme Léa PACUTA, Agent de Police Judiciaire en résidence à HYERES 83400, aucune mesure particulière de protection ne nécessite d'être mise en oeuvre, à ce stade.

La personne entendue est informée qu'à tout moment de l'audition, une nouvelle évaluation et des mesures de protection pourront être décidées, à sa demande ou à notre initiative.

La personne entendue

L'Agent de Police Judiciaire



AUDITION

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare :

Je réside 346 impasse de la frégate sur la commune de la Crau depuis environ 4 ans. Suite à la construction du supermarché E.LECLERC courant octobre 2021 et son ouverture en octobre 2022 à proximité directe de ma propriété, je suis victime de différentes nuisances. Je me présente à votre unité pour déposer plainte.

Question : De quelles nuisances êtes-vous victime ?

Réponse : Je suis victime de nuisances sonores, de vibrations, de nuisances liées aux déchets et aux nuisibles, de nuisances visuelles ainsi que de nuisances lumineuses.

Question : Que pouvez-vous me dire sur les nuisances sonores ?

Réponse : Des livraisons ont lieu tous les jours à partir de 5h00 de matin (sauf le dimanche), du petit camion jusqu'au semi-remorque. La manutention est également extrêmement bruyante (transpalette / chariots...) Le compacteur à cartons non-isolé, la climatisation installée sur le toit des infrastructures ainsi que le conteneur frigorifique (installé depuis le 5 décembre 2022) qui tourne 24h/24 occasionnent un bruit constant qui devient insupportable.

Question : Quel est l'impact de ces nuisances sonores pour vous et votre famille ?

Réponse : Ma famille et moi sommes réveillés du lundi au samedi à 5h30 du matin. J'ai même dû changer de pièce pour dormir dans mon bureau. Ma femme dort à présent avec ma fille qui a développé des peurs liées au bruit. Le manque de sommeil a valu à ma femme des soucis de santé et elle a dû être hospitalisée mercredi 21 décembre 2022 aux urgences de Sainte-Musse.

Question : Que pouvez-vous me dire sur les vibrations ressentie chez vous ?

Réponse : Depuis l'ouverture du magasin, je constate l'apparition de vibrations aériennes et solidiennes liées au défilement des camions sur les aires de livraison et même devant chez moi. Je ressens ces vibrations partout dans ma maison.

Question : Pouvez-vous apporter des précisions quant aux nuisances liées aux déchets et nuisibles dont vous m'avez parlé ?

Réponse : Je constate régulièrement la présence de poubelles alimentaires, de bacs de produits périssables pleins ouverts, d'emballages souillés laissés à même le sol. Les bennes DIB pleines de cartons et de déchets alimentaires sont aussi visibles depuis ma propriété. Ce mauvais traitement des déchets entraîne la prolifération de nuisibles et animaux tels que des frelons, mouettes, mouches et chats qui sont également indicateurs de la présence possible de rongeurs.

Question : Pouvez-vous préciser les faits de nuisances visuelles et lumineuses ?

Réponse : La présence de l'ensemble des déchets dont je vous ai parlé entraîne une gêne esthétique anormale depuis ma propriété. L'emplacement des projecteurs orientés directement sur ma propriété est extrêmement dérangeant. J'ai parfois l'impression qu'il fait jour chez moi en pleine nuit.

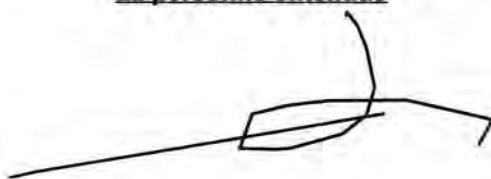
Question : Avez-vous essayé de trouver un arrangement à l'amiable avec le directeur du supermarché ?

Réponse : Oui tout à fait. Je lui ai envoyé un courrier recommandé le 09/11/2022 et suis régulièrement en contact téléphonique avec lui et lui rend souvent visite pour lui expliquer directement les problèmes dont je vous parle.

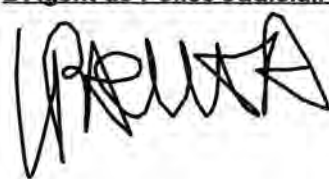
Question : Quelles autres démarches avez-vous entreprises ?

Réponse : J'ai été reçu par la mairie de La Crau et été contacté pour participer à une future réunion de voisinage sur le sujet. J'ai également contacté un avocat qui a envoyé une mise en demeure le 19/12/2022 à la SAS SODICRAU. Enfin j'ai déposé une main courante le 07/12/2022 à la gendarmerie de La Farède ainsi qu'une seconde à la Police Municipale de La Crau le 17/12/2022.

La personne entendue



L'Agent de Police Judiciaire



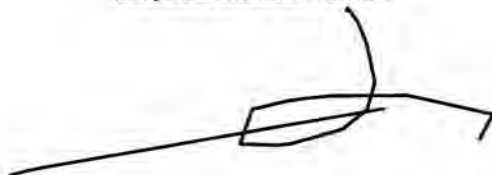
Question : Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Réponse : Je souhaite signaler que je pense être victime de harcèlement. En effet, ces nuisances à répétition ont de réelles incidences sur ma famille et la santé de mes proches. Je tiens la société et le directeur du magasin, à la vision strictement mercantile des choses, pour responsable de ces dommages. Cependant, je suis conscient qu'il ne doit pas avoir l'intention de nous nuire.

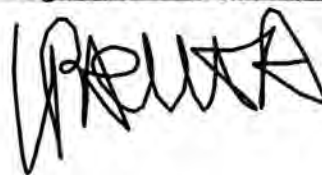
Lecture faite par moi des renseignements d'état civil et de la déclaration ci-dessus, j'y persiste et n'ai rien à changer, à y ajouter ou à y retrancher.

A HYERES 83400, le 28 décembre 2022 à 17 heures 30 minutes.

La personne entendue

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a loop and a short vertical stroke.

L'Agent de Police Judiciaire

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'P' followed by several loops and a final vertical stroke.

1.1

TABLEAU DES SURFACES TAXABLE NECESSAIRE AU CALCUL DES IMPOSITIONS		
EMPRISE :	SURFACE DE PLANCHER :	
RDC	4395 m2	
R+1	430 m2	
Total :	4825 m2	

1.2 3

CREATION OU EXTENSION DE LOCAUX NON DESTINES À L'HABITATION :		
Nombre de commerces dont la surface de vente est inférieure à 400 m2		3
1 BOUTIQUE	22 m2	
1 BOULPATRAD LABORATOIRE BOULANGERIE/PÂTISSERIE CHAMBRE FROIDE BOULANGERIE/PÂTISSERIE	8 m2 71 m2 15 m2	
1 BRASSERIE CUISINE ET LOCAUX PERSONNELS	142 m2 108 m2	
Total :		366 m2

Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public
























RDC		BUREAU CAISSE	23 m²
		BUREAU COMPTAGE	14 m²
		PRESSING	60 m2
		DRIVE	65 m2
		TGBT LOCAL COMPRESSEURS LOCAL CHARGE ET MENAGE	7 m2 44 m2 23 m2
		SAS FRAIS CF CARCASSES CF CARTONS PAD CF CHARCUTERIE CF CREMERIE LS CF CREMERIE CF PDM CF CHARC / TRAIT CF GEL CF FLEG TOTAL CF	53 m2 24 m2 14 m2 13 m2 10 m2 13 m2 13 m2 12 m2 29 m2 27 m2 208 m2
		SUIF DECHETS LABO BOUCHERIE PLONGE PRODUITS FINIS LABO CHARCUTERIE FROID LABO CREMERIE LABO MAREE FICHERS SES TOTAL LABO	7 m2 44 m2 5 m2 7 m2 15 m2 15 m2 15 m2 19 m2 127 m2
		DEGAGEMENTS ET CIRCULATIONS	40 m2
		SAS SEC RESERVES SECHES LOCAL POUBELLES RESERVES NON ALIMENTAIRES	67 m2 268 m2 18 m2 195 m2
		BUREAU DIRECTION BUREAU COMPTABILITE BUREAUX CHEFS RAYONS BUREAU NON AFFECTE SALLE DE REUNION BUREAU ADHERENT SALLE LIEU DE VIE SALLE DE PAUSE DEGAGEMENT ARCHIVE ANNUELLE LOCAL GLACE POISSONNERIE VESTIAIRE HOMMES VESTIAIRE FEMMES TOIL HOMMES TOIL FEMMES ARCHIVES IMPORTANTES ECONOMAT	15 m² 29 m² 56 m² 14 m² 24 m² 24 m² 19 m² 9 m² 69 m² 9 m² 8 m² 18 m² 19 m² 17 m² 16 m² 22 m² 46 m2
	TOTAL SURFACES en R+1		414 m2
	TOTAL SURFACES HANGARS NON ACCESSIBLES AU PUBLIC		1573 m2

SURFACES COMMERCIALES

SURFACES ACCESSIBLES
AU PUBLIC

SURFACES
NON ACCESSIBLES AU PUBLIC

TABLEAU DES SURFACES

EMPRISE :		DESIGNATION :	SURFACE PROJET
RDC SUPERMARCHÉ		SUPERMARCHÉ	2 480 m²
		BOUL-PAT	16 m²
		PRESSING	14 m²
		1 BOUTIQUE	22 m²
TOTAL SURFACES COMMERCIALES			2532 m²
RDC SUPERMARCHÉ		SUPERMARCHÉ	2 425 m²
		SAS D'ENTREE	54 m²
		MAIL PIETONS	301 m²
		SANITAIRES PUBLICS	21 m²
		PRESSING	7 m²
		1 BOUTIQUE	22 m²
		BOUL-PAT	8 m²
BRASSERIE		BRASSERIE	142 m²
TOTAL SURFACES ACCESSIBLES AU PUBLIC			2980 m²
RDC SUPERMARCHÉ		ACCUEIL	6 m²
		CIRCULATION ARRIERE TRAD VENTE COMPTOIR	49 m²
		BUREAU CAISSE	23 m²
		BUREAU COMPTAGE	14 m²
		LABO BOULANGERIE/PATISSERIE	71 m²
		CF BOULANGERIE/PATISSERIE	15 m²
		PRESSING	53 m²
		DRIVE	65 m²
		TGBT	7 m²
		LOCAL COMPRESSEURS	44 m²
		LOCAL CHARGE ET MENAGE	23 m²
		SAS FRAIS	53 m²
		CF CARCASSES	24 m²
		CF CARTONS PAD	14 m²
		CF CHARCUTERIE	13 m²
		CF CREMERIE LS	10 m²
		CF CREMERIE	13 m²
		CF PDM	13 m²
		CF CHARC / TRAIT	12 m²
		CF GEL	29 m²
	CF FLEG	27 m²	
	TOTAL CF	208 m²	
	SUIF DECHETS	7 m²	
	LABO BOUCHERIE	44 m²	
	PLONGE	5 m²	
	PRODUITS FINIS	7 m²	
	LABO CHARCUTERIE FROID	15 m²	
	LABO CREMERIE	15 m²	
	LABO MAREE	15 m²	
	FICHIERS SES	19 m²	
	TOTAL LABO	127 m²	
	DEGAGEMENTS ET CIRCULATIONS	40 m²	
	SAS SEC	67 m²	
	RESERVES SECHES	268 m²	
	LOCAL POUBELLES	18 m²	
	RESERVES NON ALIMENTAIRES	195 m²	
BRASSERIE		BRASSERIE	108 m²
TOTAL SURFACES NON ACCESSIBLES AU PUBLIC EN RDC			1401 m²
		QUAI DE DECHARGEMENT	103 m²
		TERRASSE BRASSERIE	115 m²
R+1 SUPERMARCHÉ		BUREAU DIRECTION	15 m²
		BUREAU COMPTABILITÉ	29 m²
		BUREAUX CHEFS RAYONS	56 m²
		BUREAU NON AFFECTÉ	14 m²
		SALLE DE REUNION	24 m²
		BUREAU ADHERENT	24 m²
		SALLE LIEU DE VIE	19 m²
		SALLE DE PAUSE	9 m²
		DEGAGEMENT	62 m²
		ARCHIVE ANNUELLE	9 m²
		LOCAL GLACE POISSONNERIE	8 m²
		VESTIAIRE HOMMES	18 m²
		VESTIAIRE FEMMES	19 m²
		TOIL HOMMES	17 m²
		TOIL FEMMES	16 m²
	ARCHIVES IMPORTANTES	22 m²	
	ECONOMAT	46 m²	
TOTAL SURFACES NON ACCESSIBLES AU PUBLIC EN R+1			414 m²
TOTAL SURFACES NON ACCESSIBLES AU PUBLIC			1815 m²

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES SURFACES

Date : 15/06/15

1.1

TABLEAU DES SURFACES TAXABLE NECESSAIRE AU CALCUL DES IMPOSITIONS		
EMPRISE :	SURFACE DE PLANCHER :	
RDC		4395 m2
R+1		430 m2
Total :		4825 m2

1.2 3

CREATION OU EXTENSION DE LOCAUX NON DESTINES À L'HABITATION :		
Nombre de commerces dont la surface de vente est inférieure à 400 m2		3
	1 BOUTIQUE	22 m2
	1 BOULPATRAD LABORATOIRE BOULANGERIE/PATISSERIE CHAMBRE FROIDE BOULANGERIE/PATISSERIE	8 m2 71 m2 15 m2
	1 BRASSERIE CUISINE ET LOCAUX PERSONNELS	142 m2 108 m2
Total :		366 m2

Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public		
RDC		1401 m2
R+1	TOTAL SURFACES en R+1	414 m2
Total :	TOTAL SURFACES HANGARS NON ACCESSIBLES AU PUBLIC	1815 m2

TABLEAU DES SURFACES UTILES			
	ACCESSIBLE PUBLIC	NON ACCESSIBLE PUBLIC	SURFACE COMMERCIALE
SUPERMARCHE	2425 m2		2425 m2
SAS ENTREE	54 m2		
MAIL PIETONS	301 m2		
SANITAIRES PUBLICS	21 m2		
PRESSING	7 m2	53 m2	14 m2
DRIVE		65 m2	
ACCUEIL		6 m2	6 m2
CIRCULATION TRAD		49 m2	49 m2
BUREAU CAISSE		23 m2	
BUREAU COMPTAGE		14 m2	
TGBT / L.COMPRESSEURS		74 m2	
CHAMBRES FROIDES		208 m2	
LABO		127 m2	
DEGAGEMENTS		40 m2	
SAS + RESERVES SECHES		335 m2	
POUBELLES		18 m2	
RES NON ALIMENTAIRES		195 m2	
R+1		414 m2	
S-TOTAL SUPERMARCHE	2808 m2	1621 m2	2494 m2
BOUL-PAT	8 m2	86 m2	16 m2
BOUTIQUE	22 m2		22 m2
BRASSERIE	142 m2	108 m2	
TOTAL GENERAL	2980 m2	1815 m2	2532 m2
SURF UTILE TOTALE	4795 m2		

Déclaration effectuée le mardi 03 décembre 2024 à 08 heure(s) 56 minute(s)

MAIN COURANTE GENDARMERIE

IDENTITE DU DECLARANT			
Sexe	Nom	Prénom	
M	GAGLIANO	Lionel	
Situation de famille		Epoux	Validité état-civil
Marié(e)			Identité confirmée
Date naissance	Commune naissance et Code Postal		INSEE
26/12/1975	TOULON 83000		83137
Adresse		Pays	INSEE
346 Impasse de la Fregate		France	83047
Commune résidence et Code Postal			
LA CRAU 83260			
N° de téléphone	N° tph portable	Profession	Nationalité
	06.11.24.32.45	ELECTRICIEN	Française
e-m@il	lioga83@hotmail.com		Fax
Consentement Portalis non			

M Lionel GAGLIANO dont l'identité a été vérifiée et authentifiée, souhaite signaler que :

Je me présente ce jour à votre unité pour effectuer une main suite aux nuisances sonores que nous subissons à cause du contener frigorifique de la société SODI CRAU implanté sur la zone du magasin LECLERC à LA CRAU. Je vais vous expliquer les faits.

Je vis dans une maison située à côté du magasin LECLERC à LA CRAU. En 2022 et 2023, le magasin avait installé un groupe de froid à l'extérieur pour les fêtes de fin d'année. Cela engendre de nombreuses nuisances sonores puisque le groupe tourne H24 quasiment tout.

Depuis le 1^{er} juillet 2024 le groupe a été remis en place. Le groupe tourne toute la journée. J'ai engagé une procédure civile à l'encontre du LECLERC. Mon dossier est entre les mains de mon avocat. Un expert a été désigné pour procéder aux constatations. Il est venu le 11 juillet 2024 et le 24 novembre 2024 pour faire des mesures acoustiques. Concernant le groupe frigorifique, l'huissier de justice est déjà venu le 11 juillet 2024 et il doit revenir dans les jours à venir.

Mon avocat a demandé à ce que j'effectue cette main courante. Je tenais également à vous signaler ces faits. La procédure civile est lancée.

Je tenais également à préciser qu'un agent du petit forestier est intervenu hier pour effectuer une intervention technique, et que depuis le bruit s'est amplifié.

M Lionel GAGLIANO est informé que les déclarations contenues dans ce document ne sont pas considérées comme un dépôt de plainte.

Mesure(s) prise(s) :

Pièces numérisées :

PROJET D'UN SUPERMARCHÉ - LA CRAU

83260 LA CRAU

DOSSIER N° 2012 - 12

MAÎTRE D'OUVRAGE : SAS PERICOLO EXPLOITATION

133 , Avenue Coreil
83 330 SAINT ANNE D'EVENOS
tél : 06.15.61.08.69 mail : epifanio.pericolo@orange.fr

MAÎTRE D'ŒUVRE : BERNARD VERNEREY - architecte d.p.l.g

20 boulevard Mireille Jourdan Barry "Villa Tiboulén"
13 008 MARSEILLE
tél: 04 91 72 40 66, fax: 04 91 73 92 95 mail: atelier.vernerey@wanadoo.fr
Vu pour être annexé à l'avis du 12/01/2015

12 1 JUL. 2015

Pour le Maire, C. Simon SIMON,
Le Maire adjoint délégué, chargé de
l'urbanisme, des affaires foncières
et de l'agriculture,
Jean-Pierre EMERIC



PHASE : PERMIS DE CONSTRUIRE

DESIGNATION DU DOCUMENT :

Notice décrivant le terrain et présentant le projet

PIECE N° PC4

ECHELLE :

DATE : 15/01/15

MODIFICATIONS :

INDICE :

DATE :

NATURE :

PC4 – NOTICE DECRIVANT LE TERRAIN ET PRÉSENTANT LE PROJET**1 – Présentation de l'état initial du terrain et de ses abords :**

Le terrain situé Lieu dit Patrimoine et les Belles Mœurs à LA CRAU 83260 est le produit du regroupement de parcelles formant un seul lot du Permis d'Aménager.

Le lot concerné se compose des parcelles D1 et D2 totalisant une superficie de 14 900 m².

Le Permis d'Aménager n° PA 083 047 11 H 0007 01 a été délivré le 11/10/2012.

Le terrain s'inscrit dans le secteur UCe du PLU de la Crau.

Les références cadastrales postérieures au Permis d'Aménager sont classées :
Section AB parcelles n° 514 - 515

Ces parcelles sont plus particulièrement affectées à l'implantation de bâtiments d'activité, à la charnière entre le village et son extension en cours de réalisation sur l'ensemble du secteur du patrimoine, à l'origine occupé par des plantations viticoles.

Le futur projet sera desservi par la voie principale du nouveau quartier.

2 – Présentation du projet :

Le projet porte sur la création d'un supermarché à prédominance alimentaire sur la commune de LA CRAU (83260).

La surface de vente sollicitée pour cette création sera de 2 532 m² de surface de vente décomposée ainsi: 2 480 m² en secteur 1 alimentaire pour le magasin de type supermarché, complété de 36 m² pour une boutiques comptoirs de services (un pressing) et une boutique classique ainsi qu'une boulangerie pâtisserie de 16 m².

Le parking comptera 269 places dont 8 places pour les personnes à mobilité réduite et 4 places familles. Un parking à cycles sera aménagé proche des entrées. 6 places seront équipées de prises de courant pour les véhicules électriques.

Le projet de magasin alimentaire sera synonyme de proximité pour les résidents de la zone de chalandise et créera une nouvelle offre en terme de choix, de service, d'accueil et de prix. La concurrence étant au profit des consommateurs.

La boutique classique dont l'activité n'est pas encore défini fera une demande d'autorisation de travaux auprès de la Mairie lorsque son activité sera déterminée.

a - Aménagement prévu pour le terrain :

Les vignes seront arrachées, pour laisser une plateforme totalement libre destinée à la construction d'une activité commerciale avec ses équipements extérieurs.

Une voie périphérique ceinture la parcelle, assurant la desserte des véhicules de livraisons et de service pour le personnel.

Le bâtiment est implanté dans la partie Sud-Ouest du terrain, ce qui permet de dégager toute la zone visible depuis le rond-point pour y disposer les places de parking directement accessibles des voies du nouveau quartier.

Vu pour être annexé à l'avis favorable en date du

12 1 JUL. 2015

Pour le Maire, C. Simon SIMON,
Le Maire adjoint délégué, chargé de
l'urbanisme, des affaires foncières
et de l'agriculture.

Jean-Pierre EMERIC



Mairie

h

b – Implantation et organisation des volumes des constructions :

L'implantation du bâtiment parallèle à la limite Sud-Ouest a permis de ne créer aucun espace délaissé, tout en maîtrisant les éventuelles nuisances dues au fonctionnement de son activité.

Le bâtiment compact est couvert par deux volumes de toitures parallèles reliées par une toiture terrasse recevant les installations techniques qui seront elles mêmes dissimulées par une façade prolongeant l'escalier d'accès à la toiture.

Les acrotères visibles en façade seront accompagnés d'une bande végétalisée.

La façade principale, la plus longue, ouverte à la clientèle est accompagnée d'un parvis, protégé par un auvent.

Les enseignes seront contenues sur le linéaire de cette façade entre l'auvent et l'égoût du toit.

De larges ouvertures vitrées à la hauteur du public seront animées par des panneaux colorés pouvant servir de supports publicitaires.

Les autres façades du bâtiment, disposent de peu d'ouvertures et recevront un revêtement minéral, ou un habillage en lames de bois. En pignon des toitures tuiles, (vue depuis les constructions mitoyennes) le prolongement de lames de bois servira de support pour l'accrochage vertical de la végétation composée essentiellement de vignes vierges et plantes fleuries.

Mémoire des champs de vignes.

c – Constructions, clôtures, végétations et aménagements en limite de propriété :

En limite de terrain, les clôtures respecteront le cahier des recommandations architecturales du Permis d'Aménager.

Clôture type grille panneaux rigides ht 1,80 couleur blanc.

Le long des limites mitoyennes avec les maisons existantes, la clôture sera doublée par un écran végétal épais composé d'Eléanus Ebenji et de pytosporum.

d – Matériaux et couleurs des constructions :Corps du bâtiment :

- ossature en béton armé
- remplissage béton cellulaire ou aggro enduit hydraulique finition grasse fin ton pierre sur les façades principales et ton gris foncé sur les locaux techniques.
- Habillage avec lames bois de certains pignons
- Pignons Sud-Est végétalisés

Toiture rampante :

- pente 27%
- tuiles aspect vieilli

Toiture terrasse :

- étanchéité protégée par revêtement minéral ou végétalisée suivant localisation.

Menuiseries :

- sur façades principales : mur rideau avec alternance de vitrage et panneaux isolants.
- ensemble des autres accès et issues de secours, portes métalliques isolantes : laquées au four

Munipr Aka annexé à l'avis favorable en date du

12 1 JUL. 2015

Pour le Maire, C. Jean SIMON,
Le Maire adjoint délégué, chargé de
l'urbanisme, des affaires foncières
et de l'agriculture,



[Signature]

[Signature]

[Signature]

e – Traitement des espaces libres et plantations :

L'ensemble de la surface du terrain a été rationalisée pour satisfaire le mode de fonctionnement du commerce, les plantations participent à la mise en place de cette organisation.

En limite le long de la voie principale du nouveau quartier, la haie sera rythmée par des tilleuls et des marronniers.

La rue du Patrimoine prolongée sera bordée d'oliviers et les parkings plantés de muriers platanes stériles pour protéger les véhicules de l'ensoleillement d'été, dont 259 places + 7 places PMR accessibles au public + 2 places personnel + 1 place PMR personnel + 1 place convoyeur de fonds ,
soit un total : 269 places + 1 place réservée au convoyeur de fonds

Le long des mitoyens avec les maisons existantes, la voie et l'aire de livraison seront masquées par une épaisse haie formant écran, composée de végétaux résistants tel que les Eléanus Ebenji et pytosporum.

f – Aménagement des accès au terrain :

Les accès au centre commercial demeurent inchangés par rapport au Permis d'Aménager délivré et seront réalisés par l'aménageur.



L'accès du public rue du Patrimoine, prolongée est totalement séparé de l'accès de livraison et du personnel de service (rue du 22° BMNA) qui ressortiront en faisant le tour du bâtiment par l'accès principal.

3 – Intérêts du projet :

- Répondre à la forte évolution démographique de la commune et de la zone de chalandise ;
 - Apporter une enseigne alimentaire pérenne complétée de deux petites boutiques (dont 1 pressing) et d'une boulangerie pâtisserie ;
 - Implanter une enseigne de proximité afin de combler le déficit d'offre créé par l'accroissement démographique ;
 - Procurer une alternative d'Enseigne aux résidents de la zone de chalandise ;
 - Proposer un espace de vente moderne adapté aux exigences des clients, structuré, convivial et familial, facilement accessible ;
 - Créer un agent fixateur de la zone de chalandise, limitant les déplacements ;
 - Prise en compte des modes doux ;
 - Réaliser une architecture esthétique et soignée, un volet paysagé travaillé ;
 - Concevoir un bâtiment de qualité répondant aux nouvelles normes sur les économies d'énergies et l'isolation (RT 2012) ;
- Prise en compte de l'environnement et du développement durable (espaces verts, gestion de l'eau de pluie, réduction de la consommation énergétique, bâtiment à forte isolation) ;
- Créer des d'emplois directs, plus des emplois indirects.

Vu pour être annexé à l'avis favorable en date du

12 1 JUL. 2015

Pour le Maire, 
Le Maire,  chargé de
l'urbanisme, des affaires foncières
et de l'agriculture,
Jean-Pierre EMERIC



4 – Nota sur les calculs de surfaces :

Les surfaces du projet ont été calculées de la manière suivante :

1 – Tableau de surface CERFA :

Surfaces intérieures des murs rdch :	4 395 m2
Surfaces intérieures des murs R+1 – la trémie de l'escalier :	430 m2
<hr/>	
TOTAL	4 825 m2

2 – Tableau des surfaces utiles (plan annexe 02)

Ce sont les surfaces utilisables, les murs ne sont pas pris en compte ainsi que les cloisons.

3 – La surface commerciale correspond aux autorisations obtenues en CDAD et comprend des surfaces non accessibles au public comme les dégagements situés à l'arrière des meubles froids pour la vente assistée et à l'arrière du comptoir d'accueil (49 m2 et 6m2).

4 – La surface accessible au public correspond à la surface commerciale déduction faite des surfaces des dégagements et comptoirs non accessibles au public.

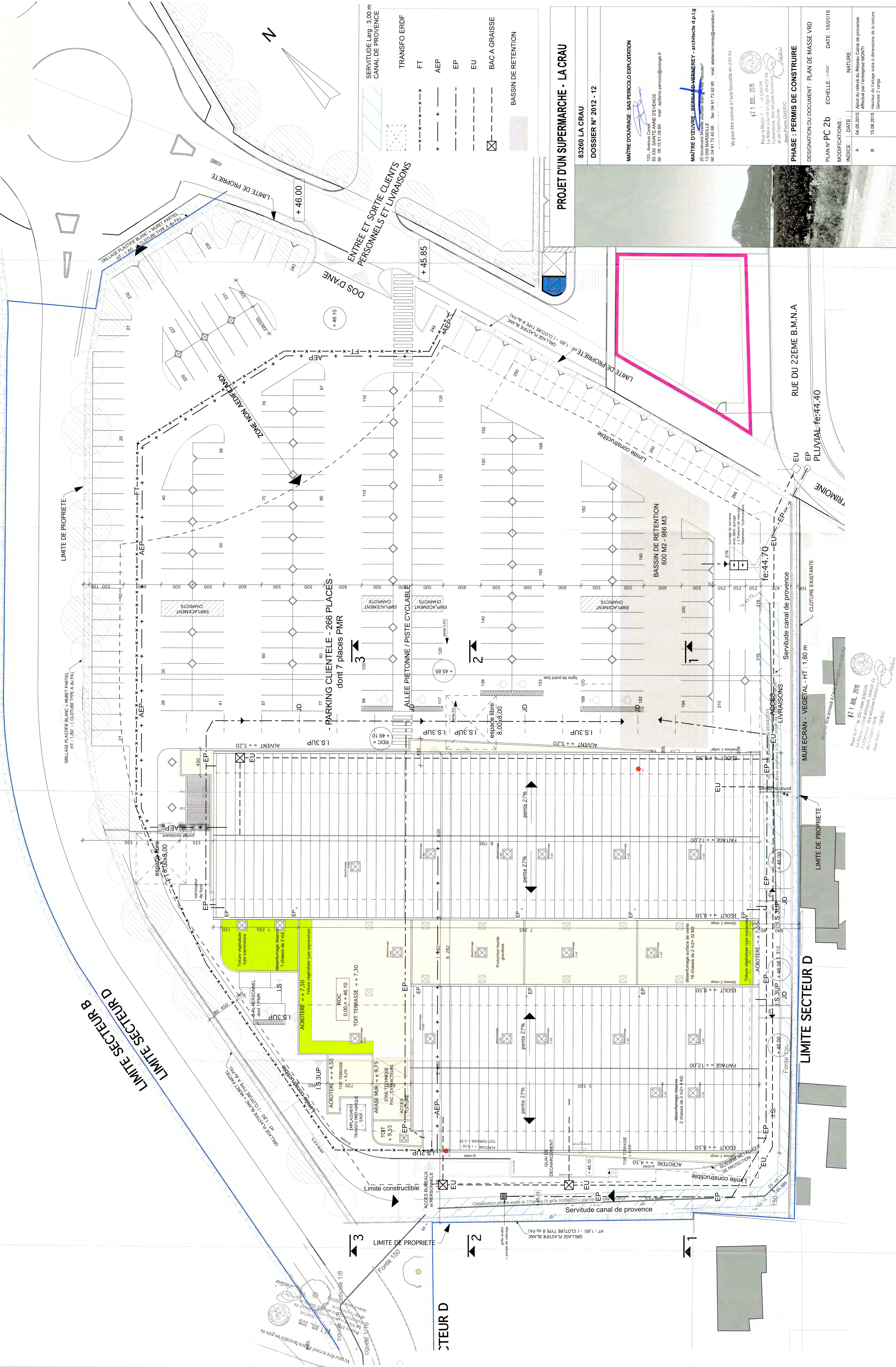
Vu pour être annexé à l'avis favorable en date du

12 1 JUIL. 2015

Pour le Maire, C. Jean SIMON,
Le Maire adjoint délégué, chargé de
l'urbanisme, des affaires foncières
et de l'agriculture,

Jean-Pierre EMERIC





Fwd: Information Leclerc.

À partir de asl fregate <aslimpassedelafregate@gmail.com>

Date Mer 10/07/2024 16:39

À 17 GAGLIANO Lionel Perrine <lioga83@hotmail.com>

Copie reçu ASL

Bien Cordialement

Jean Michel DESCHAMPS 0626580550

----- Forwarded message -----

De : **asl fregate** <aslimpassedelafregate@gmail.com>

Date: sam. 15 avr. 2023 à 11:17

Subject: Information Leclerc.

To:

Voici un point sur l'avancement de la démarche qualité du directeur du super marché Leclerc .
Bonjour Monsieur Deschamps,

Je reviens vers vous pour vous informer que nous avons finalement posé un brise vue comme demandé par les habitants du quartier le long de la rocade de l'Europe.. Je me suis assuré d'avoir l'autorisation de la Mairie au préalable pour ne pas avoir de problème par la suite d'où le délais.

Ensuite le PC de fin de travaux de la construction du magasin devrait être validé prochainement en sachant que nous sommes dans les délais normaux de la part de l'administration. Afin de ne pas perdre de temps, un brise vue pour la terrasse a déjà été commandé et sera fixé fin Mai en sachant que la validation du PC aura lieu entre la fin du mois et mi-Mai et je dois attendre celle ci pour poser le brise vue sur la terrasse.

Suite à la demande de la Mairie, un panneau de signalisation livraison sera déposé fin Mai au niveau du rond point pour bien indiquer au camion le chemin pour les livraisons ainsi les camions ne vont pas s'engager plus loin sur la rocade de l'Europe. En sachant que nous n'avons plus ce problème maintenant.

Suite à la demande de l'immeuble en face du magasin et les habitants de rue Matteucci une bande au sol à la sortie du magasin à déjà été faite pour indiquer le STOP à la sortie du parking. Comme je constate que nous avons toujours des personnes qui ne respectent pas le stop, un panneau supplémentaire sera disposé fin Mai (en même temps que le panneau livraison).

Concernant les espaces verts du magasin entre la fin Avril et Mi Mai nous allons mettre des bâches au sol à la place de la pelouse et surtout nous allons planter des plantes. L'idée est de créer une barrière naturelle pour limiter le déploiement de déchets laissés sur le parking par la clientèle.

Comme vous l'avez certainement constaté, nous avons depuis début Janvier changé le fonctionnement de nos livraisons. Le samedi nous ne recevons plus de produits secs, nous livrons l'ensemble de marchandise le Vendredi pour 4 jours afin de réduire le nombre de camions le weekend dans la quartier et de prendre uniquement les produits frais. Comme déjà discuté, depuis Janvier la benne à carton (surdimensionné pour le confort des voisins) ne fonctionne pas avant 8h du matin et jamais le dimanche.

Enfin, j'ai souvent des voisins qui s'interrogent sur les caméras du magasin. Notez que celles-ci ne filment pas à l'extérieur du magasin. Nous avons des voiles gris sur les parties extérieures au magasin et l'installation a bien été validée par la préfecture.

Je vous laisse relayer ces informations aux différents présidents et habitants du quartier et n'hésitez pas à revenir vers moi si vous avez des questions et ou remarques.

Salutations

--

Romain PROVOST

Leclerc La Crau

Nouvel email: romain.provost@lecasud.leclerc

ARRETE N° 2022-0889**NATURE DE L'ARRETE : Domaine et Patrimoine****SERVICE EMETTEUR : Direction Générale des Services****OBJET : Arrêté d'ouverture de l'Etablissement Recevant du Public, Centre Commercial E. Leclerc, ERP de type M de la 2^{ème} catégorie, situé rue du Patrimoine 83260 La Crau****RECEPTION EN PREFECTURE :****AFFICHAGE :****PUBLICATION :****NOTIFICATION :****ARRETE**

Le Maire de la Commune de LA CRAU (Var),

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-2,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie,

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH du 04 octobre 2022,

Vu l'avis favorable de la commission d'accessibilité du 04 octobre 2022.

ARRETE

ARTICLE 1 - L'établissement Centre commercial E. Leclerc, de type M de 2^{ème} catégorie, sis, rue du Patrimoine à La Crau 83260, est autorisé à ouvrir au public.

ARTICLE 2 - Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des prescriptions figurant dans le procès-

verbal de la sous-commission départementale, dans les délais impartis.

ARTICLE 3 - L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et une copie sera transmise à :

Monsieur le préfet du Var,
Monsieur le Président de la communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée,
Monsieur le commandant de la gendarmerie de Hyères,
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers de Hyères.

Fait à la Crau, le 6 octobre 2022

Pour Le Maire,
L'adjoint délégué au droit de préemption commercial
et sécurité des ERP
Alain ROQUEBRUN



Département du Var	COMMUNE DE LA CRAU
Arrondissement de Toulon	ARRETE DU MAIRE
ARRETE N° : 2023-0790	
NATURE DE L'ARRETE : Police Municipale	
SERVICE EMETTEUR : Service juridique	
OBJET : Réglementation des livraisons de marchandises	
RECEPTION EN PREFECTURE :	Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
AFFICHAGE :	083-218300473-20230912-20230001405-AR
PUBLICATION :	Accusé certifié exécutoire
NOTIFICATION :	Réception par le préfet : 19/09/2023

Monsieur le Maire de la Commune de La Crau (Var)

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L. 2212-1, L. 2213-1, L. 2213-2 et L. 2213-4 ;

Vu le Code pénal, article R. 610-5 ;

Vu l'arrêté municipal n°2020-0367 du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions en matière de sécurité et de police à Monsieur Hervé CILIA ;

Considérant que, dans le but d'améliorer les conditions de déroulement des livraisons et préserver ainsi la tranquillité publique, de même que la fluidité de la circulation automobile et piétonnière, il convient de réglementer les opérations de chargement et de déchargement de marchandises dans la zone d'activités du patrimoine (Rocade de l'Europe et rue du 22^{ème} BMNA) ;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures de police qui s'imposent pour réglementer les livraisons.

ARRETE

Article 1 : Les livraisons ainsi que les opérations de chargement et de déchargement de marchandises réalisées par des véhicules, au sein de la zone d'activités du patrimoine (Rocade de l'Europe et rue du 22^{ème} BMNA), seront interdites entre 22h et 7h du matin, à l'exception des établissements de type M pour lesquels l'interdiction court entre 22h et 6h du matin

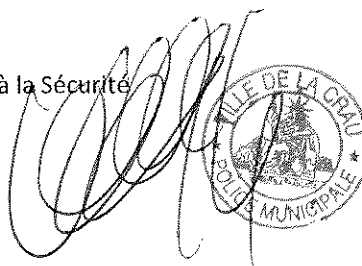
Les véhicules ayant des livraisons à effectuer ne devront pas laisser fonctionner les moteurs à l'arrêt et leurs radios ne devront pas être entendues à l'extérieur du véhicule.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant M. Christian SIMON, Maire de la commune de LA CRAU. Il peut également être déféré devant le Tribunal administratif de Toulon dans les mêmes conditions de délai. Le Tribunal administratif peut notamment être saisi par le site <https://www.telerecours.fr/>.

Article 3 : La Directrice Générale des Services et le Directeur de la Tranquillité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera mis en ligne sur le site de la Ville.

Fait à La Crau, le 12 septembre 2023

Pour Le Maire,
Hervé CILIA,
Adjoint délégué à la Sécurité

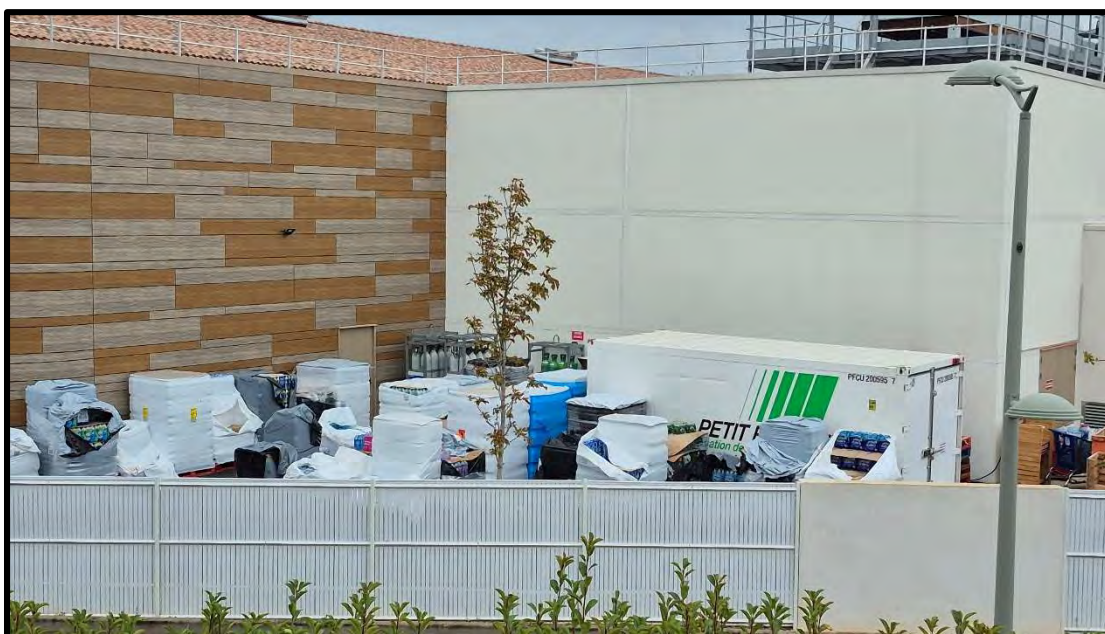
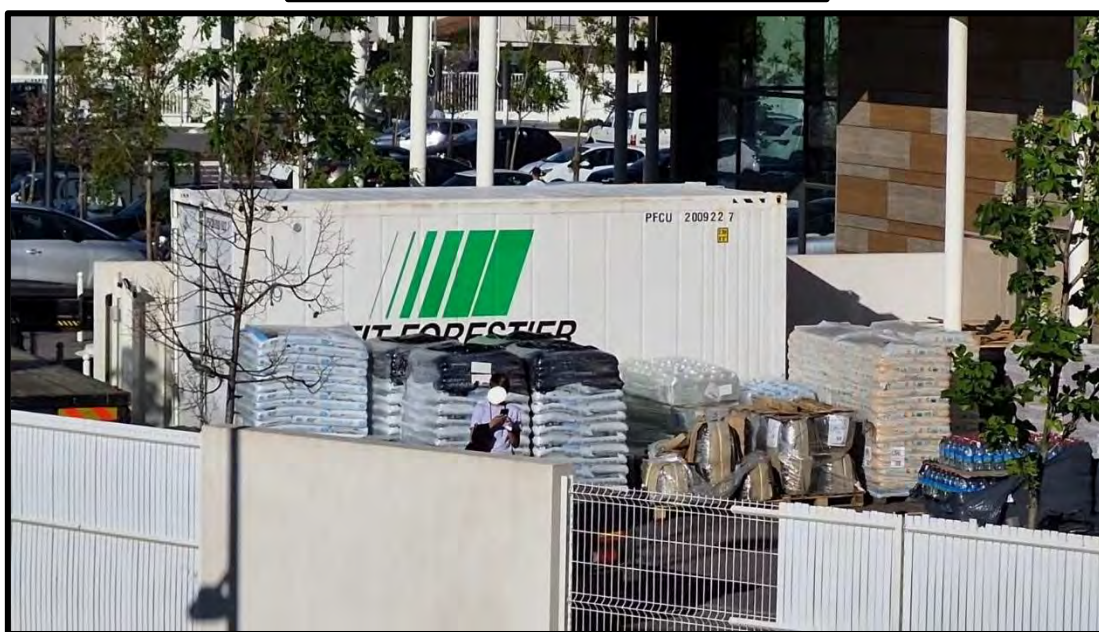


Exemple de stockage extérieur



Presse à carton et conteneur frigorifique

Me Manon Chevalier
Pièce n°
22
Avocate au Barreau de Toulon



PIERRE BARLES
EXPERT

Docteur Sciences de l'Ingénieur
Expert près la Cour d'Appel d'Aix en Provence

Les Arcs, le 05 septembre 2024

DESTINATAIRES (Par e-mail)

Nos Références : TJ170823 – TJ de Toulon
Affaire : SEN CAGLAR / SAS SODICRAU

Références TJ :
AFFAIRE : Erindc SEN, Halise CAGLAR / SAS
SODICRAU

N° R.G. : 23/00337

Décision : ordonnance de référé du 17/08/2023

- **Maître Sofian GARA-ROMEO**
(Défenseur des consorts SEN-CAGLAR)

- **Maître Jérôme COUTELIER-TAFANI**
(Défenseur des époux GAGLIANO)

- **Maître Frédéric BERGANT**
(Défenseur de la SAS SODICRAU)

34 pages (total)

OBJET :

COMPTE-RENDU de l'ACCEDIT n°3-TECHNIQUE du 11 juillet 2024
et
ANALYSE DES MESURAGES ACOUSTIQUES

Chers Maîtres,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le compte-rendu de l'Accedit n°3-Technique qui s'est tenu sur les lieux du litige, à La Crau (83260), le jeudi 11 juillet 2024 entre 4h50 et 10h, ainsi que l'analyse des mesurages acoustiques réalisés à cette occasion.

J'attends, s'il vous plaît, vos dires éventuels comme précisé en fin de compte-rendu, ainsi que vos pièces complémentaires éventuelles.

Je vous adresse, Chers Maîtres, mes très cordiales salutations.



Pierre BARLES

Compte-rendu de l'Accedit n°3-TECHNIQUE du 11 juillet 2024 et Analyse des mesurages acoustiques

Lieu : La Crau (83260)

Pierre BARLES – Expert de Justice
05 septembre 2024

Lieu de la réunion :

Les mesurages acoustiques ont été réalisés depuis l'habitation de M. et Mme GAGLIANO, sise 346, Impasse La Frégate, à La Crau (83260), relativement au bruit émis par l'activité (livraisons, compacteur à cartons, conteneur Le Petit Forestier) du supermarché voisin exploité par la SAS SODICRAU, sis 219 rue Marcel Matteuci.

Cette réunion s'est déroulée entre 4h50 et 10h environ.

Participants :

M. et Mme GAGLIANO	Demandeurs
M. Romain PROVOST	Représentant de la SAS SODICRAU, défenderesse
M. Joffrey LEBRUN (Société ENERGIE FROID PACA)	Prestataire de la SAS SODICRAU en charge des installations de Froid du LECLERC

La feuille de présence est reproduite en ANNEXE 2.

Les coordonnées des parties et de leurs conseils sont données en ANNEXE 4.

1/ Introduction de la réunion

Comme pour l'Accedit n°2-Technique du 04/07/2024, cette réunion a été organisée afin de procéder à une première série de mesurages acoustiques en saison estivale, un jour de semaine, en périodes nocturne puis diurne, depuis l'habitation de M. et Mme GAGLIANO, conformément au prévisionnel du 22/01/2024.



(cf. CR d'Accedit n°1)

En **ANNEXE 1** sont reproduites les 102 photographies prises au cours de l'intervention, avec un horodatage, sous forme de vignettes ; elles permettent de suivre notamment le déroulement de l'activité de l'établissement LECLERC, côté livraisons et côté Petit Forestier (juste en face de l'habitation de M. et Mme GAGLIANO). Certaines photographies sont reproduites dans le texte dans un format plus large pour une meilleure lecture.

2/ Mesurages acoustiques : matériel, déroulement, résultats

► Matériel utilisé et norme de référence pour les mesurages :

Le matériel utilisé par l'Expert est constitué essentiellement de :

- Deux Sonomètres intégrateurs et enregistreurs avec analyse fréquentielle temps réel, homologués de classe 1, en cours de validité, avec calibreurs associés, de marque 01dB-Stell : Modèle SOLO (n°65099) et Modèle FUSION, n°12537 (permet également l'enregistrement d'un fichier audio) ;
- Chaîne de traitement des mesures 01dB (dépouillement, analyse des enregistrements, calcul des indices réglementaires).

Les mesurages sont effectués suivant la norme NF S 31-010 – *Caractérisation et mesure des bruits de l'environnement*. Méthode dite « d'expertise », en dB(A) (L_{eq} courts, 1 s) et par bandes de fréquences pour les calculs de l'émergence spectrale (bandes d'octave) et la recherche de tonalités marquées éventuelles (bandes de tiers d'octave).

Les sonomètres sont calibrés avant et après les mesurages, conformément à la norme. Aucune dérive significative n'est observée (< 0,5 dB).

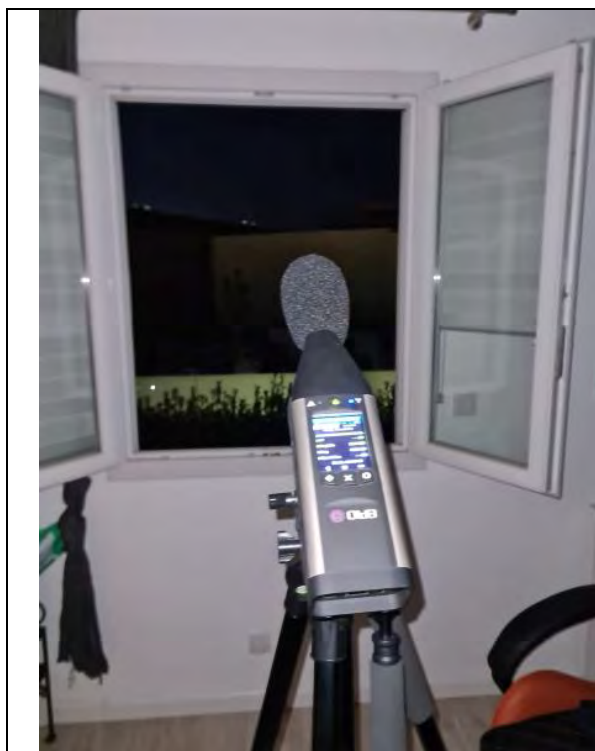
► Déroulement général des mesurages :

Les mesurages débutent un peu avant 05h et se terminent vers 10h.

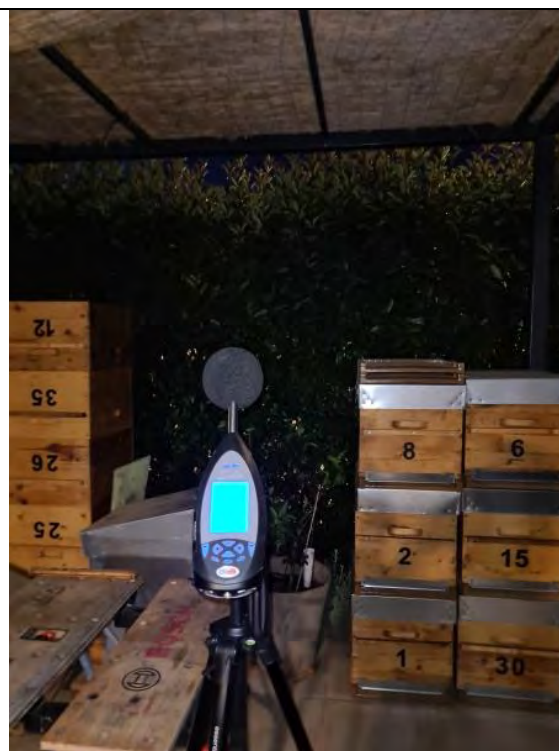
Ce matin et comme convenu (cf. CR d'Accedit n°2T (SEN-CAGLAR)), un technicien de la société en charge des installations de Froid de la SAS SODICRAU est présent pour procéder aux phases de coupures momentanées des machines.

Comme rappelé plus haut, l'Expert est équipé de deux sonomètres. Après leur calibrage, les deux sonomètres homologués sont positionnés dans l'habitation de M. et Mme GAGLIANO :

- sonomètre FUSION positionné dans la Chambre de l'étage orientée Sud (vers le LECLERC) ;
- sonomètre SOLO positionné sur la Terrasse orientée Sud (vers le LECLERC).



Sonomètre placé dans la chambre de l'étage
chez M. et Mme GAGLIANO
(on voit le LECLERC en face)



Sonomètre placé sur la Terrasse chez M. et
Mme GAGLIANO

L'Expert se rend ensuite sur le site de l'établissement LECLERC où il retrouve M. PROVOST et le technicien de la Société ENERGIE FROID PACA.

Comme pour la précédente réunion, le conteneur Le Petit Forestier est présent et il fonctionne.

M. PROVOST dit qu'en principe, il ne sera plus là au mois de décembre.



Conteneur du Petit Forestier (5h13)



Quai de livraisons, désert (5h16)

Conditions météorologiques : Ce matin, au cours des mesurages, la température extérieure est de l'ordre de 21,5°C à 5h et de 27°C à 10h (avec un minimum de 18°C à 6h), et un vent quasiment nul (cf. Données météorologiques locales en ANNEXE 1). Quoiqu'il en soit, compte tenu de la faible distance entre les principales sources de bruits et l'habitation de M. et Mme GAGLIANO, les conditions ci-dessus n'ont aucun impact sur les résultats des mesurages (cf. Norme NF S 31-010).

Quelques observations sur le déroulement général de l'activité et sur les tests réalisés :
(l'Expert a pris une dizaine de pages de notes manuscrites et de nombreuses photographies - cf. ANNEXE 1 - tout au long de l'intervention, relatant les différents événements, les principales observations, ce qui lui permet de faire le lien avec les enregistrements des niveaux sonores – en outre, le sonomètre placé dans la chambre de l'étage a enregistré un fichier audio ce qui permet d'écouter tout le son enregistré)

A 5h14, le conteneur Le Petit Forestier (moteur frigorifique spécifique) est arrêté, manuellement.

A 5h27, le technicien de la Société ENERGIE FROID PACA procède à l'arrêt de la production de froid principale (fluide CO₂), à partir de l'a chaufferie.



Arrêt de la production de froid en chaufferie
 (installation au CO₂)



Groupes aéroréfrigérants se trouvant en
 toiture technique et qui s'arrêtent en même
 temps que la production de froid

Entre 5h30 et 5h34, toutes les machines restant en fonctionnement en toiture technique sont arrêtées manuellement.



Groupe aéroréfrigérants



Centrale de traitement d'air



Autre centrale de traitement d'air



Unités extérieures de climatisations



Aérocondenseur

Extracteur d'air de ventilation

A 5h34 toutes les installations techniques (production de froid, climatisation, centrales de traitement d'air) sont à l'arrêt.

L'arrêt ne pouvant pas se prolonger trop longtemps pour des raisons de sécurité (pour la conservation des aliments et pour l'installation de CO2), les équipements sont remis progressivement en marche à partir de 5h50 (cf. Photographies en ANNEXE 1).

NB : Malheureusement, au début de la phase d'arrêt des machines, prévue pour pouvoir mesurer le bruit résiduel, de nombreuses mouettes ont été très présentes, sur le site et ont fortement perturbé les mesures. Une phase « calme » a pu toutefois être exploitée.

Ce jour, l'Expert n'a pas vu de manipulation des bouteilles d'eau stockées à l'extérieur.

L'activité de livraisons/déchargements au niveau du quai se trouvant devant la maison SEN-CAGLAR a débuté peu avant 6h du matin, comme lors de la précédente intervention du 04/07/2024.

La presse à cartons (ou compacteur à cartons) a commencé à fonctionner juste après 8h.

Pendant toute la durée de l'intervention, les livraisons se sont enchainées.

9h37 : retour de l'Expert chez M. et Mme GAGLIANO ;

Remarque : En fin d'intervention, le petit camion de la Banque alimentaire présent près du Petit Forestier, a le moteur qui tourne pour son frigo (Cf. Photographie).

L'Expert met fin à ses mesurages : calibrage des sonomètres (pas de dérive).

Fin de réunion :

L'Expert quitte les lieux vers 10h.

► Première analyse des résultats

■ Critères d'analyse des résultats :

Comme cela a été évoqué lors de l'Accedit n°1, les principaux critères d'analyse des mesurages acoustiques en matière de bruits de voisinage sont les émergences globale et spectrale, dont le Décret n°2006-1099 fixe les limites réglementaires.

Décret n°2006-1099 du 31/08/2006, relatif à la lutte contre les bruits de voisinage : (Articles R. 1336-4 à R. 1336-13 du code de la santé publique)

De façon générale, l'article R. 1336-5 dispose : « *Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité.* »

Lorsque le bruit mentionné à l'article R. 1336-5 a pour origine une activité professionnelle, une activité sportive, culturelle ou de loisir, organisée de façon habituelle ou soumise à autorisation, l'atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme est caractérisée si l'émergence globale de ce bruit perçu par autrui, telle que définie à l'article R. 1336-7, est supérieure aux valeurs limites ci-après.

** : l'émergence globale (en dB(A)) est la différence entre le niveau de bruit ambiant incluant le bruit particulier incriminé et le niveau de bruit ambiant en l'absence dudit bruit.*

Lorsque le bruit mentionné à l'alinéa précédent, perçu à l'intérieur des pièces principales de tout logement d'habitation, fenêtres ouvertes ou fermées, est engendré par des équipements d'activités professionnelles, l'atteinte est également caractérisée si l'émergence spectrale** de ce bruit, définie à l'article R. 1336-8, est supérieure aux valeurs limites fixées au même article.

*** : l'émergence spectrale (en dB) est la différence entre le niveau de bruit ambiant incluant le bruit particulier incriminé et le niveau de bruit ambiant en l'absence dudit bruit, mesurée dans chaque bande de fréquence d'octave.*

Toutefois, l'émergence globale et, le cas échéant, l'émergence spectrale ne sont recherchées que lorsque le niveau de bruit ambiant mesuré, comportant le bruit particulier, est supérieur à 25 décibels pondérés A si la mesure est effectuée à l'intérieur des pièces principales d'un logement d'habitation, fenêtres ouvertes ou fermées, ou à 30 dB(A) dans les autres cas.

• Limite(s) d'émergence globale (en dB(A)) :

Les valeurs admises de l'émergence sont calculées à partir des valeurs de 5 dB(A) en période diurne (de 7h00 à 22h00) et de 3 dB(A) en période nocturne (de 22h00 à 7h00). A ces valeurs s'ajoute un terme correctif, fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier, selon le tableau ci-après

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : t	Terme correctif en dB(A)
t ≤ 1 minute (la durée de mesure du niveau de bruit ambiant est étendue à 10 secondes lorsque t < 10 secondes)	6
1 minute < t ≤ 5 minutes	5
5 minutes < t ≤ 20 minutes	4

20 minutes < t ≤ 2 heures	3
2 heures < t ≤ 4 heures	2
4 heures < t ≤ 8 heures	1
t > 8 heures	0

• Limite(s) d'émergence spectrale (en dB) :

Les valeurs limites de l'émergence spectrale sont de 7 dB dans les bandes d'octave normalisées centrées sur 125 Hz et 250 Hz (basses) et de 5 dB dans les bandes d'octave normalisées centrées sur 500 Hz, 1 000 Hz, 2 000 Hz et 4 000 Hz (mediums et aigus).

Autres critères de caractérisation de la gêne ou de la nuisance :

Un autre critère normalisé (cf. NF S 31-10 ci-après) est souvent utilisé pour caractériser une nuisance liée à un son ou une fréquence bien particulière, il s'agit du critère de « tonalité marquée » :

- La tonalité marquée est détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave quand la différence de niveau entre la bande de tiers d'octave et les quatre bandes de tiers d'octave les plus proches (les deux bandes immédiatement inférieures et les deux bandes immédiatement supérieures – moyennes énergétiques) atteint ou dépasse les niveaux indiqués dans le tableau ci-après pour la bande considérée :

Analyse à partir d'une acquisition minimale de 10 s		
50 Hz à 315 Hz	400 Hz à 1250 Hz	1600 Hz à 8000 Hz
10 dB	5 dB	5 dB

Les bandes sont définies par la fréquence centrale de tiers d'octave.

D'autres critères qualitatifs interviennent dans l'appréciation de la gêne ou de la nuisance sonore :

- L'incongruité du bruit, ou son inconvenance, dans un environnement donné : le moment de la journée où le bruit se produit, la nature du bruit, etc. ;
- La répétition du bruit : de façon régulière ou pas, avec des niveaux plus ou moins forts, etc.

Il faut enfin s'interroger sur le fait de savoir si le bruit est évitable ou pas...

■ Observations générales sur les principales sources de bruits :

Les principaux bruits d'activité observés dans la zone allant depuis le quai de livraison jusqu'au stockage des bouteilles d'eau et ballots de cartons compactés et conteneur Petit Forestier, à peu près en face de la maison GAGLIANO :

- Bruits d'activité côté quai de livraison (la maison GAGLIANO étant partiellement protégée par l'angle du bâtiment) :
 - mouvements de camions : arrivée, mise à quai, départ ;
 - mouvements des transpalettes (électriques – principalement – ou manuels) pour décharger les camions, avec passages sur le pont métallique mobile faisant la liaison entre le quai et les camions ;
 - rangements sur le quai (souvent très encombré), mouvements entre le quai et les réserves du magasin, voix du personnel et des livreurs ;
 - fonctionnement du compacteur (presse) à cartons, débutant juste avant 8h ;
- Bruit des installations techniques se trouvant en toiture, en face de la maison GAGLIANO : leur bruit ne paraît pas excessif ;
- Bruits liés au fonctionnement du conteneur du Petit Forestier : moteur frigorifique, entrées/sorties du conteneur ;
- Bruits liés au chargement des ballots de cartons compactés, dans la zone en allant vers la sortie des camions : observé ce jour, particulièrement bruyant avec un camion et une grue occasionnant des bruits de chocs dans la benne dudit camion.

Dans l'analyse qui suit, les bruits suivants sont examinés :

- bruit général de l'**activité** : ensemble des bruits ci-dessus avec les livraisons ;
- bruit du **Petit Forestier** : particulièrement gênant pour la maison GAGLIANO, avec des cycles de marche/arrêt de 5 mn environ, incessants ;
- bruit des **Machines (autres)** : celles qui ont été arrêtées momentanément avant le début de l'activité de livraisons ;
- Bruit des **Transpalettes** (Transpalette électrique en particulier – TPE – au passage sur le pont métallique) : même si la maison GAGLIANO est partiellement protégée par l'angle du bâtiment, ce bruit particulier est très présent et gênant (toujours brutal, comme cela avait été observé lors de l'intervention précédente dans la maison SEN-CAGLAR) ;
- bruit du **Chargement des ballots de cartons compactés** : bruit dont il n'avait pas été particulièrement question dans les discussions précédentes, mais apparu ce jour comme bien présent et gênant.

Remarque : L'Expert a analysé de façon détaillée le bruit reçu dans la chambre de l'étage de la maison GAGLIANO, et de façon plus partielle le bruit reçu sur la terrasse du RDC. Les analyses pourront être complétées dans le cadre du pré-rapport, si nécessaire à l'issue des discussions faisant suite aux mesurages. D'un point de vue strictement réglementaire (cf. Décret n°2006-1099 précédent), seule l'émergence globale est prise en compte lorsqu'on se trouve à l'extérieur (terrasse, jardin,...) ; l'émergence spectrale est toutefois présentée également dans le cas de la Terrasse car elle permet de caractériser la gêne (hors aspect strictement réglementaire).

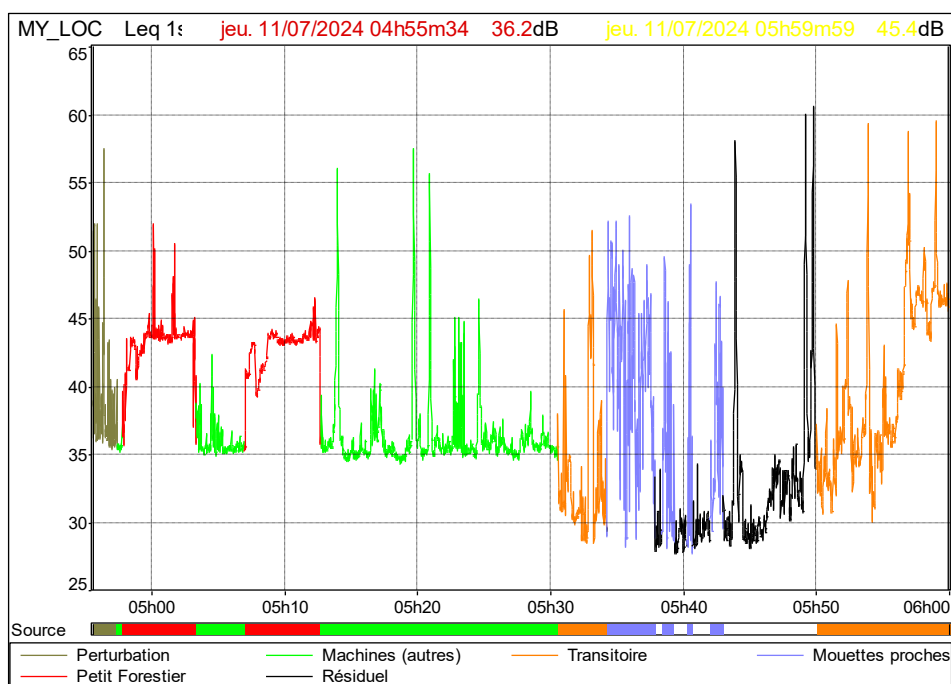
■ Emergences globale et spectrale :

Dans cette première analyse, on s'intéresse d'abord aux émergences en période nocturne (avant 7h du matin), la plus sensible. On dispose d'une phase de bruit résiduel nocturne entre 5h30 et 6h environ (jusqu'au début de l'activité). Les émergences diurnes sont un peu moins simples à calculer car l'activité ne s'arrête pas, on ne dispose donc pas de phases nettes concernant le bruit résiduel, qu'il faut alors considérer sur de courtes phases relativement « calmes » ; c'est ce qui a été fait. En outre, l'indice fractile L_{50} est retenu dans l'analyse des bruits (bruits particuliers, bruit résiduel) (L_{50} : niveau dépassé pendant plus de 50% du temps, permettant de s'affranchir des bruits perturbateurs pouvant intervenir de façon aléatoire pendant les phases « avec » et « sans » bruits incriminés).

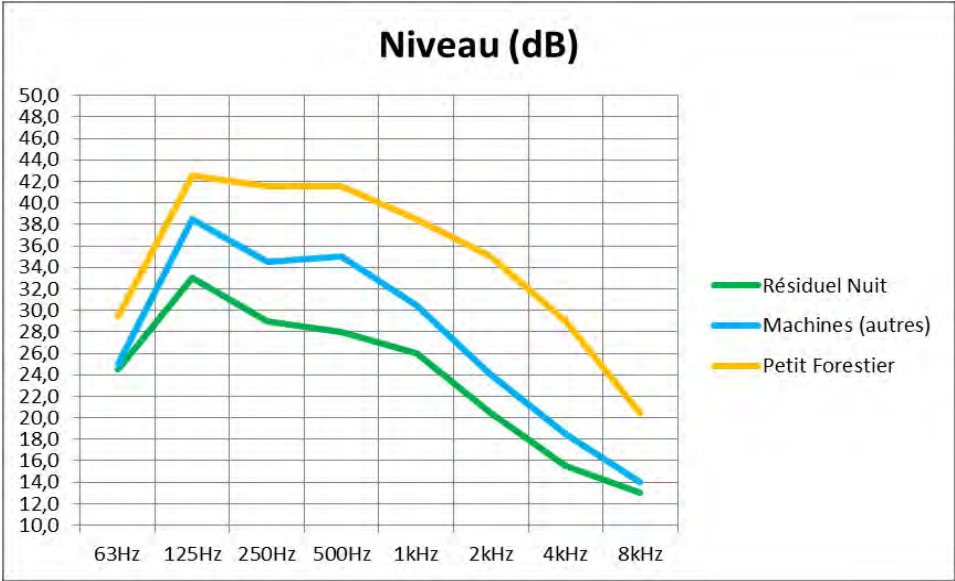
● Chambre de l'étage – côté Est, en face du quai

Bruit des machines (en toiture terrasse) et Petit Forestier avant le début de l'activité :

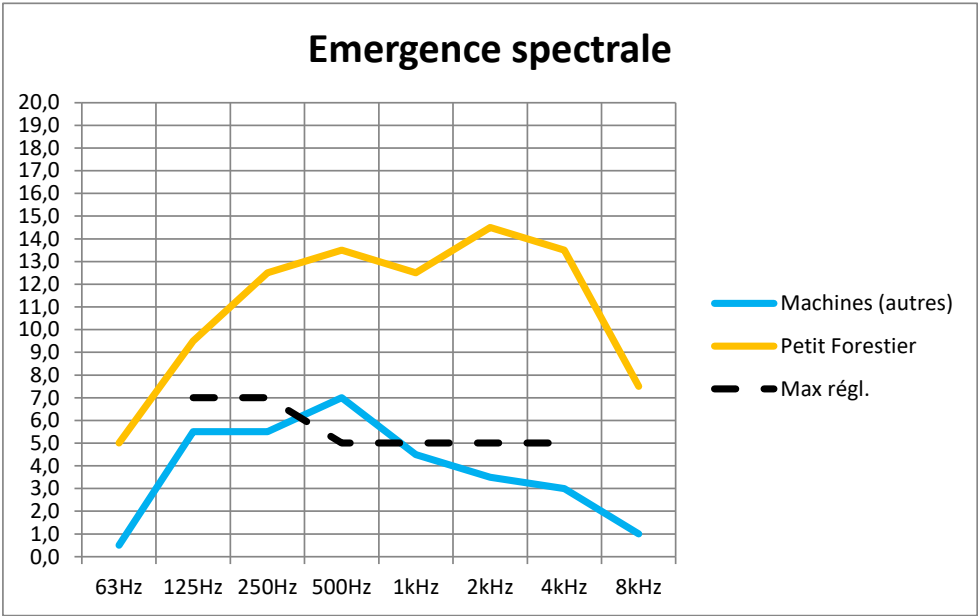
On distingue le **Petit Forestier** (en rouge), les **Machines autres** (en vert), des **phases transitoires** d'arrêt et remise en marche des machines (en orange), les **mouettes proches** (très gênantes et exclues de l'analyse – en bleu) et le **bruit résiduel** (en noir)



CHAMBRE ETAGE - SUD (fenêtre ouverte)			
L_{50} (Valeurs arrondies - NF S 31010)			
Niveau par bande d'octave (dB)	Résiduel Nuit	Machines (autres)	Petit Forestier
63Hz	24,5	25,0	29,5
125Hz	33,0	38,5	42,5
250Hz	29,0	34,5	41,5
500Hz	28,0	35,0	41,5
1kHz	26,0	30,5	38,5
2kHz	20,5	24,0	35,0
4kHz	15,5	18,5	29,0
8kHz	13,0	14,0	20,5
Niveau global (dB(A))			
	30,0	35,5	43,5

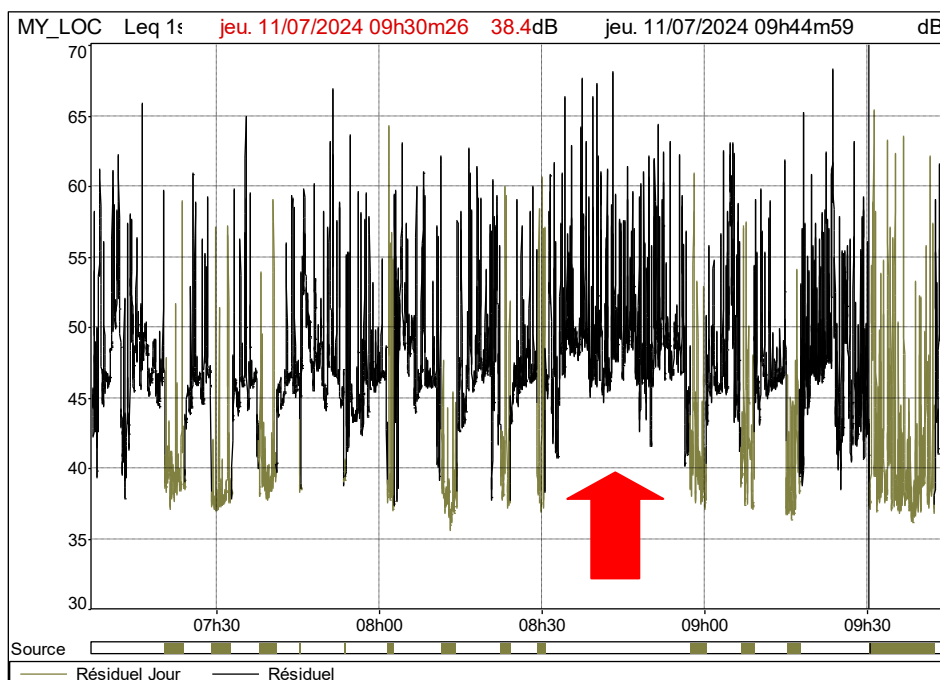


Emergence spectrale (dB)	Machines (autres)	Petit Forestier	Max régl.
63Hz	0,5	5,0	
125Hz	5,5	9,5	7
250Hz	5,5	12,5	7
500Hz	7,0	13,5	5
1kHz	4,5	12,5	5
2kHz	3,5	14,5	5
4kHz	3,0	13,5	5
8kHz	1,0	7,5	
Emergence globale (dB(A))	5,5	13,5	4
	3	4	Durée cumulée : 4 à 8h
			3
			Durée cumulée : > 8h

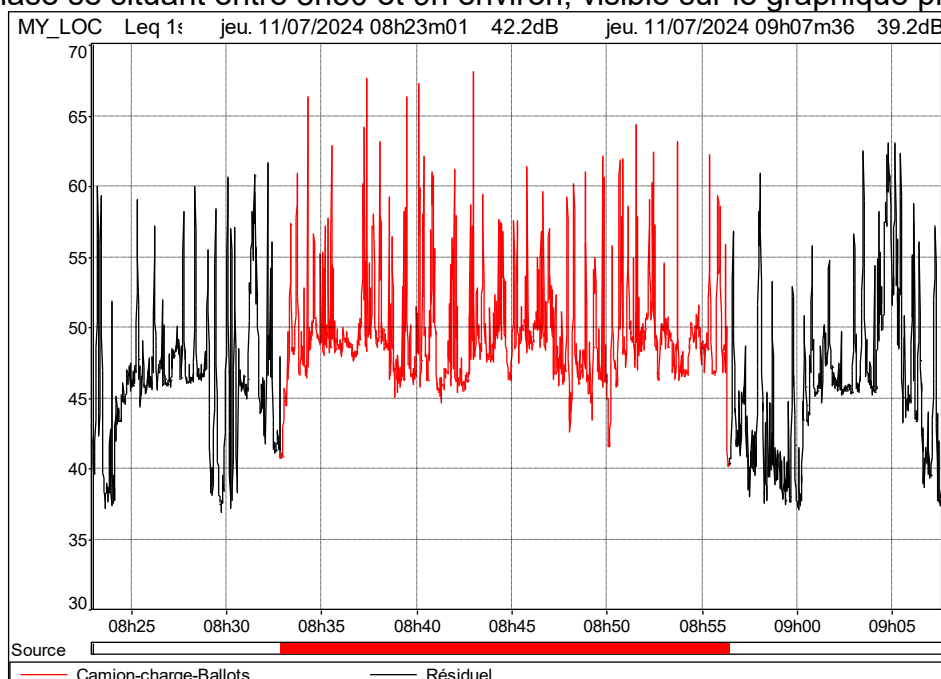


De jour, après 7h, Bruit de l'activité (globale) et bruit particulier du Camion de chargement des ballots de cartons compactés :

Sur le premier graphique ci-dessous, l'**Activité** est en noir et le **Bruit résiduel** est en maron, calculé sur les phases les plus calmes (compte tenu que l'activité est quasiment ininterrompue, le bruit résiduel ainsi calculé est forcément surévalué et de ce fait les émergences sont sous-évaluées).

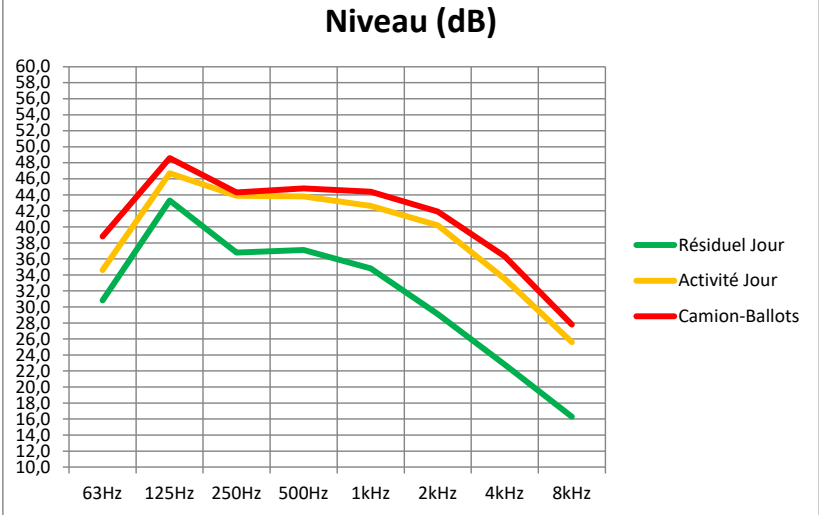


Sur le deuxième graphique ci-dessous, la phase bruyante du **Chargement des ballots de cartons compactés** (camion, grue, chocs dans la benne) est repérée en rouge (c'est la phase se situant entre 8h30 et 9h environ, visible sur le graphique précédent)

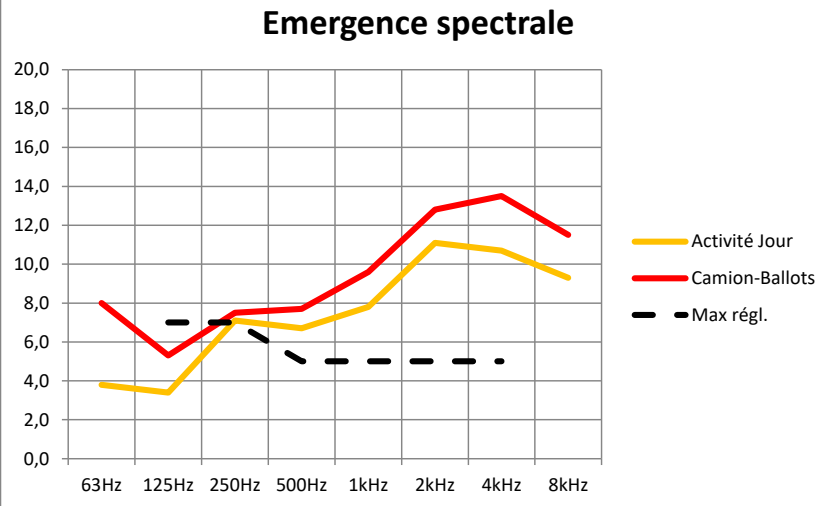


CHAMBRE ETAGE - SUD (fenêtre ouverte)

L ₅₀	(Valeurs arrondies - NF S 31010)		
Niveau par bande d'octave (dB)	Résiduel Jour	Activité Jour	Camion-Ballots
63Hz	31,0	34,5	39,0
125Hz	43,5	46,5	48,5
250Hz	37,0	44,0	44,5
500Hz	37,0	44,0	45,0
1kHz	34,5	42,5	44,5
2kHz	29,0	40,0	42,0
4kHz	23,0	33,5	36,5
8kHz	16,5	25,5	28,0
Niveau global (dB(A))	39,0	47,0	48,5

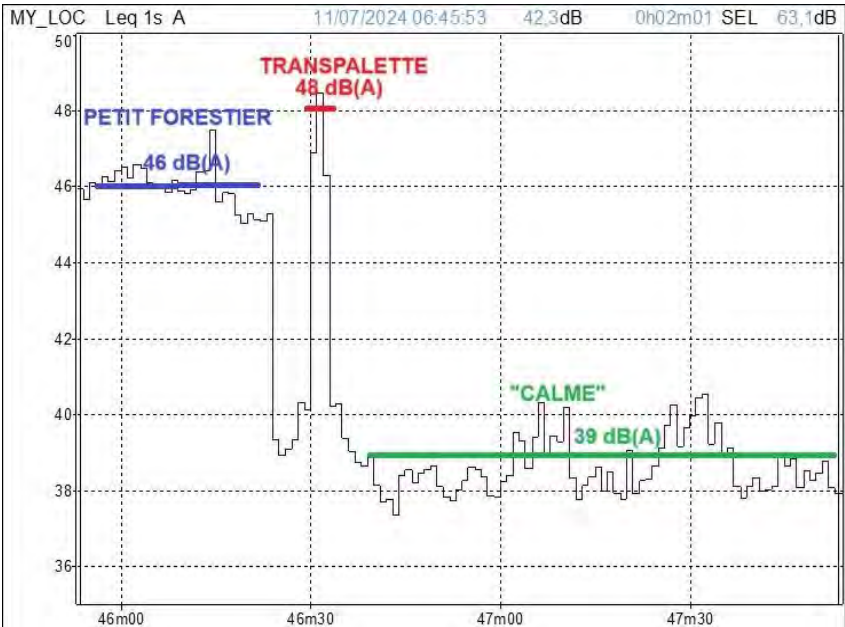


Emergence spectrale (dB)	Activité Jour	Camion-Ballots	Max régl.
63Hz	3,5	8,0	
125Hz	3,0	5,0	7
250Hz	7,0	7,5	7
500Hz	7,0	8,0	5
1kHz	8,0	10,0	5
2kHz	11,0	13,0	5
4kHz	10,5	13,5	5
8kHz	9,0	11,5	
Emergence globale (dB(A))	8,0	9,5	8
	4	8	Durée cumulée : 20mn à 2h
			5
			Durée cumulée : > 8h



De jour (toujours dans la Chambre), après 7h, bruit particulier du **Petit Forestier** et surtout du **Transpalette** (oeuvrant sur le quai de livraison, avec passage brusque sur le pont métallique) :

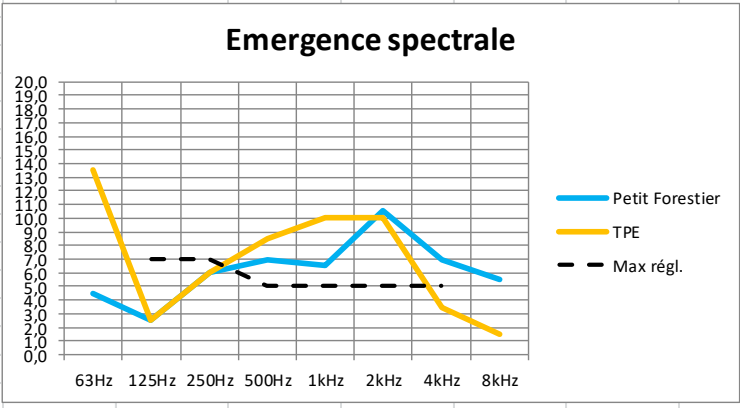
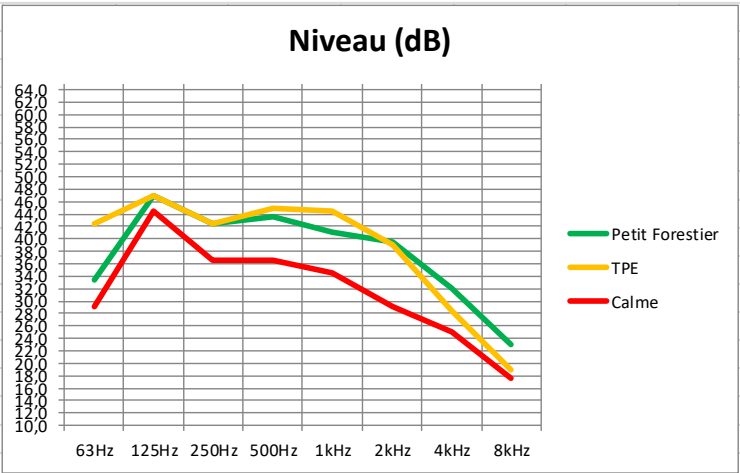
Analysé sur une courte phase, permettant de comprendre l'intensité du bruit et l'émergence qu'il représente : effet de « surprise » du bruit du Transpalette.



(Valeurs arrondies - NF S 31010)			
Niveau par bande d'octave	Petit Forestier	TPE	Calme
63Hz	33,5	42,5	29,0
125Hz	47,0	47,0	44,5
250Hz	42,5	42,5	36,5
500Hz	43,5	45,0	36,5
1kHz	41,0	44,5	34,5
2kHz	39,5	39,0	29,0
4kHz	32,0	28,5	25,0
8kHz	23,0	19,0	17,5
Niveau global (dB(A))	46,0	48,0	38,5

Emergence spectrale (dB)	Petit Forestier	TPE	Max régl.
63Hz	4,5	13,5	
125Hz	2,5	2,5	7
250Hz	6,0	6,0	7
500Hz	7,0	8,5	5
1kHz	6,5	10,0	5
2kHz	10,5	10,0	5
4kHz	7,0	3,5	5
8kHz	5,5	1,5	
Emergence globale (dB(A))	7,5	9,5	6

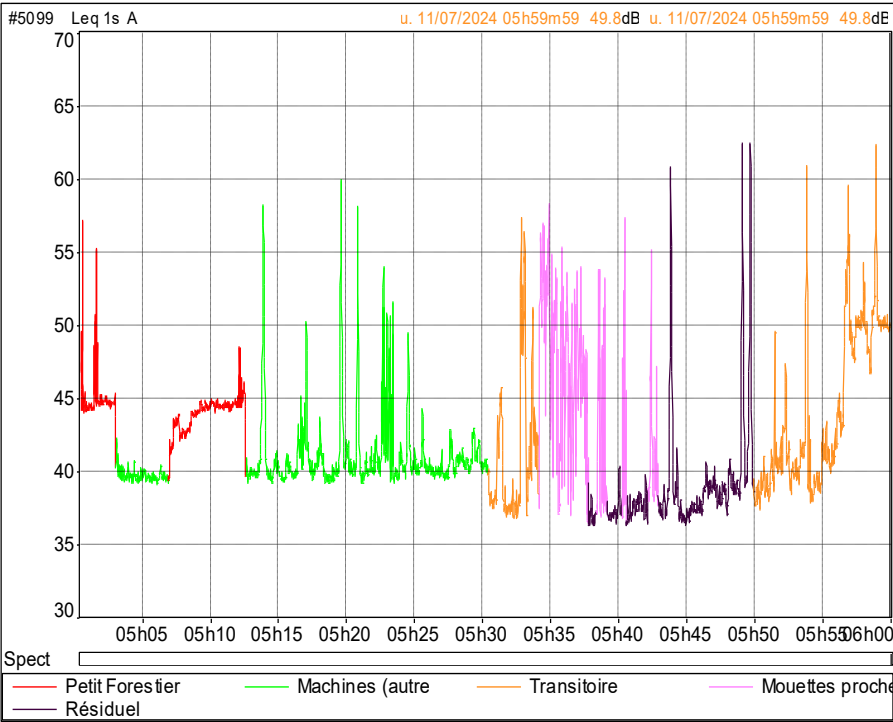
Durée cumulée : 4 à 8h



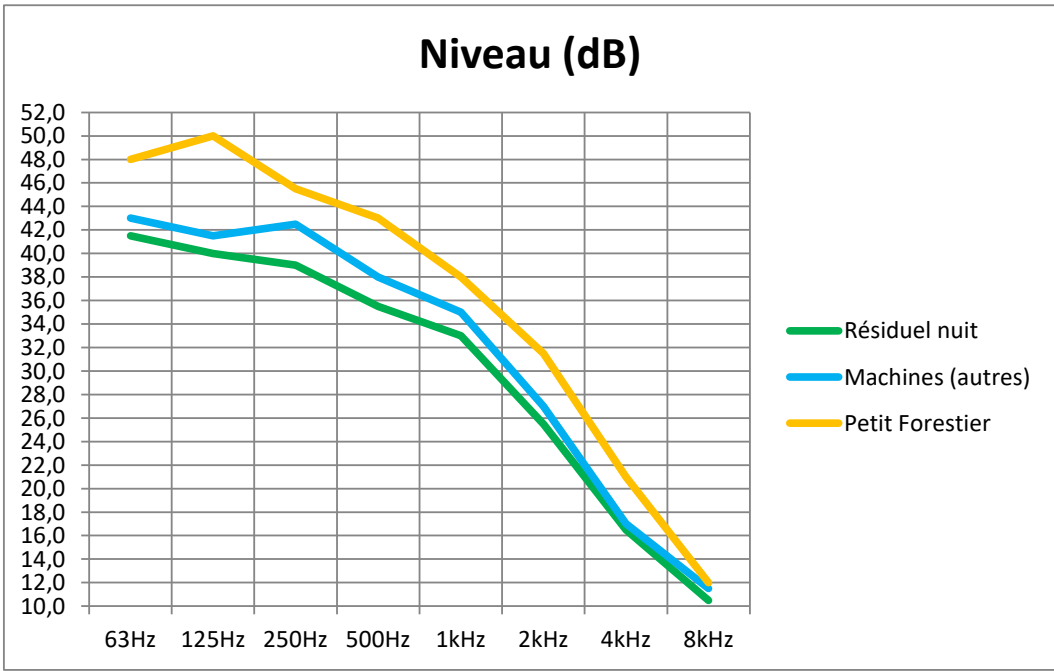
● Terrasse – RDC (sud)

Bruit des machines (en toiture terrasse) et Petit Forestier avant le début de l'activité :

On distingue le **Petit Forestier** (en rouge), les **Machines autres** (en vert), des **phases transitoires** d'arrêt et remise en marche des machines (en orange), les **mouettes proches** (très gênantes et exclues de l'analyse – en bleu) et le **bruit résiduel** (en noir).



CHAMBRE ETAGE - SUD (fenêtre ouverte)			
L ₅₀ (Valeurs arrondies - NF S 31010)			
Niveau par bande d'octave (dB)	Résiduel nuit	Machines (autres)	Petit Forestier
63Hz	41,5	43,0	48,0
125Hz	40,0	41,5	50,0
250Hz	39,0	42,5	45,5
500Hz	35,5	38,0	43,0
1kHz	33,0	35,0	38,0
2kHz	25,5	27,0	31,5
4kHz	16,5	17,0	21,0
8kHz	10,5	11,5	12,0
Niveau global (dB(A))	37,5	40,0	44,5



Emergence spectrale (dB)	Machines (autres)	Petit Forestier	Max régl.
63Hz	1,5	6,5	
125Hz	1,5	10,0	7
250Hz	3,5	6,5	7
500Hz	2,5	7,5	5
1kHz	2,0	5,0	5
2kHz	1,5	6,0	5
4kHz	0,5	4,5	5
8kHz	1,0	1,5	
Emergence globale (dB(A))	2,5	7,0	4
	3	4	Durée cumulée : 4 à 8h
			3
			Durée cumulée : > 8h

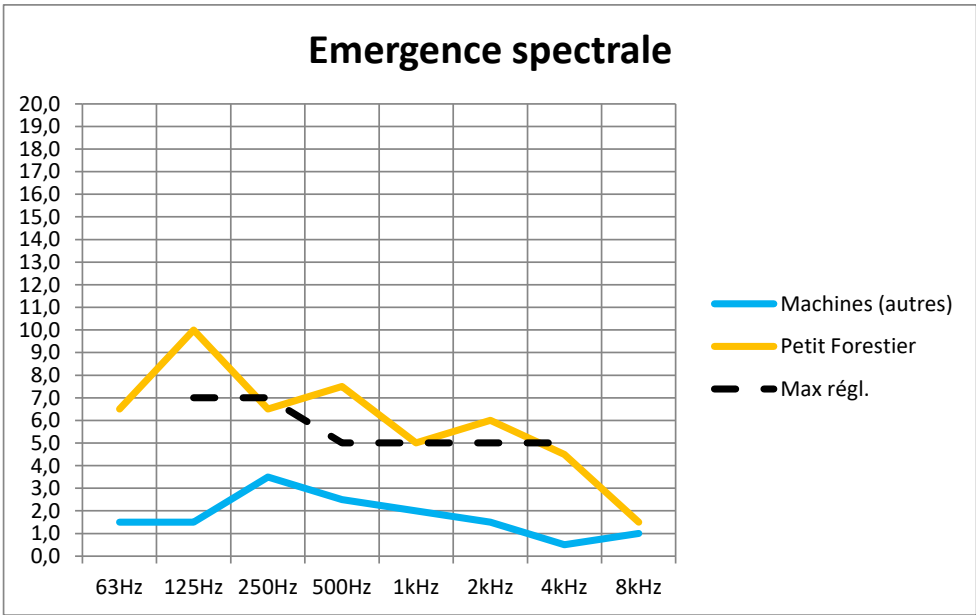


TABLEAU DE SYNTHESE DES PREMIERS RESULTATS D'ANALYSE :

Ci-dessous analyse en période nocturne ou diurne.

Code de couleur :

En rouge : supérieur à la limite réglementaire.

En jaune : juste à la limite réglementaire.

Point de réception et <u>Source de bruit</u>	Emergence globale dB(A)		Emergence spectrale (bandes d'octave) dB											
			125 Hz		250 Hz		500 Hz		1000 Hz		2000Hz		4000 Hz	
	Mes.	Limite regl.*	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.	Mes.	Limite regl.
Chambre Etage (nuit) <u>Bruit <i>Petit Forestier</i></u>	13,5	4	9,5	7	12,5	7	13,5	5	12,5	5	14,5	5	13,5	5
Chambre Etage (nuit) <u>Bruit Machines (autres)</u>	5,5	3	5,5	7	5,5	7	7,0	5	4,5	5	3,5	5	3,0	5
Chambre Etage <u>Bruit <i>Activité (jour)</i></u>	8,0	4	3,0	7	7,0	7	7,0	5	8,0	5	11,0	5	10,5	5
Chambre Etage <u>Bruit <i>Camion ballots cartons</i></u>	9,5	8	5,0	7	7,5	7	8,0	5	10,0	5	13,0	5	13,5	5
Chambre Etage <u>Bruit <i>Transpalette (quai métal)</i></u>	9,5	6	2,5	7	6,0	7	8,5	5	10,0	5	10,0	5	3,5	5
Terrasse (nuit) <u>Bruit <i>Petit Forestier</i></u>	7,0	4	10,0	7	6,5	7	7,5	5	5,0	5	6,0	5	4,5	5
Terrasse (nuit) <u>Bruit <i>Machines (autres)</i></u>	2,5	3	1,5	7	3,5	7	2,5	5	2,0	5	1,5	5	0,5	5

* : limite d'émergence nocturne pour une durée cumulée de fonctionnement de 1 h (entre 6h et 7h du matin) = 3 dB(A) + 3 dB(A) (terme correctif) = 6 dB(A). limite d'émergence nocturne pour une durée cumulée de fonctionnement de 5 à 20 mn (entre 6h et 7h du matin) = 3 dB(A) + 4 dB(A) (terme correctif) = 7 dB(A). Limite d'émergence diurne pour une durée cumulée de fonctionnement supérieure à 8h = 5 dB(A). Limite d'émergence diurne pour une durée cumulée de fonctionnement comprise entre 4h et 8h = 5 dB(A) + 1 dB(A) = 6 dB(A)

3/ Premier avis de l'Expert et poursuite des opérations

Les résultats de ces premiers mesurages acoustiques, réalisés en période nocturne puis diurne, un jour de semaine, depuis l'habitation de M. et Mme GAGLIANO, montrent que les émergences, globale et spectrale, liées à l'activité de l'établissement LECLERC, principalement les **livraisons** (camions et certains bruits propres – transpalettes), la presse à cartons, mais aussi et surtout le Petit Forestier, dépassent plus ou moins nettement les limites réglementaires (Décret n°2006-1099 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage). Etant donné la forte présence (intense et quasi permanente – 5mn marche/5mn arrêt) du bruit du Petit Forestier, il est difficile de distinguer, par exemple, le bruit de la presse à cartons, pourtant bien présent.

Le bruit du Petit Forestier (conteneur positionné juste en face de la maison GAGLIANO) est apparu particulièrement gênant, tandis que les machines disposées sur la toiture technique en face de la maison, en hauteur, ne sont pas apparues particulièrement gênantes.

La maison GAGLIANO est certes moins exposée que la maison SEN-CAGLAR aux bruits des livraisons, elle est davantage exposée au bruit du Petit Forestier, notamment. Elle subit également, dans une moindre mesure les autres bruits (mouvements des camions, transpalettes passant sur le pont métallique, presse à cartons...).

Suite des opérations :

Après analyse des résultats de ces premiers mesurages, dans les deux habitations concernées, il faudrait s'interroger sur l'utilité ou non de réaliser deux autres séries de mesurages telles que prévues initialement (Cf. prévisionnel du 22/01/2024 - Accredits n°4 et 5-Techniques). Suivant l'ampleur des nuisances caractérisées un jour de semaine (cf. ci-dessus les résultats chez M. SEN et Mme CAGLAR), les résultats prévisibles un dimanche matin seront encore amplifiés, du fait d'un bruit résiduel a priori plus faible.

L'Expert attend les dires éventuels des parties suite au présent compte-rendu

ANNEXE 1 : Ensemble des photographies prises tout au long de l'intervention

(avec horodatage)



20240711_045552



20240711_050008



20240711_051139



20240711_051316



20240711_051629



20240711_052358



20240711_052700



20240711_053230



20240711_053249



20240711 053300



20240711 053308



20240711 053336



20240711_053354



20240711_053557



20240711_055008



20240711_055534



20240711_055658



20240711_055701



20240711_055702



20240711_055712



20240711_055718



20240711_055730



20240711_060105



20240711_060753



20240711_061523



20240711_061551



20240711_061558



20240711_061640



20240711_062112



20240711_062240



20240711_063519



20240711_063523



20240711_065659



20240711_065928



20240711_070100



20240711_070118



20240711_070331



20240711_070352



20240711_070502



20240711_070549



20240711_070804



20240711_071135



20240711_071138



20240711_071152



20240711_071421



20240711_071429



20240711_071658



20240711_071823



20240711_071830



20240711_073357



20240711_073422



20240711_073654



20240711_073935



20240711_074606



20240711_074619



20240711_074627



20240711_074836



20240711_075102



20240711_075313



20240711_080415



20240711_080420



20240711_080625



20240711_080945



20240711_081759



20240711_082144



20240711_082227



20240711_082701



20240711_083113



20240711_083130



20240711_083154



20240711_083227



20240711_083411



20240711_083443



20240711_083447



20240711_083505



20240711_083712



20240711_084135



20240711_084355



20240711_084701



20240711_084941



20240711_085214



20240711_085456



20240711_090025



20240711_090125



20240711_090344



20240711_090518



20240711_090525



20240711_090910



20240711_091844



20240711_091948



20240711_092037



20240711_092108



20240711_092246



20240711_092527



20240711_092629



20240711_092842



20240711_092845



20240711_093054



20240711_093407



20240711_093708



20240711_093814

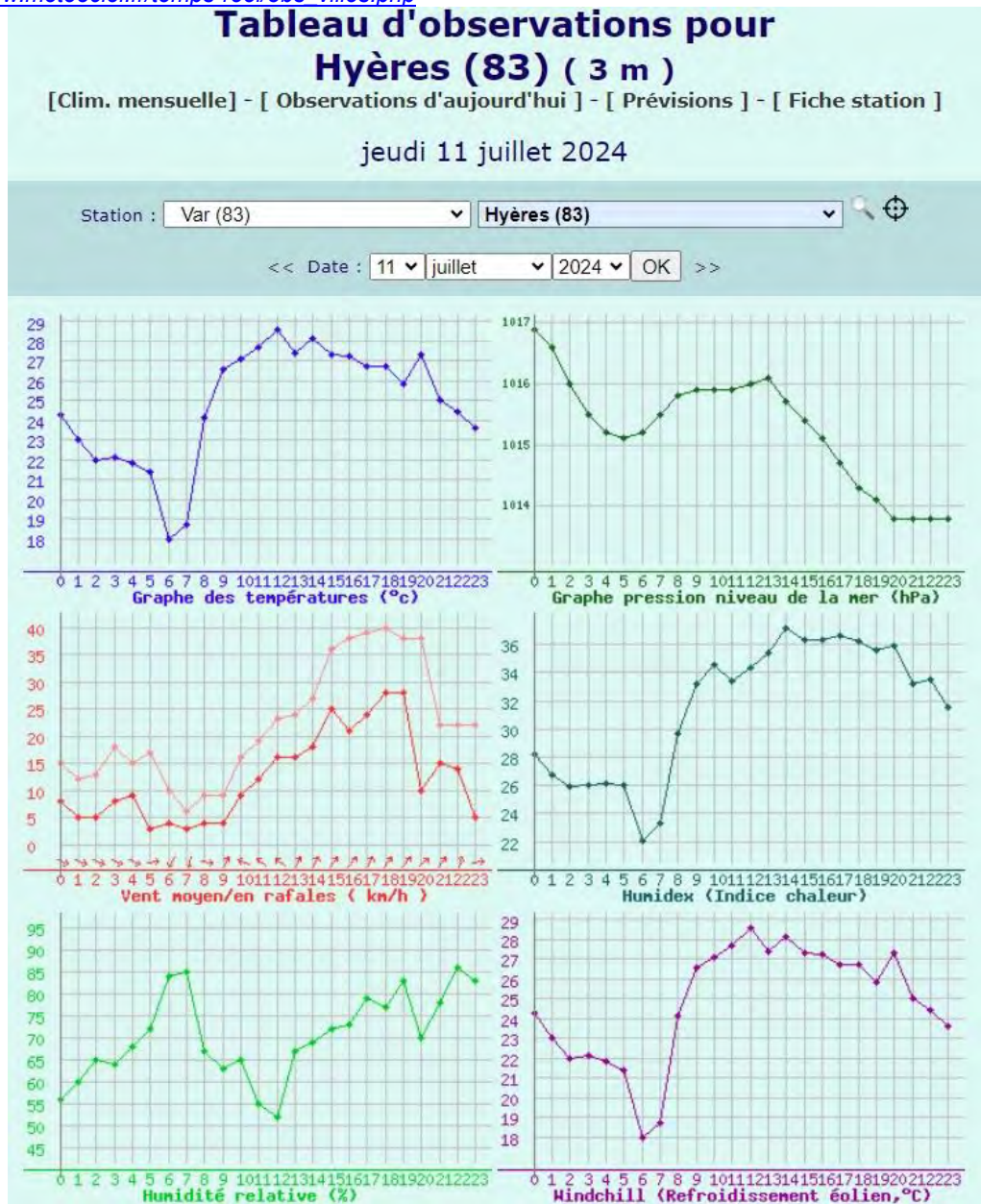


20240711_093920

ANNEXE 2 : Données météorologiques locales du 11/07/2024

(station la plus proche : Hyères)

https://www.meteociel.fr/temps-reel/obs_villes.php



Heure locale	Néb.	Temps	Visi	Température	Humi.	Point de rosée	Humidex	Windchill	Vent (rafales)	Pression	Précip. mm/h
10 h			19.7 km	27.1 °C	65%	20 °C	34.5	27.1	↖ 9 km/h (16 km/h)	1015.9 hPa	aucune
9 h			60 km	26.6 °C	63%	19 °C	33.2	26.6	↖ 4 km/h (9 km/h)	1015.9 hPa	aucune
8 h			43.1 km	24.1 °C	67%	17.6 °C	29.7	24.1	→ 4 km/h (9 km/h)	1015.8 hPa	aucune
7 h			51.2 km	18.7 °C	85%	16.1 °C	23.3	18.7	↓ 3 km/h (6 km/h)	1015.5 hPa	aucune
6 h			43.3 km	18 °C	84%	15.3 °C	22.1	18	↙ 4 km/h (10 km/h)	1015.2 hPa	aucune
5 h			51.9 km	21.4 °C	72%	16.1 °C	26	21.4	⇒ 3 km/h (17 km/h)	1015.1 hPa	aucune

ANNEXE 3 : Feuille de présence

Pierre BARLES – EXPERT Judiciaire

Nos Références : TJ170623 – TJ de Toulon

Affaire : SEN CAGLAR / SAS SODICRAU

Références TJ :

AFFAIRE : Erinde SEN, Halise CAGLAR / SAS SODICRAU

N° R.G. : 23/00337

Décision : ordonnance de référé du 17/08/2023

ACCREDIT n° 3-TECHNIQUE du 11 juillet 2024

Lieu : LA CRAU (83260)

FEUILLE DE PRESENCE

NOM	QUALITE / REPRESENTATION	SIGNATURE
GAGLIANO Lionel	Demandeur	
GAGLIANO-CARU Perrine	Demandeur	
PROVOST Lionel	Président SODICRAU	
LEBRUN George JEFFREY David		

ANNEXE 4 : Liste des documents reçus (courriers, pièces, dires) par l'Expert judiciaire à ce jour (05/09/2024)

Envoi n°	De	Daté du	Reçu le	Contenu
N°1-BE	Maître BERGANT	21/08/23	23/08/23	<ul style="list-style-type: none"> ➤Dire aux intérêts de la SAS SODICRAU ➤Conclusions en référé n°2 ➤Ordonnance de référé du 17/08/2023 ➤LRAR officielle de Me BERGANT à Me GARA-ROMEO du 11/01/2023
N°1-CO	Maître COUTELIER TAFANI	06/09/23	06/09/23	<ul style="list-style-type: none"> ➤Dire à expert du 06/09/23 aux intérêts de M. et Mme GAGLIANO ➤Ordonnance de référé du 17/08/2023 ➤Conclusions d'intervention volontaire aux intérêts de M. et Mme GAGLIANO ➤Titre de propriété GAGLIANO du 04/07/2019 ➤Plan cadastral ➤Extrait Google Maps ➤Lettre de M. GAGLIANO à M. PROVOST (SODICRAU) du 09/11/2022 ➤Mains courantes M. GAGLIANO du 07/12/2022 et du 12/03/2023 ➤Mail de M. GAGLIANO à Mairie de La Crau ➤PV d'audition (dépôt de plainte) de M. GAGLIANO du 28/12/2022 ➤Photo container frigo ➤2 PV de constat (21/12/22 + 22/02/23) ➤Mise en demeure de Maître COUTELIER à SODICRAU du 22/12/22 ➤Lettre officielle de Maître BERGANT à Maître COUTELIER du 11/01/2023 ➤Certificat médical M. GAGLIANO du 10/01/2023 ➤Photos déchets/palettes 12/03/2023 + 8-10/03/2023 ➤Mail M. GAGLIANO au Directeur école du 21/11/22 ➤Dossier médical (Urgences) Mme GAGLIANO du 21/12/2022 ➤Certificat médical Mme GAGLIANO du 20/02/2023

N°1-GA	Maître GARA- ROMEO	08/09/23	08/09/23	➤Dire aux intérêts des consorts SEN CAGLAR ➤Ordonnance de référé du 17/08/2023 ➤attestation de propriété du 20/01/2016 ➤arrêté de permis de construire délivré à M. SEN le 13/10/2015 ➤relevé de propriété de la SAS SODICRAU ➤LRAR de mise en demeure du 07/12/2022 de Me GARA-ROMEO à la SAS SODICRAU ➤Lettre officielle de Me BERGANT à Me GARA-ROMEO du 11/01/2023 ➤Ordonnance de référé du TJ de Toulon du 27/08/2021 ➤Photos ➤Estimation immobilière ➤Prescription médicale du 10/11/2022 pour M. SEN
N°2-GA	Maître GARA- ROMEO		11/09/23	➤Assignment en référé délivrée par les consorts SEN-CAGLAR à l'encontre de la SAS SODICRAU
N°1-TJ	Tribunal Judiciaire de TOULON	25/10/23	27/10/23	➤Dossier de désignation
N°3-GA	Maître GARA- ROMEO	18/01/24	18/01/24	➤Dire aux intérêts des époux SEN-CAGLAR suite au compte-rendu d'Accedit n°1
N°2-TJ	TJ de TOULON	12/02/24	19/02/24	➤Ordonnance fixant un complément de provision à verser avant le 01/04/2024
N°2-BE	Maître BERGANT	07/03/24	07/03/24	➤Dire aux intérêts de SODICRAU ➤Justificatif de cession de permis de construire intervenue entre la société PERRICOLO et la société SODICRAU ➤PV des décisions du conseil de parrainage du 30/08/2021 de la SAS SODICRAU ➤Arrêté de permis de construire initial, du 21/07/2015 ➤Rapport de mesurages acoustiques (caractérisation d'émergences sonores) réalisé par LCM ACOUSTIQUE du 13/04/2023, à l'attention de M. et Mme GAREL ➤Arrêté municipal du 12/09/2023

N°3-TJ	TJ de TOULON	03/05/24	15/05/24	➤Ordonnance de fractionnement autorisons les consorts SEN-CAGLAR à s'acquitter de la consignation complémentaire mise à leur charge (11957,44 euros) en 5 versements devant intervenir avant le : 03/06/24, 05/08/24, 04/10/24, 03/12/24, 03/02/25
N°2-CO	Maître COUTELIER TAFANI	10/07/24	10/07/24	➤Dire aux intérêts de M. et Mme GAGLIANO

ANNEXE 5 : Coordonnées des Parties et Conseils

PARTIES :

Demandeurs :

NOM	ADRESSE	AVOCATS
M. Erdinc SEN Mme Halise CAGLAR	218 Bis, Chemin des alouettes 83260 LA CRAU	Maître Sofian GARA-ROMEO <i>Barreau de TOULON</i>

Intervenants volontaires :

NOM	ADRESSE	AVOCATS
M. Lionel GAGLIANO Mme Perrine CORNU	346, Impasse la Frégate 83260 LA CRAU	Maître Jérôme COUTELIER-TAFANI <i>Barreau de DRAGUIGNAN</i>

Défenderesse :

NOM	ADRESSE	AVOCATS
SAS SODICRAU	219 rue Marcel Matteucci 83260 LA CRAU	Maître Frédéric BERGANT (PHARE AVOCATS) <i>Barreau de MARSEILLE</i>

AVOCATS :

NOM	ADRESSE
Maître Sofian GARA-ROMEO	153, avenue Maréchal Foch 83000 TOULON T. 04 94 31 18 56 E-mail : contact@gara-romeo-avocat.fr
Maître Jérôme COUTELIER-TAFANI	Villa Talisman 1021 avenue du Colonel Brooke 83700 SAINT-RAPHAEL T. 04 94 46 92 30 E-mail : cabinet@coutelieravocats.fr
Maître Frédéric BERGANT (PHARE AVOCATS)	24 cours Pierre Puget 13006 MARSEILLE T. 04 91 53 08 18 E-mail : contact@phare-avocats.com